

# 1ERE PARTIE - LES SOURCES LOINTAINES

## CHAPITRE 1 - LA CITE GRECQUE

### S1 - LES ORIGINES

#### A – LE CADRE POLITIQUE

Le monde grec se caractérise à la fois par son unité et ses divisions, ces dernières le conduiront d'ailleurs à son déclin.

#### **L'UNITE :**

Les Grecs ont conscience de former une collectivité, d'appartenir à un ensemble qui les oppose au monde extérieur ; celui des *barbares*. Ce sentiment remonte en fait aux guerres médiques (499-449 AV JC) où tous les grecs se sont unis face aux perses réussissant ainsi à les repousser en dehors de la mer Egée.

Cette collectivité commune n'a cependant pas de limite géographique précise. En effet, on ne saurait dire si la macédoine faisait ou non partie de la Grèce. Les limites du monde grec sont d'autant plus imprécises que de nombreuses colonies ont été fondées sur tout le pourtour de la mer méditerranée.

#### **LA DIVISION :**

Le monde grec est divisé en cités souveraines et indépendantes politiquement les unes des autres. Elles sont même rivales les unes des autres et se font ainsi souvent la guerre. Il peut leur arriver de conclure des alliances entre elles mais celles-ci ne sont que provisoires.

Certaines cités grecques ont prédominé : Athènes, Spartes et Thèbes.

Ces divisions et ces alliances atteindront leur paroxysme au moment de la guerre du Péloponnèse (431-404) qui oppose la ligue d'Athènes à celle de Spartes.

Ces rivalités entre cités provoqueront finalement leur déclin face à la macédoine : victoire de Chéronée en 338 où Philippe II de macédoine l'emporte.

En 197 AV JC, l'empire grec va succomber à la conquête romaine. Dès 146, la Grèce n'est plus qu'une province romaine.

Les cités grecques sont *politiquement* indépendantes les unes des autres. C'est à dire que chacune s'organise comme elle l'entend ; le mot *polis* en grec signifiant " art d'organiser la cité ". Les Grecs vont mener une importante réflexion sur cet art d'organiser la cité car pour eux, s'était posé la question de savoir quelles institutions adopter après les révolutions.

Les cités grecques ne sont pas des villes mais des petits états constitués d'une ville et de sa campagne alentour. Il est évident que de ce fait, il existe au sein de la cité des oppositions entre les intérêts urbains (ceux des artisans, commerçants, armateurs et pêcheurs) et les intérêts ruraux (ceux des grands propriétaires terriens).

Les citoyens et eux seuls participent à la vie politique de la cité. Les autres habitants ne jouent aucun rôle politique : c'est le cas

- des esclaves
- des métèques (on désignait par ce nom les étrangers)
- des Ilotes à Spartes (le vieux peuple d'origine vaincu et dominé par les spartiates)

La cité grecque est très diverse dans l'espace comme dans le temps :

Dans l'espace : Spartes est dominée par une aristocratie théoricienne conservatrice alors qu'Athènes sera souvent dominée par une démocratie urbaine donnant naissance à une vie intellectuelle et culturelle prestigieuse notamment à l'époque de Périclès (443-429).

Dans le temps : les régimes se succèdent au sein des cités du fait des conflits entre intérêts urbains et intérêts ruraux. A Athènes, on passe ainsi de régimes tyranniques à des régimes démocratiques :

- 683 AV JC : la monarchie est remplacée par un régime aristocratique.
- 894 AV JC : le gouvernement mixte est mis en place par Solon.
- 507 AV JC : Instauration du Régime démocratique.

## **B - LA FORMATION DES IDEES**

### **1 – LES FORMES DE LA POLITIQUE**

Très tôt, apparaît dans la pensée athénienne l'idée d'une **distinction entre trois formes de gouvernement en fonction du nombre de ceux qui gouvernent** :

- la *monarchie* étant le gouvernement d'un seul
- l'*oligarchie* étant le gouvernement de quelques-uns

- la *démocratie* étant le gouvernement de l'ensemble

Pour les Grecs, la démocratie ne pouvait être que directe. La démocratie représentative telle que nous la connaissons aujourd'hui n'existait pas et le système électif qu'elle suppose est considéré par les Grecs comme oligarchique. Dans la démocratie directe grecque, le choix des responsables se fait par tirage au sort.

Les Grecs étudient aussi l'évolution de l'un à l'autre de ces régimes. Ils vont montrer notamment que chaque régime a tendance à dégénérer :

- La pure monarchie dégénère en despotisme. On ne gouverne alors non plus selon les lois mais selon ses caprices.

- L'aristocratie (gouvernement des meilleurs) dégénère en ploutocratie (gouvernement des riches).

- La démocratie dégénère quant à elle en démagogie ou en anarchie.

De plus, après dégénérescence, chaque type de régime se transforme en un autre de telle sorte qu'il y a une **évolution cyclique** :

- la monarchie laisse la place à l'aristocratie

- l'aristocratie laisse la place à une démocratie

- la démocratie laisse la place à une monarchie

Pour y remédier, les Grecs imaginent un **gouvernement mixte combinant monarchie, oligarchie et démocratie** : un gage de sagesse et de stabilité en quelque sorte. En tout cas, un but *d'équilibre*.

C'est Solon qui établira à Athènes une telle forme de gouvernement.

## 2 - LE FOND DE LA POLITIQUE

Le but de la politique, c'est d'assurer le bien commun de tous les citoyens de la cité. Pour y parvenir, les Grecs considèrent qu'il faut assurer le règne de la loi. [conçue comme ayant une valeur divine; aux origines mythiques.]

[Les Grecs vont également s'interroger sur la valeur de la loi : a-t-elle vraiment une valeur absolue ? N'y aurait-il pas une loi naturelle supérieure ? (Cf. pièce "Antigone" de Sophocle).]

Pour assurer ce règne de la loi, les Grecs considèrent qu'il faut parvenir à réaliser au sein de la cité un consensus sur la règle commune et ce malgré les conflits sociaux. c'est là tout l'art de l'homme politique qui, par son discours, parvient à établir ce consensus.

Cet art fait d'ailleurs l'objet d'un enseignement par les sophistes. Le sophiste c'est celui qui connaît les techniques pour persuader en politique.

Du grec *Sofia*, la sagesse.

Deux modèles s'opposent :

- Celui de Sparte : l'état spartiate est un état militaire où chaque citoyen est subordonné à la cité. *La liberté est conçue de façon collective* et il n'est reconnu aucune liberté aux individus. Les citoyens n'ont pas de vie privée. L'éducation commune commence dès 7 ans.
- Celui d'Athènes : Athènes est un état commercial tourné vers la vie maritime. De ce fait, il reconnaît *la liberté individuelle de chaque citoyen*.

## C - LES PENSEURS POLITIQUES

Les cités grecques ont vu naître de très grands penseurs politiques. Dès le 6ème siècle AV JC, ces penseurs politiques sont très nombreux, notamment à Athènes, ville intellectuelle où chacun a une grande liberté d'expression. Cependant, grands nombres d'entre eux restent mal connus car leurs œuvres ont été mal conservées.

Deux auteurs dominent : **Aristote** et **Platon**. Ils dominent en raison de l'importance de leurs œuvres mais aussi de leurs idées. Ils auront ainsi une très grande influence sur les idées politiques de l'occident et ce jusqu'à nos jours.

Leur influence est telle qu'ils sont à l'origine de deux méthodes de raisonnement opposées :

- Platon aime le **raisonnement abstrait**. Aussi invente-t-il une méthode déductiviste et mathématique.
- Aristote préfère **l'observation concrète** et crée une méthode qui s'inspire des sciences naturelles (son père était médecin) ; une méthode reposant sur l'induction ; c'est à dire qui part de l'observation des choses pour remonter aux idées générales.

Dans les deux cas, le but est la recherche du bien mais la différence de méthode utilisée aboutit à une conception différente du bien commun entre Platon et Aristote :

- Platon adopte un point de vue **idéaliste** et fait prédominer les idées d'uniformité.

- Aristote adopte à l'inverse un point de vue **réaliste** et se montre sensible à la diversité.

## **S2 – PLATON**

### **A – LE CONTEXTE HISTORIQUE DE L'ŒUVRE DE PLATON**

Platon a connu l'âge d'or de la démocratie athénienne, la période que l'on appelle le "siècle de Périclès" et qui va de 443 à 429 AV JC. Mais il va aussi connaître une période moins brillante : la guerre du Péloponnèse qui entraîne des troubles politiques et la fin de la démocratie.

#### **PLATON (427 – 348 AV JC)**

Platon est citoyen athénien et appartient à une famille aristocratique. Il est élevé par les sophistes puis pendant 7 ans, il suit Socrate et s'initie à la méthode socratique du dialogue ; la **maïeutique**.

Vers 389 av JC, Platon effectue un voyage en Sicile où il est appelé par le tyran Denys l'ancien mais il se brouille avec lui. Platon se lie avec Dion, le beau-frère de Denys.

De retour à Athènes, Platon fonde son école de philosophie : ***l'Académie***.

Il retournera en Sicile lorsque Dion lui demandera de conseiller son fils Denys le jeune. Finalement en 357, c'est Dion qui prendra le pouvoir à Syracuse et il tentera d'établir un régime politique sur le modèle platonicien. Mais Dion sera assassiné 2 ans plus tard.

### **B – LES IDEES POLITIQUES DE PLATON**

La politique est la préoccupation principale de Platon mais ses expériences concrètes l'ont déçu : A Athènes, il a vu le régime démocratique condamner à mort le juste Socrate et à Syracuse, il n'est pas devenu le conseiller de la monarchie qu'il aurait voulu être.

Désabusé, il se retire de toute participation active à la politique, préférant développer une tâche préalable d'éducation.

Dans ses œuvres philosophiques, il considère que le gouvernement est celui des philosophes.

Trois ouvrages de Platon sont plus politiques que philosophiques :

## **1 – " LE POLITIQUE "**

"Le Politique" a été écrit vers 365 AV JC. Le Politique c'est l'homme qui est appelé à diriger la société et applique pour cela une science : la science politique.

Pour Platon, l'homme politique n'est pas soumis aux lois et sait trouver la justice applicable à chaque cas particulier. Cependant, le véritable homme politique n'existe pas dans les sociétés humaines (contrairement à la société des abeilles où la reine est par nature destinée à gouverner les abeilles). Dans les sociétés humaines, les hommes qui gouvernent doivent donc respecter les lois traditionnelles.

Platon distingue 2 catégories de régimes politiques :

- Ceux où les dirigeants gouvernent selon les lois établies.
- Ceux où les dirigeants gouvernent selon leurs caprices.

## **2 – LA REPUBLIQUE**

"La République" a été écrit en 375 AV JC. Platon définit ici le régime politique idéal.

C'est l'ouvrage le plus connu de Platon.

## **3 – LES LOIS**

Ouvrage inachevé. Platon décrit ici un régime politique qui tient compte des réalités. Il s'inspire du régime spartiate où règne une liberté modérée mais satisfaisante. Alors qu'à Athènes l'excès de liberté entraîne l'anarchie.

## **C - LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DE PLATON**

C'est une philosophie idéaliste au sens vulgaire du terme, au sens philosophique aussi en ce qu'elle se préoccupe avant tout des idées.

Mais l'Idéalisme platonicien est essentiellement un réalisme en ce sens que les idées sont pour Platon des réalités et même les seules vraies réalités alors que les choses concrètes que nous observons ne sont que des apparences.

Cf. le **mythe de la caverne** : les hommes sont enchaînés dans une caverne et tourne le dos à l'entrée de celle ci. Sur la paroi sont projetées les ombres de ce qui se passe à l'extérieur ; les ombres de la réalité extérieure.

Dans cette conception, le but de la politique n'est pas de s'adapter aux réalités immédiates mais de faire prévaloir le Bien sur la Vérité.

Le Bien et la Vérité sont des idées absolues ; des données que l'on trouve dans la raison et non des données du monde extérieur. C'est donc par la raison, la conscience que l'on y accède ; par un effort de raisonnement (la dialectique). Seuls le sage et le philosophe sont en mesure d'accéder à ces idées, ces vérités absolues.

Les idées de Platon débouchent ainsi sur un système totalitaire. Cette vérité absolue est Une : elle s'impose à tous et ne permet pas la diversité des opinions ; elle doit être imposée à la masse par les quelques sages.

Cette vérité est aussi omniprésente : aucun domaine ne saurait être réservé à l'appréciation subjective et à la liberté individuelle.

### **S3 – ARISTOTE**

#### **A – VIE ET ŒUVRE D'ARISTOTE**

**Aristote (384-322 AV JC).** Né à Stagire d'où le surnom de "Stagirite". Stagire se situe en Macédoine orientale, à l'est de la Grèce classique.

Le père d'Aristote est médecin du roi de macédoine et a transmis à son fils un savoir ésotérique. Son père meurt alors qu'il n'a que 17 ans. Aristote devient élève de Platon et réside de ce fait à Athènes de 367 à 347. Il rompt ensuite avec Platon et entreprend des déplacements en Grèce. Entre 343 et 340, il est précepteur du fils du Roi de macédoine : Alexandre.

Il revient à Athènes en 335. Athènes est alors sous la domination macédonienne depuis 338. Là, il fonde sa propre école de philosophie : Le Lycée où il enseigne en marchant avec ses élèves d'où l'appellation d'école paripapéticienne.

A Athènes, Aristote a toujours été un métèque (étranger) car d'origine macédonienne. Cela lui donne un certain recul dans son enseignement politique.

En 323, Aristote quitte Athènes car il est menacé en tant qu'étranger macédonien au moment de la mort d'Alexandre. Certains athéniens remettent alors en cause la domination macédonienne.

Aristote meurt en 322 après être revenu en Macédoine.

Ses œuvres sont plus nombreuses que celles de Platon. L'œuvre d'Aristote concerne la politique mais aussi la morale, les mathématiques, la biologie.

Oeuvres politiques :

- les livres d'éthique et de morale; "**l'éthique à Nicomaque**"
- "**la politique**" cet ouvrage ne nous est connu que par des notes prises par des étudiants
- "**les constitutions**" ouvrage perdu pour la plus grande partie. Aristote y fait un inventaire des 158 constitutions existantes classées alphabétiquement.

## **B – LES IDEES POLITIQUES D'ARISTOTE**

C'est le dernier penseur de la cité grecque classique et le fondateur de la doctrine du droit naturel.

Aristote se distingue sensiblement de Platon à la fois par ses objectifs et par ses méthodes. Le modèle d'Aristote est clairement celui d'Athènes. Mais il admet qu'il y a des constitutions diverses selon les pays et les circonstances. Il ne pose pas, à la différence de Platon, le principe d'un régime général absolu.

Aristote fait prédominer la **méthode de l'observation concrète, inductiviste, partant des réalités concrètes et refuse l'idée de la vérité absolue issue de la pure raison**. D'où l'idée que les choses varient selon les circonstances.

Cependant, Aristote ne conteste pas l'existence de tout idéal mais pour lui cet idéal n'est pas tiré de la raison mais de l'observation des faits. Le général vient de l'observation des cas particuliers.

Cette méthode d'observation fait d'Aristote le fondateur de **la doctrine du droit naturel** : le droit n'est pas une vérité absolue prédéterminée mais est tiré de l'observation des faits. En effet, en observant la nature, on peut constater qu'il existe un ordre voulu par le créateur et que certains faits ne sont pas conformes à cet ordre naturel. De même, l'homme est fait pour vivre en société et non de façon isolée. L'homme est un animal politique. Il y a nécessité ou tout au moins intérêt pour les hommes de se conformer à cet ordre naturel des choses.

Il existe donc un droit naturel issue de l'ordre naturel. Ces deux éléments peuvent varier en fonction des circonstances.

Ce droit naturel doit cependant être complété par **un droit positif**. En effet, les règles naturelles ne sont pas toujours très précises et peuvent de ce fait donner lieu à des controverses. Ce droit positif est décidé volontairement par les membres de la société et est essentiellement pour Aristote une affaire de prudence. D'où l'expression moderne de "jurisprudence".



Ces règles de droit positif n'ont qu'une valeur tout à fait relative car celui qui les adopte peut choisir des règles qui s'écartent du droit naturel. En outre les règles valables dans certaines circonstances ne le seront pas dans d'autres.

## C – "LA POLITIQUE"

Aristote examine dans cet ouvrage comment se forme la cité et comment elle s'organise sur le plan social et politique. Il insiste particulièrement sur une forme d'organisation politique qui lui paraît être la meilleure : la République.

### 1 – LA FORMATION DE LA CITE

L'homme nous dit Aristote est un **animal politique** c'ad qu'il est fait pour vivre en cité, en collectivité et non de façon isolée. Cela est prouvé par le don du langage et le fait que l'homme isolé est incapable de survivre.

La société humaine s'est formée progressivement.. D'abord s'est constituée la famille où s'exerce la domination naturelle de l'homme sur la femme et les enfants. Les esclaves dépendent de cette famille. Ces familles se sont réunies en villages qui eux même ont formé des cités. La cité est celle qui se suffit à elle même sans avoir besoin d'échanges extérieurs.

Le rôle de la cité est d'assurer le bien commun de tous ses membres et nullement de rechercher la domination ni au sein de la cité de ceux qui commandent ni de la cité sur les autres (critique de Spartes).

### 2 – L'ORGANISATION SOCIALE DE LA CITE

Dans la cité, il faut établir un équilibre entre la vie privée de chaque individu et la vie publique de l'ensemble mais chaque individu est subordonné à la collectivité. Chaque individu a des activités différentes mais ces activités sont complémentaires.

Dans cette perspective d'équilibre entre la vie de chacun et la vie de tous, Aristote critique les idées communistes de Platon. Certes, il y a dans la cité des choses en commun mais il n'est pas bon que tout soit mis en commun. En effet, ce qui est mis en commun est mal soigné. Ex : l'éducation commune est moins bonne que celle des parents. Le communisme ne permet pas de donner à chacun une juste rémunération de son travail. Le communisme n'est pas favorable à la paix sociale.

Le communisme crée la désunion dans la cité car l'union résulte de la complémentarité et des échanges que chacun doit faire avec les autres. Ces échanges créent des amitiés, des solidarités.

Néanmoins, comme Platon est pour une réglementation sociale assez pointue, il fixe la taille optimum de la cité, le choix du lieu de la cité, l'organisation de la vie sociale et finalement développe une réglementation très stricte de la vie privée fixant l'âge du mariage, de la procréation, le nombre d'enfants par couple et organisant un système d'éducation publique à partir de 7 ans.

### **3 – L'ORGANISATION POLITIQUE DE LA CITE**

Il y a différentes formes d'organisation politique de la cité qui peuvent être classées en 2 grandes catégories :

- celles qui ont pour objet le bien commun
- celles qui n'ont pour objet que l'intérêt particulier de ceux qui gouvernent.

Le gouvernement idéal c'est celui qui se propose de rechercher le bien commun. Il doit pour cela être confié aux plus vertueux.

**La monarchie** ne sera acceptable que si c'est une monarchie modérée et non absolue.

**L'aristocratie** vaut mieux que la monarchie. En effet, il y a plus de raison dans une assemblée que dans un seul homme. Une aristocratie satisfaisante doit confier le pouvoir aux hommes les plus sérieux, les plus sages ; aux classes sociales supérieures ; aux gens de guerre et aux gens de loi : guerriers et juristes. Eux seuls ont assez de vertu pour exercer le pouvoir et assez de loisir pour pouvoir se consacrer à la politique.

Malheureusement, ce n'est pas une forme stable et durable de gouvernement. L'aristocratie a tendance à dégénérer en oligarchie où les riches gouvernent à leur seul profit.

**La république** où tous les hommes libres (non esclaves) sont citoyens. L'avantage est qu'en république personne ne se sent exclu de la vie publique et de ce fait ne devient ennemi de l'état. Il faut cependant que le gouvernement soit exercé dans l'intérêt de tous et pas seulement de la majorité.

Pour qu'une République soit satisfaisante, elle doit combiner des formes oligarchiques et démocratiques. L'oligarchie pure ne fait prévaloir que l'intérêt des riches et la démocratie pure en fait prévaloir que l'intérêt des pauvres.

### **D – ETUDE DE LA REPUBLIQUE**

L'organisation de la République n'a pas de règle absolue. Elle doit varier selon les circonstances, selon le caractère du peuple, selon les institutions préexistantes. L'adaptation doit se faire progressivement. En outre, les lois peuvent être amenées à être modifiées si par la suite les circonstances changent encore.

Trois pouvoirs :

- le pouvoir délibérant incluant le pouvoir de faire la guerre et de contrôler les magistrats.

- le pouvoir exécutif

- le pouvoir judiciaire

Il s'agit de combiner ces 3 pouvoirs entre eux et d'utiliser différentes méthodes :

L'assemblée de tous les citoyens réunis sur la place publique. Quelle compétence ?

Election de certains d'entre eux.

Pour désigner les responsables de certaines fonctions, 2 procédés sont possibles :

- le tirage au sort qui est un procédé démocratique
- l'élection qui vise à choisir les meilleurs

Dans ces combinaisons, il faut rechercher un juste milieu de façon à établir un gouvernement modéré, un équilibre entre les riches et les pauvres

= une astuce pour cela : que les fonctions publiques ne soient pas rémunérées : cela permet à tous d'être électeur mais cela réserve aux riches la possibilité d'être élu. Eux seuls ont le temps et les moyens de se consacrer à une fonction publique.

= autre astuce : que les élections se fassent pour une durée courte. Le fréquent renouvellement des magistrats fait que beaucoup de personnes différentes peuvent accéder à la magistrature.

Surtout, pour établir ce juste milieu, il faut essayer de faire prédominer les classes moyennes. Les riches sont insolents et insubordonnés et les pauvres sont prêts à tout pour assouvir leur convoitise. En établissant la prédominance des classes moyennes, on évite les conflits d'intérêts. Cela ne signifie pas qu'il faille abolir une certaine distinction des richesses mais qu'il faille du moins en éviter les excès.

## CHAPITRE 2 – L'UNIVERSALISME ANTIQUE

### S1 – L'EMPIRE PAÏEN

#### A – LES REGIMES POLITIQUES

##### 1 – LA PERIODE HELLENISTIQUE

Avec la conquête de la Grèce par **Philippe II de Macédoine**, les cités grecques ne sont plus que de petites autonomies municipales sous domination macédonienne. Cette domination macédonienne était revendiquée par Xénophon ou encore Isocrate. Par contre, Démosthène va s'opposer à cette évolution à travers des textes contre Philippe II de Macédoine : les "philippiques". Il appelle, sans succès, les grecs à la révolution.

Le fils de Philippe II, **Alexandre le Grand**, va conquérir un vaste empire qui s'étend jusqu'à l'Inde. Alexandre entend dépasser l'opposition classique entre grecs et barbares. Alexandre entend établir un empire universel et il le manifestera en épousant une barbare, sa prisonnière Roxane.

L'empire Grec est un empire divisé en grands états ; des monarchies militaires ou fonctionne un système de monarchie absolue et qui sont perpétuellement en rivalité les unes contre les autres. Avec l'empire Hellenistique, les cités ne seront plus que de petites autonomies municipales.

En 197, Philippe V de Macédoine est battu par les armées romaines. En 148, la macédoine devient province romaine. En 146, toute la Grèce est conquise par l'armée romaine.

## 2 – L'EMPIRE ROMAIN

Le peuple Romain est différent du peuple Grec. Les romains sont des hommes d'actions et de conquêtes qui ne développent pas de pensée politique ou philosophique. Les grandes œuvres romaines sont juridiques et historiques.

Longtemps, les romains mépriseront la philosophie grecque qui leur apparaît dangereuse. Ils interdiront tout enseignement de philosophie grecque à Rome. Cette hostilité sera marquée par l'attitude de Caton l'Ancien qui, recevant un jour un ambassadeur grecque, va être choqué de voir celui-ci soutenir à deux jours d'intervalle une thèse et son contraire.

L'empire romain va se constituer progressivement. En 275 AV JC est achevée la conquête de l'Italie par Rome. Puis, les romains vont faire la conquête de Carthage et finalement, de tout le pourtour méditerranéen. Progressivement, les romains vont établir une osmose entre les différents peuples en accordant aux différents peuples de leur empire la citoyenneté romaine et ce par l'Edit de Carat Hala en 212 AP JC. Dès lors, les barbares sont seulement ceux qui se situent en dehors de l'empire romain.

S'établit entre les habitants la *Pax Romana* ; la paix Romaine avec interdiction du port d'arme pour les citoyens qui ne sont pas des militaires.

L'extension de l'empire romain va obliger le régime à changer de forme. Avec la victoire d'Oxium, Octave va régner en qualité d'Auguste et établir l'Empire. En fait, en droit, on garde les anciennes formes. L'empereur est l'empereur de la République Romaine et toutes les formes anciennes de la république sont conservées sous l'Empire.

Il en résulte que n'est prévu aucun système officiel de succession au trône. En théorie, c'est le peuple qui désigne l'empereur. En pratique, l'accès au trône se fait par coups d'Etat.

Les romains ont toujours méprisé les grecs et la pensée grecque. Néanmoins, cette dernière va avoir une influence considérable. Bien que vaincue, la Grèce demeure dans l'Empire le centre de la vie intellectuelle. Ainsi, les écoles de Philosophie ne verront pas leur succès décroître : L'Académie et le Lycée grâce aux disciples de Platon et d'Aristote mais aussi "le Jardin" où enseigne Epicure et "le Portique" où enseignent les stoïciens, disciples de Xénon.

La pensée grecque va se diffuser dans tout l'empire car l'élite de la jeunesse romaine vient à Athènes faire ses études. De nombreux intellectuels grecs se rendront également à Rome. On citera notamment :

- **POLYBE (205-125 AV JC)**

Un historien grec qui réside à Rome et qui écrit l'histoire de l'empire romain. Il fait l'éloge du système romain reprenant la théorie classique des cycles. Il explique que le mérite de la république romaine est d'avoir évité ces cycles en mettant en place un

régime mixte : à la fois monarchique et démocratique qui assure ainsi la stabilité du pouvoir.

- **CICERON** (106-43 AV JC)

Célèbre avocat à Rome, il devient ensuite consul en 63 AV JC.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont "*De Republica*" et "*De Officiis*". L'influence grecque se ressent dans toutes ses œuvres car il a fait ses études à Athènes.

## **B – LA PENSÉE POLITIQUE**

Cette période se caractérise par un grand recul de la pensée politique et la prédominance de la pensée politique.

### **1 – LE REcul DE LA PENSÉE POLITIQUE**

“ La politique se joue désormais dans un cadre nouveau. Il ne s'agit plus des petites cités grecques mais d'un vaste empire universaliste. **L'absolutisme personnel** remplace désormais le règne de la loi : l'autorité émane du chef et non plus de la loi. De même que chez les Grecs, il y avait une tendance à diviniser la loi, les romains divinisent le titulaire de l'autorité. Pour eux, une telle autorité absolue d'un homme sur tous les autres ne saurait être humaine.

Cet absolutisme au profit d'un pouvoir monarchique fait disparaître la variété des régimes politiques des différentes cités. Cela fait disparaître dans le même temps tout débat politique car le peuple admet l'idée que dans un grand Etat, le régime monarchique est inévitable.

D'autre part, on considère qu'il serait dangereux de discuter une telle autorité absolue. Dès lors, la pensée ne se soucie plus de politique car l'homme n'a plus aucun rôle de citoyen. Dès lors, les œuvres morales remplacent les œuvres politiques.

Le but de la philosophie c'est désormais de savoir comment il faut se comporter dans la vie privée.

“ Ce recul de la pensée politique s'accompagne d'une grave crise de scepticisme. Cette pensée sceptique trouve son origine chez **Piron** (365-275).

Dans cette perspective va apparaître une école nouvelle du platonisme : la **nouvelle académie** qui entend rénover l'académie platonicienne. Elle part de l'idée que le sens et la raison sont incapables d'accéder à des idées au fond. Apparaît avec cette nouvelle académie la distinction entre la physique et la métaphysique, l'homme ne pouvant connaître que la physique.

Cette philosophie provoque une certaine insatisfaction chez les plus cultivés ce qui entraîne l'apparition d'une réflexion théologique et de nouveaux cultes dont l'un est originaire d'Egypte.

Se développe alors le **néoplatonisme** qui rompt avec le scepticisme de la nouvelle académie.

**PLOTIN (205-270)** admet que l'on puisse accéder à des connaissances supérieures et même à la divinité, à travers la sagesse grecque.

.. La pensée de cette époque se consacre donc plus à la philosophie morale que politique et 3 écoles illustrent cette orientation :

- **L'Ecole des cyniques** dont la maître à penser est Diogène (413-327). La sagesse, selon lui, consiste à vivre selon les lois de la nature et n'avoir que mépris pour les lois de la cité, purement artificielles.
- **L'Ecole d'Epicure** (341-271). Il s'agit d'une morale individuelle où le but est pour chacun de trouver les bons plaisirs, ceux ci se situant dans une vie essentiellement ascétique.
- **Le stoïcisme** fondé par Zénon (362-264 AV JC). Cela va être la théorie dominante. Elle refuse une perspective purement idéaliste et envisage le rôle de l'homme dans la cité.

## 2 - L'APPORT DU STOICISME A LA PENSEE POLITIQUE

.. **La morale stoïcienne** repose sur l'idée d'universalisme ; celui des hommes : tous les hommes sont égaux y compris les esclaves et les barbares à l'idée de solidarité de l'humanité. Il existe une cité des hommes du monde entier : la cosmopolis. Cette cité universelle est réalisée par l'empire qui a vocation à s'étendre au monde entier.

Le stoïcisme développe aussi l'idée de devoir moral : tous les hommes sont égaux mais chacun a une place différente dans l'univers humain et doit convenablement remplir son rôle à la place qu'il occupe.

Alors que les Epicuriens concevaient une morale purement individuelle, la morale stoïcienne implique que chacun remplisse son devoir social et la liberté pour les stoïciens c'est l'adhésion à un ordre rationnel et la coopération à cet ordre. Dans cette perspective, chacun a le devoir d'obéir à l'autorité, celle ci est nécessaire au bon ordre social.

.. **La diffusion de la pensée stoïcienne.** Elle est introduite à Rome par Panitus au 2<sup>e</sup> siècle avant JC. Les stoïciens, appliquant leur propre philosophie, entrent dans la vie de la cité, ils ne se tiennent pas à l'écart et n'hésitent pas à jouer un rôle de conseiller.

Avec les stoïciens, les philosophes sortent donc des écoles d'Athènes et rentrent délibérément dans la vie active. Ils se font les conseillers des gouvernants puis du peuple lui même.

.. **Les auteurs stoïciens :**

- **Epithète** (1<sup>er</sup> siècle AV JC) a longtemps eu un rôle à la cour de Rome
- **Sénèque** (An 2 - An 65 AV JC) a été précepteur puis ministre de Néron et a été condamné à se suicider par celui ci. Il a écrit notamment "*De Clemencia*" où il explique qu'il est nécessaire ait un chef à sa tête : celui ci doit gouverner selon la

raison et au service de ses sujets. Dans son ouvrage *"De la Paix"*, apparaît l'idée que l'homme appartient à 2 cités :

. une cité universelle qui inclut l'humanité toute entière et les dieux.

. une cité politique : celle de l'empire romain.

- **Dion de Prus** (An 30 - An 117 AP JC) est un philosophe grec installé à Rome et qui appartient d'abord à l'Ecole Cynique puis évolue vers le stoïcisme. Il est l'auteur de 4 discours sur la royauté. Selon lui, le pouvoir royal est d'origine divine et le titulaire de ce pouvoir doit gouverner conformément à la sagesse de Dieu.

Double appartenance des hommes : la cosmopolis a 2 composantes :

. la cité des Dieux, la cité parfaite

. la cité des hommes, la cité imparfaite

- **l'empereur MARCOREL** : Pour lui, l'empereur doit gouverner pour le bien commun et non pour son plaisir. Il sera néanmoins un persécuteur de chrétiens, qu'il juge être des perturbateurs de l'ordre social.

## **S2 – L'EMPIRE CHRETIEN**

### **A – LES PREMIERS CHRETIENS ET L'EMPIRE**

.. A l'origine, les premiers chrétiens restent en marge de la politique. Leur doctrine est religieuse et spirituelle. Dans l'Evangile selon Saint-Jean, *"le royaume n'est pas de ce monde"*. Le christianisme entend établir un rapport individuel de chacun avec Dieu. C'est une conception différente des religions de l'antiquité. l'individualisme chrétien va beaucoup plus loin que l'individualisme stoïcien.

Les chrétiens sont donc en marge de la vie politique mais ils sont néanmoins très respectueux du pouvoir politique établi. Ils ne remettent pas en cause non plus les institutions sociales. Tout le monde est égal devant Dieu mais sur le plan social, cela ne signifie pas l'absolution des distinctions et Saint-Paul invite même les esclaves à obéir à leur maître.

Les chrétiens considèrent que tout cela ne va durer qu'un temps et attendent la prochaine fin du monde : *"le royaume de Dieu est proche"*. Le christ affirme : *"certains ne mourront pas sans avoir vu le royaume de Dieu"*.

Mais les chrétiens vont avoir de plus en plus de mal à s'en tenir à cette attitude initiale. En effet, ils deviennent nombreux et apparaissent de plus en plus au grand jour. Les conversions deviennent nombreuses parmi les classes de l'administration. Ils vont donc être contraint de se



situer par rapport au régime politique. D'autant plus qu'ils sont persécutés : ils refusent les autres religions et qui plus est de rendre culte à l'empereur divinisé, refusant ainsi le fondement même de l'empire romain.

Tout ceci suscite donc débat entre païens et chrétiens.

.. Deux auteurs doivent être étudiés ici :

- Dans son ouvrage "*le discours vrai*", **Celse** condamne l'attitude politique des Chrétiens. En fait, cet ouvrage ne nous est connu que par la réponse qui en est fait par le chrétien Origène.

La pensée de Celse : Celse commence par critiquer les dogmes qu'il juge être des superstitions qui n'atteignent que les couches les plus faibles, les plus crédules de la société. Il y a certes des parts de vérités dans le dogme chrétien mais ce ne sont que des idées reprises à Platon.

Celse considère qu'il est normal dans l'empire de rendre culte à l'empereur car il exerce un pouvoir d'origine divine et il a besoin du soutien de la population. Sinon, l'empire serait la proie des barbares.

Enfin, ce que critique Celse c'est la duplicité des Chrétiens, ils profitent de l'empire mais refusent dans le même temps de rendre le culte nécessaire à l'empereur et de remplir les fonctions civiles et militaires nécessaires à l'empire.

- Dans "*contre Celse*", **Origène** répond à ces accusations et défend le point de vue religieux des chrétiens ainsi que leur attitude politique.

Origène considère que ce ne sont pas les chrétiens qui ont plagié la philosophie grecque car, au contraire, la bible est plus ancienne que la philosophie grecque.

Pour Origène, tout pouvoir vient de Dieu : il faut donc obéir à l'empereur mais cela ne signifie pas qu'il faille lui rendre un culte. De plus, il se peut que l'empereur soit mauvais et dès lors l'obéissance à l'empereur ne doit pas être absolue.

Enfin, les chrétiens apportent tout leur soutien à l'empire mais autrement que les païens : par leurs prières, ils chassent les mauvais démons. En tant que Chrétien, ils se consacrent à la prière, un combat spirituel incompatible avec le combat les armes à la main.

## **B – LE PASSAGE DE L'EMPIRE AU CHRISTIANISME**

### **1 - LES CIRCONSTANCES**

La reconnaissance du christianisme dans l'empire se fait en plusieurs étapes :

- 313 : c'est tout d'abord **l'empereur Constantin** qui établi la liberté religieuse au profit des Chrétiens. Constantin n'est pas lui même Chrétien, il ne se fera baptiser que peu avant sa mort.
- Après Constantin, l'empereur Constance (337-361) apporte son soutien à l'hérésie arienne. De 364 à 378, **l'empereur Valens**, arien, persécute les chrétiens orthodoxes.
- Cette période de flottement va s'achever avec **l'empereur Théodose** qui en 380 déclare le Christianisme religion officielle de l'empire. En 392, il interdit les cultes publics païens.

Si le Christianisme s'impose officiellement comme religion officielle de l'Empire, il est assez étroitement subordonné à l'autorité de l'empereur. Constantin se considère ainsi comme le chef de l'Eglise. Cette attitude des 1ers empereurs chrétiens va poser la question des rapports entre le pouvoir religieux et le pouvoir temporel.

Très vite, l'opinion publique chrétienne se rend compte d'un lien entre l'empire et le développement du christianisme : l'instauration de l'empire favorise considérablement la diffusion du christianisme et les chrétiens pensent que c'est Dieu qui a voulu l'instauration de l'empire pour permettre la reconnaissance du christianisme. Il semble à tous que cette identification doit se prolonger jusqu'à la fin du monde et donc jusqu'à la fin de l'empire.

Le pouvoir temporel prédomine donc sur le pouvoir religieux mais ce dernier va tenter de renverser ce mouvement. Ce sera là un enjeu majeur jusqu'à la fin du Moyen Âge. Question de savoir lequel de ces pouvoirs doit être subordonné à l'autre.

A cet égard va se dessiner deux traditions :

- l'une orientale où l'autorité temporelle est le chef de l'Eglise locale.
- l'autre occidentale où au contraire l'autorité temporelle est subordonnée au pouvoir religieux.

Cette double tradition est bien illustrée par Saint Ambroise et Eusèbe.

## 2 - LES PREMIERS AUTEURS CHRETIENS

- **Eusèbe**, évêque de Césarée en Palestine. (265-340)

Il est l'auteur d'une importante *"Histoire Ecclésiastique"* sur les 3 premiers siècles du christianisme.

Il éprouve des sympathies ariennes. Le centre de cette hérésie arienne, c'est l'idée que le fils n'est pas vraiment Dieu l'égal du Père mais seulement la 1ère création du père. Dans cette perspective, Jésus est un intermédiaire entre Dieu, inaccessible, et le Monde. Par son enseignement, il permet d'avoir une connaissance de Dieu.

Pour Eusèbe, l'empire n'est que le cadre temporel voulu par Dieu pour l'expansion du christianisme sur terre. La pensée grecque n'apparaît que comme une préparation à l'Evangile. Il prône donc l'union de l'empire et de la chrétienté. Eusèbe reconnaît bien qu'auparavant les empereurs ont souvent persécutés le christianisme *mais ce*

*n'était que des épreuves.* D'ailleurs, les auteurs de ces persécutions ont toujours mal fini.

L'empereur apparaît comme l'instrument de Dieu. De même que Dieu règne sur le monde par l'intermédiaire du Christ. L'empereur lui même représente le Christ, le verbe sur la terre. S'établit donc une sorte de hiérarchie entre Dieu, le Christ et l'empereur donnant à ce dernier une autorité quasi divine et qui remplace la divinisation de l'empereur dans l'ancien empire païen.

L'empereur est le gardien de l'Eglise. il est responsable de la qualité et de la sûreté de l'Eglise et à ce titre participe au culte officiel. Il doit exercer son pouvoir conformément à la volonté divine en agissant pour le bien et non pour son profit personnel.

*à Telle est la conception Orientale.*

- **Saint Ambroise**, gouverneur de la province de Milan - lieu de résidence habituel de l'empereur d'Occident à cette époque - puis Evêque. (337-397)

En 373, a lieu une assemblée des chrétiens de Milan pour élire leur 1<sup>er</sup> Evêque. Ambroise, en tant que gouverneur, vient à l'assemblée pour rétablir l'ordre. A peine est-il rentré qu'il est acclamé comme nouvel évêque. Il abandonne alors son poste de gouverneur pour se consacrer à sa nouvelle responsabilité dans le cadre de laquelle il va écrire de nombreux ouvrages :

- le "De Jacob" où il préconise la patience du sage
- le "De Officiis" qui est le 1<sup>er</sup> traité chrétien des devoirs

La pensée d'Ambroise est inspirée d'un certain néoplatonisme. Il maintient la théorie du plagiat : ce que la théorie grecque a de bon a été emprunté à la bible.

Pour Ambroise, les chrétiens doivent non seulement être de bons citoyens mais aussi soutenir l'empereur les armes à la main. Ambroise justifie cette position en expliquant que le courage du soldat est respectable dès lors qu'il se bat pour une juste cause.

Concernant les rapports entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, Saint Ambroise considère que l'Etat a le devoir d'apporter son soutien à l'Eglise. il va ainsi réussir à faire abroger par l'empereur l'édit de tolérance en faveur des cultes païens.

Cependant, Ambroise entend préserver l'Indépendance de l'Eglise. Il refuse l'ingérence de l'empereur. Cela se manifeste dans le conflit qu'il va avoir avec l'Impératrice Justine : il refuse de céder une basilique aux ariens pour que ceux ci aient un lieu de culte.

Il va même plus loin et entend soumettre le pouvoir temporel au pouvoir spirituel. Ceci en raison de 23 événements :

- *la Synagogue de Callinicum* qui avait été brûlée en 388 par des Chrétiens et que l'empereur ordonne à l'Eglise de reconstruire à ses frais. Protestation d'Ambroise qui refuse alors la communion de l'empereur.

- *l'affaire du massacre Thessalonique* : suite à des troubles et la mort de fonctionnaires, l'empereur ordonne que la foule ayant causée les troubles soit enfermée dans un cirque et massacrée. Ambroise condamne cet acte barbare ayant causé la mort de 7000 personnes et impose une pénitence publique à l'empereur qui accepte de s'y soumettre.

*à Saint Ambroise illustre la conception Occidentale.*

### S3 - SAINT-AUGUSTIN

#### A – CIRCONSTANCES DU DEVELOPPEMENT DE SON OEUVRE

##### 1 – LA DECADENCE DE L'EMPIRE

Elle prend de multiples aspects :

- Sur le plan **moral** : dans les villes, on ne s'intéresse plus "*qu'au pain et aux jeux*."
- Sur le plan **civique**, le citoyen romain a un rôle de plus en plus passif et les soldats se recrutent désormais parmi les barbares.
- Sur le plan **économique**, à la fin du 2ème siècle, le commerce et les échanges reculent.. S'y ajoute un phénomène de dénatalité qui entraîne une baisse de la population dans les villes. L'Edit du maximum va fixer arbitrairement le prix de toutes les marchandises et de tous les salaires.
- C'est aussi la **décadence de la PAX ROMANA** : les guerres civiles se multiplient et du fait de l'insécurité croissante, les villes se fortifient et s'isolent ainsi les unes des autres. Dans le même temps, la menace barbare augmente et ceux ci font de plus en plus d'incursions dans l'empire qui est mal défendu.

Cette insécurité va provoquer progressivement la désagrégation de l'unité de l'empire. C'est pourquoi va être établie la Tétrarchie : il y a désormais 2 Augustes, l'un en orient, l'autre en occident. Chacun sera flanqué de 2 césars qui ont vocation à succéder aux deux augustes.

##### 2 – LA CHUTE DE ROME

Elle est habituellement attachée à la **date symbolique de 476**, date à laquelle le roi Barbare Odoacre dépose l'empereur d'occident Romulus Augustule. Odoacre va renvoyer les insignes impériaux de l'empereur d'occident à l'empereur d'orient et ce dernier va nommer Odoacre *Patrice* c'ad gouverneur de toute l'Italie.

Après 476, débute une longue période d'osmose qui s'étend sur plusieurs siècles. Les 1ères pénétrations barbares font l'objet de nombreux flux et reflux. Tantôt ils servent Rome tantôt ils la combattent. A certains moments donc, Rome s'unira avec les barbares.

Finalement, l'empire oriental (Byzantin) va reconquérir assez largement l'empire d'occident. Dans les territoires non reconquis, l'empire Byzantin maintient une autorité symbolique.

Il convient donc de relativiser la date de 476. Les contemporains n'ont pas ressenti 476 comme la date de la chute de l'empire romain d'occident. Celui-ci n'a disparu que progressivement.

## **B – SAINT-AUGUSTIN**

### **1 - SA VIE**

**SAINT AUGUSTIN (354-430)** est né en Afrique près de Carthage.

Saint Augustin évolue dans ses idées :

D'abord manichéen (doctrine qui oppose forces du bien et force du mal), il découvre ensuite la pensée de la nouvelle académie puis la pensée néoplatonicienne (le stoïcisme). Il se convertit au Christianisme puis devient évêque en Afrique.

Evêque, il sera confronté à l'hérésie des Donatians qui refusaient l'autorité des évêques. Pour lutter contre eux, Saint Augustin réunit un concile à Carthage en 411 qui prononça des peines contre les Donatians. Cela ne suffit cependant pas. Saint Augustin recommanda une certaine clémence vis-à-vis d'eux.

En 410, a lieu le Sacre de Rome. A l'époque, Rome n'est pas le lieu de résidence de l'empereur mais la capitale symbolique de l'empire. Ce sacre suscite une vive émotion; en effet, beaucoup de personnes accusent le Christianisme d'être responsable du sacre de Rome. Pour réfuter cette interprétation, Saint Augustin prend la plume et écrit "**La cité de Dieu**", un traité de Théologie.

### **2 - SON ŒUVRE**

Son œuvre est très abondante et très diverse.

Saint Augustin a écrit de grands traités :

- *le traité de la trinité*
- *les confessions*
- *la cité de Dieu*

L'inspiration philosophique de Saint Augustin est essentiellement platonicienne. Saint Augustin recherche l'absolu et pense que l'on peut l'atteindre. Il est notamment influencé par Porphyre, disciple de Plotin, pour qui l'âme peut atteindre l'absolu par la religion.

Dans une perspective néoplatonicienne, Saint Augustin va beaucoup insister sur le rôle de la révélation ou de la providence divine. L'intelligence humaine ne saurait atteindre par elle-

même la béatitude grâce à la Sagesse et à la Vérité. Cela ne peut venir que de Dieu, par déduction, à partir de la révélation divine.

Les hommes, dans leur recherche, aboutissent à des idées et des règles différentes. Néanmoins dit Saint Augustin, il faut respecter la justice humaine car l'ordre humain sur terre est voulu par la providence divine elle-même. La justice vient de Dieu uniquement mais il faut respecter la justice imparfaite qui vient des hommes car celle-ci est voulue par Dieu.

## LA CITE DE DIEU

Ce livre, écrit sur plus d'une décennie, comprend 5 volumes et 700 pages. Finalement, saint Augustin en vient à écrire un traité de Théologie complet.

**L'Histoire de Rome** : Saint Augustin réfute tout d'abord ceux qui prétendent que le sacre de Rome est dû au culte Chrétien. Il s'insurge contre cette interprétation.

Pour Saint Augustin, la conquête ne peut être justifiée que si la guerre entreprise est juste. Il condamne à cet égard Alexandre le Grand. Et même lorsque la guerre est juste, elle s'accompagne toujours de très grands maux. Mieux vaut donc ne pas la faire.

Finalement, si Rome a pu conquérir un si vaste empire c'est non pas du fait de ses mérites personnels mais grâce à la providence divine. C'est elle qui donne et enlève les terres.

**L'Allégorie des deux cités** : Saint Augustin distingue la Cité de Dieu et la Cité Terrestre.  
*"Deux amours ont fait deux cités : l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu : la cité terrestre. L'amour de Dieu jusqu'au mépris de soi : la cité de Dieu."*

C'est là une opposition dans la conscience de chaque homme entre un idéal de vie et l'idéal divin.

La **cité de dieu** donne la béatitude. Elle est éternelle ce qui ne veut pas dire future. Elle se réalise dès maintenant pour les hommes qui vivent selon son idéal. Cette cité céleste et les hommes qui vivent selon elle sont mêlés à la cité terrestre. Cette cité de Dieu suppose que l'on poursuive des fins supérieures. Les hommes de la cité de dieu sont en quelque sorte étrangers sur la terre. La cité terrestre est en quelque sorte un moyen d'atteindre la cité de dieu alors que pour les hommes qui vivent selon la chair, la cité terrestre est bien une fin en soi.

La **cité terrestre** est incapable d'assurer le vrai bonheur, la vraie justice. Les hommes de la cité terrestre sont toujours à s'opposer pour s'approprier les fruits de la terre. Néanmoins, Saint Augustin reconnaît qu'il est possible d'établir une certaine paix sur la terre.

Dans cette mesure, Saint Augustin reconnaît qu'il est possible à ceux qui vivent selon la cité de dieu de cohabiter avec ceux vivant selon la cité terrestre. Pour ce faire, les 1ers acceptent de se soumettre à l'imparfaite justice humaine qu'ils préfèrent à un désordre complet. Ils doivent aussi participer pleinement à la vie publique pour servir les seconds par charité :  
*"ceux qui commandent sont au service de ceux à qui ils paraissent commander"*.

## **CHAPITRE 3 – LE MOYEN AGE**

### **S1 – L'AUGUSTINISME POLITIQUE**

## A – LES CIRCONSTANCES

### 1 - LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL

L'établissement en occident des royaumes barbares met fin à l'universalisme impérial. Ces royaumes sont très instables - souvent en lutte les uns contre les autres - et éphémères, un royaume ne durant pas plus longtemps que le règne de son roi. De plus, ils connaissent une division croissante avec le principe de succession (division du royaume du père entre tous ses fils). Mais ceci va disparaître avec la succession du fils aîné seulement.

L'universalisme va cependant réussir à se maintenir sur le plan religieux. Cette nouvelle alliance de l'Eglise avec le monde barbare sera en particulier symbolisée avec le baptême de Clovis. Il sera aussi symbolisé par l'action de Charles MARTEL qui arrête les arabes à Poitiers, assurant la continuité du monde Chrétien.

*à l'unité religieuse se perpétue donc à la différence de l'unité politique.*

Il existe des tensions religieuses entre l'Orient et l'Occident. L'empereur d'Orient apparaissant incapable d'établir une autorité, les papes vont chercher d'autres moyens : ainsi, le pape Zacharie apportera son soutien à Pépin le Bref. Le successeur de Zacharie, Etienne II, fera appel à Pépin le Bref pour le protéger. Plus tard, Léon III fera appel à Charlemagne pour rétablir l'ordre dans ses états. Léon III sacre Charlemagne Empereur en 800. On le voit, la papauté s'appuie donc de plus en plus sur cette monarchie capétienne.

Sur la plan Juridique, la papauté s'appuie sur "**la donation de Constantin**", texte qui légitime l'autorité temporelle du pape. Toutefois, on s'accorde aujourd'hui à dire qu'il s'agissait d'un faux. Cette donation de Constantin donna au pape autorité sur les Etats pontificaux dont Pépin le bref ne pouvait conserver l'administration. Le texte affirmait que le pape recevait de Constantin autorité sur tout l'occident. Au nom de cette autorité, le pape s'attribuait le droit de sacrer en occident un nouvel empereur.

L'empire Carolingien établi en la personne de Charlemagne va rétablir la prospérité. Lui succède son fils Louis le Pieux. Puis, intervient le **Traité de Verdun** en 843 qui divise l'empire entre les 3 fils de Louis le Pieux :

- Louis reçoit les pays de langue germanique, à l'Est du Rhin.
- Charles le Chauve reçoit les contrées de langue romane.
- Lothaire reçoit les terres intermédiaires et le titre d'empereur.

S'établit dès 888 un système de rois élus qui persiste jusqu'en 1179, date à laquelle s'établit la **féodalité** : c'est l'émiettement de l'autorité centrale au profit des seigneurs locaux qui provoque la reprise de la décadence sociale.

L'empire carolingien n'est pas la dernière tentative de rétablissement de l'empire royal : nouvelle tentative avec l'empire romain germanique établi par le sacre d'Otton 1<sup>er</sup>. Son pouvoir reste toutefois limité et plusieurs royaumes resteront indépendants de cet empire.



Va se poser de plus en plus la question de savoir qui du Roi ou du Pape doit avoir la suprématie. Question de savoir quels doivent être les rapports entre le Roi de France, l'Empereur et le Pape.

## 2 - LE CONTEXTE INTELECTUEL

Le Haut moyen âge est marqué par une **profonde décadence** : on passe de la civilisation de l'Ecrit à la civilisation de l'oral. Ainsi, par exemple, Charlemagne ne sait pas lire mais parle Grec et Latin et se fait lire la cité de Dieu pendant son déjeuner.

Cette civilisation perd alors beaucoup de sa culture, de sa substance. De nombreuses œuvres de l'Antiquité disparaissent. En outre, il s'opère **une spécialisation de la littérature** qui devient uniquement religieuse.

Le rôle essentiel dans le maintien d'une certaine culture est celui des clercs. Ceux-ci conservent de nombreux ouvrages dans les bibliothèques des couvents.

L'essentiel de la culture du haut moyen âge consiste à cultiver l'héritage de Saint Augustin. Mais il est mal compris et sa pensée est bien souvent déformée, donnant naissance à ce que l'on appelle **l'Augustinisme politique**.

Cette décadence intellectuelle va connaître un arrêt puis un renouveau à partir du 11<sup>e</sup> siècle. Les œuvres se multiplient et sortent des monastères. Dans les villes, se créent des foyers intellectuels. On voit naître les premières universités qui restent l'affaire des clercs mais qui sont très ouvertes sur la vie active. Les œuvres sont cependant toujours théologiques ou de droit canon. C'est à cette époque que seront écrits les recueils de textes de l'Eglise faisant autorité. En 1160, le **décret de Gratien** compile un grand nombre de textes faisant autorité. Ce recueil servira de référence.

Parallèlement à ce renouveau religieux, le **droit romain** connaît également un renouveau dû aux besoins des villes commerçantes de l'Italie. ce droit romain sera aussi utilisé en droit public avec l'empereur qui prétendra être seul détenteur de ***l'Autoritas***, supérieure à la ***Potestas***, le simple pouvoir des Rois.

## B - L'AUGUSTINISME POLITIQUE

### 1 - LES BASES

L'Augustinisme politique est une déformation de la pensée politique de Saint Augustin. Pour lui, deux cités existaient parallèlement et c'était une affaire de conscience. Avec l'augustinisme politique, on considère que la cité terrestre doit être soumise à la cité de Dieu et donc le pouvoir temporel au pouvoir spirituel à le pouvoir du Roi doit s'exercer sous l'autorité de l'Eglise et au service du royaume de Dieu.

Une telle perspective est caractéristique de l'Occident. De nombreux ouvrages de l'époque reprennent ce point de vue et ces textes seront eux même repris par la suite. Cette subdivision du pouvoir est concrétisée par le Sacre : celui de Pépin le Bref par l'Archevêque de Soisson en 752. S'établit ainsi une tradition différente de la tradition orientale et Byzantine selon laquelle l'empereur est ministre de Dieu.

## 2 - LA DOUBLE MANIFESTATION

L'augustinisme politique prend 2 formes :

- **L'augustinisme politique épiscopal** qui entend soumettre le pouvoir politique à l'autorité des évêques. Il se manifeste sous Louis Le Pieux que les évêques accusent de perturber la paix et ordonnent son enfermement dans un couvent. Il se soumet à la décision prise par l'assemblée des évêques, admettant ainsi leur autorité.

Dans le cadre de la Féodalité, l'autorité des évêques s'exercera sur les seigneurs locaux à travers "*les institutions de paix*". En effet, face aux guerres et à l'insécurité permanente, vont se réunir des conciles locaux, établissant des *paix de Dieu* et des *trêves de Dieu*; périodes pendant lesquelles il est interdit de se battre sous peine de sanctions ecclésiastiques.

- **L'augustinisme politique pontifical** qui considère que le Roi doit être subordonné à l'autorité du Pape. Il s'établit avec la réforme grégorienne du pape Edouard VII. Avec cette réforme, il entend rétablir la discipline interne de l'Eglise. Il entend aussi établir l'indépendance de l'Eglise vis à vis du pouvoir temporel.

Mais le pape Edouard VII va se heurter à l'empereur Henri IV qui prétendait investir lui même le nouvel évêque de Milan. Edouard VII le dépose et l'empereur est contraint d'aller implorer son pardon auprès du pape en se rendant à Cal Issa où il attend 3 jours dans la neige.

## C - SAINT BERNARD DE CLERVAUX

**Saint Bernard de Clervaux (1090-1153)** est un personnage important du moyen âge. Fondateur de l'Abbaye de Clervaux, il joue un grand rôle dans les affaires religieuses et politique en tant que conciliateur entre les princes et les clercs.

Son œuvre est très abondante. Essentiellement religieuse, accessoirement morale, elle assure à Saint Bernard une grande notoriété mais elle n'est pas d'une grande originalité. C'est une œuvre plutôt conservatrice qui marque la fin d'une époque; la fin de l'augustinisme politique.

Dans cette perspective Saint Bernard de Clervaux entend assurer la défense de l'ordre politique et social. Il s'agit avant tout d'assurer l'unité de la chrétienté. Les deux pouvoirs, spirituels et temporels, doivent s'aider mutuellement mais le 2<sup>nd</sup> doit être au service du 1<sup>er</sup>.

Pour Saint Bernard, l'unité de la chrétienté doit être assurée par la supériorité de l'empereur sur les Rois. L'unité de la chrétienté c'est aussi sur le plan social l'unité de la vie chrétienne. Dans cette perspective, c'est un peu l'idéal monarchique que Saint Bernard propose dans la vie. Toute la vie doit être consacrée à Dieu et à la Charité.

La **théorie des deux glaives** illustre parfaitement ce point de vue de l'augustinisme politique. Elle repose sur un passage de *l'Evangile de Saint Luc* qui se situe au moment où le Christ part pour le Mont des Oliviers. Dans l'Evangile, il est dit que les apôtres disposent à ce moment de deux glaives et Jésus leur dit que c'est suffisant. Elle repose aussi sur un passage de *l'Evangile de Matthieu* où il est dit que le Christ, une fois arrivé au Mont des Oliviers, est arrêté par Judas. Pierre sort son glaive et coupe l'oreille d'un des serviteurs du grand prêtre. Jésus dit à Pierre de remettre son épée au fourreau.

Selon l'interprétation du moyen âge, ces glaives représentent le pouvoir spirituel et temporel. Ces deux glaives sont entre les mains des apôtres c'est à dire entre les mains de l'Eglise. Le glaive temporel ne doit pas être utilisé par Pierre et donc par l'Eglise car il y a incompatibilité entre la fonction sacerdotale et l'exercice du pouvoir temporel.

Par contre, l'Eglise se sert elle-même du glaive spirituel à la différence du glaive temporel, pouvoir temporel, qui n'est pas exercé par l'Eglise elle-même mais est exercé pour elle et sa défense.

L'Eglise est donc titulaire des deux pouvoirs mais elle n'exerce elle-même que le pouvoir spirituel.

## S2 – LA PHILOSOPHIE SCOLASTIQUE

### A – LES CIRCONSTANCES DE SON DEVELOPPEMENT

#### 1 - LA RENAISSANCE DES 12<sup>e</sup> ET 13<sup>e</sup> SIECLES

Au 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècle, on connaît **sur le plan économique et politique** une période de renaissance avec le recul et la disparition du régime féodal. Cette période est caractérisée par un **renouvellement de l'autorité du pouvoir central** : on n'a désormais plus recours à l'élection du roi; le principe héréditaire est acquis à restauration de l'autorité du Roi.

La **sécurité** intérieure est également restaurée ce qui permet une meilleure circulation sur le territoire et donc favorise les échanges. Cela entraîne le développement de la **classe bourgeoise commerçante** et de l'**urbanisme** où apparaît l'art gothique. Ces villes acquièrent une relative autonomie et constituent rapidement des foyers de développement intellectuel.

Mais au 14<sup>e</sup> siècle, il y a de nouveau une **période de stagnation** dont les deux causes principales sont le début de la guerre de 100 ans en Europe et la peste noire qui décime le tiers

de la population européenne. Sur le plan intellectuel également, cette période est peu novatrice.

La renaissance des 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècles s'est manifesté aussi **sur le plan intellectuel** par la création d'**universités**. Celles ci demeurent cependant essentiellement des institutions cléricales. Le Droit et la Théologie connaissent un développement important car on y étudie le droit canon et le droit romain :

- La redécouverte du **droit romain** est liée au développement des relations commerciales et à la nécessité d'avoir des instruments juridiques dans ce domaine.
- Se développe aussi le **droit canon**, droit de l'Eglise, qui demeure à l'époque le droit dominant en matière de relations sociales. On notera à ce sujet le ***Décret de Gratien*** de 1150, un recueil de textes ecclésiastiques ayant valeur de droit. Ce recueil va prendre une grande importance et va faire l'objet de nombreux commentaires au sein des universités.
- Les universités provoquent aussi le développement de la théologie. Le "***Livre des sentences***" de Pierre Lombard, enseignant à l'université de Paris, va avoir une grande importance. C'est un recueil de textes religieux accompagnés de commentaires modernes de Lombard. Celui-ci se réfère à Platon et Aristote pour interpréter l'ancien et le nouveau testament. Le livre des sentences va servir de base pour la philosophie scolastique.

## 2 - L'EVOLUTION DE L'INSTITUTION MONASTIQUE

**L'institution monastique** va connaître une évolution importante. Si pendant tout le Haut moyen âge les moines vivaient de leur propre travail dans des monastères ruraux, deux nouveaux ordres vont être fondés selon des principes bien différents : ils sont urbains et entendent se comporter en mendiants :

- les **Dominicains** ou "frères prêcheurs", fondé par Saint Dominique, ont pour but initial de prêcher pour convertir les hérétiques. Cet ordre se veut très intellectuel et entend prêcher par le raisonnement et l'argumentation. Ils tirent leurs arguments de la philosophie antique et notamment des œuvres d'Aristote. Ce dernier est redécouvert à travers la philosophie arabe à par la raison, on peut avoir une certaine connaissance du monde extérieur car on peut constater l'existence d'un ordre naturel. Cette tradition rompt avec celle de Saint Augustin pour qui toute connaissance venait par la révélation divine, par la foi.
- les **Franciscains** ou "frères mineurs" revendiquent quant à eux une pauvreté absolue. Ils veulent être les pauvres parmi les pauvres. Ils prétendent ainsi vivre l'Evangile et non l'étudier. Il y a chez les franciscains un très fort anti-intellectualisme. Si un postulant entrait chez les franciscains sans savoir lire, il lui était défendu d'apprendre par la suite. Mais une telle position était devenu contestable pour eux car attirant les donc, ils se trouvaient à la tête de richesses considérables. Aussi avaient ils inventé une théorie d'après laquelle ils n'étaient propriétaires de ces biens et n'en avaient que l'usage. Ils considéraient que seul le pape en était propriétaire. Mais ce dernier refusa bientôt d'assurer les charges de cet important patrimoine et fini par contraindre les franciscains à en assumer la propriété.

Finally, beaucoup de grands intellectuels vont rentrer dans l'ordre franciscain si bien que cet ordre franciscain fournira autant de grands intellectuels que l'ordre dominicain. Ces intellectuels franciscains gardent néanmoins un certain détachement par rapport à la raison. Se développent ainsi des conflits intellectuels entre franciscains et dominicains : face aux dominicains qui s'écartent quelque peu de la tradition justinienne et renouent avec Aristote, les Franciscains entendent préserver l'héritage Platonicien et cultiver la tradition justinienne mettant en cause une foi excessive en la raison.

## **B – SAINT THOMAS D'AQUIN**

### **1 - L'HOMME ET SON OEUVRE**

**Saint Thomas D'Aquin (1225-1274)** est né en Italie dans une famille de la haute aristocratie. C'est le neveu de l'empereur Frédéric Barberousse. Malgré l'opposition de sa famille, il entre dans l'ordre des Dominicains. En 1245, il est envoyé faire des études à Paris où il devient l'élève d'Albert le Grand. Quand ce dernier est envoyé à Cologne, Saint Thomas le suit de 1248 à 1252. En 1252, il revient enseigner à Paris et y restera jusqu'en 1259. A cette date, le Pape l'appelle à la Curie romaine où il séjourne jusqu'en 1268. Il est ensuite renvoyé à Paris à la Sorbonne qui connaissait déjà quelques agitations. Il fut ensuite professeur à Naples de 1272 à 1274. Il meurt en 1274 alors qu'il se rendait au Concile de Lyon en tant qu'expert.

Son œuvre est considérable par sa qualité et par son volume. Parmi ces nombreuses œuvres, deux nous intéressent plus particulièrement :

- **"Du Royaume"** (1265), ouvrage écrit pour l'éducation du tout jeune Roi de Chypre Hughes II.
- **"La somme théologique"** (1269-1270), œuvre théologique et non politique mais certains chapitres sont néanmoins relatifs à la politique.

### **2 - LE RENOUVEAU ARISTOTELICIEN**

#### ***Les causes de ce renouveau***

Les croisades multiplient les contacts avec le monde arabe qui, beaucoup plus que le monde occidental, avait continué à étudier les œuvres d'Aristote à travers deux auteurs : **Avicenne**, un médecin iranien et **Averroès**, un juriste. Ces contacts avec le monde arabe vont provoquer un afflux d'œuvres littéraires en Europe.

Ptolémaïs est reconquise par la Chrétienté en 1185. De nombreux textes d'Aristote vont être redécouverts par leur traduction de l'arabe. Alors que la 1<sup>ère</sup> croisade a lieu à la demande de Byzance, la 4<sup>ème</sup> croisade consistera à l'inverse à piller Byzance. Dans les 2 cas, l'apport

intellectuel est le même. Il y a une volonté de convertir pacifiquement d'abord les albigeois puis les musulmans.

#### *.. quelques aléas*

L'Eglise est d'abord très réticente devant cette étude aristotélicienne. L'étude des livres d'Aristote va elle aussi être interdite par l'Eglise et même certaines thèses de Saint Thomas seront publiquement condamnées pour leur aspect aristotélicien.

Cela n'empêchera pas cependant un développement au sein des universités, notamment à l'origine grâce à Albert le Grand qui fut le 1<sup>er</sup> à systématiquement enseigner la pensée aristotélicienne dans les universités.

Finalement, la Papauté va finir par apporter son soutien aux études aristotéliciennes en s'appuyant sur l'idée que l'œuvre de la raison ne saurait être mauvaise car la raison nous est donnée par Dieu lui-même.

L'enseignement aristotélicien s'impose donc dans les universités et est reconnu par l'Eglise dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle.

### **3 - LES CONCEPTIONS POLITIQUES DE SAINT THOMAS**

Saint Thomas d'Aquin reprend d'abord à Aristote l'idée d'un ordre naturel, qui indirectement exprime la volonté divine puisqu'il est mis en place et voulu par Dieu. Pour expliquer cet ordre naturel, Saint Thomas reprend la méthode inductiviste d'Aristote, rompant avec la méthode déductiviste de Platon puis de Saint Augustin. Comme Aristote, Saint Thomas part de l'observation du monde, des faits.

Saint Thomas constate comme Aristote que l'homme est un animal politique, naturellement fait pour vivre en groupe social. Saint Thomas renonce à l'unité traditionnelle prônée par l'augustinisme politique. Pour lui, il peut exister des états séparés, indépendants les uns des autres. Saint Thomas considère que c'est un droit naturel que de se constituer en états. Ces états n'étant pas nécessairement des Etats chrétiens. Par contre, ces états sont organisées en vue d'assurer le bien commun de ceux qui les compose.

Bien que l'Etat ait une existence naturelle, indépendante de la révélation divine, reste que les fins temporels sont subordonnées aux fins spirituelles selon Saint Thomas. Chez lui, cela se borne toutefois à une affirmation de principe : les rois sont indépendants les uns des autres et de l'empereur mais restent subordonnées au Pape.

### **4 - SON OUVRAGE POLITIQUE : "DU ROYAUME"**

#### *.. les fondements du pouvoir*

L'homme est un animal social et politique. On le voit bien par les différences qui caractérisent l'homme par rapport aux autres animaux. En outre, sa raison individuelle ne lui permet que de

façon insuffisante sa propre sauvegarde. Le pouvoir est un droit naturel qui s'impose par la raison car une société ne fonctionne pas sans quelqu'un pour subordonner les intérêts particuliers au bien commun. Ce pouvoir naturel vient de Dieu mais cela ne signifie pas que Dieu choisit lui-même le pouvoir. Le pouvoir vient de Dieu mais réside dans la société elle-même :

*"statuer sur le bien commun est le droit de toute la multitude ou de celui qui est responsable de toute la multitude."*

La légitimité du pouvoir ne se trouve pas dans sa source mais dans son exercice.

Sur cette base, Saint Thomas distingue les différentes formes de gouvernement selon le nombre de participants et distingue pour chaque forme la forme pure et la forme dégénérée selon qu'il s'exerce pour le bien commun ou pour l'intérêt particulier de ceux qui l'exerce. Pour Saint Thomas, la meilleure forme de gouvernement est la **Monarchie** car elle assure l'unité du gouvernement et donc de la collectivité. Elle évite les dissensions qui apparaissent toujours dans les gouvernements collectifs.

Mais Saint Thomas admet qu'elle peut devenir la pire forme de gouvernement lorsqu'elle dégénère en **Tyrannie**. Le tyran cherche à diviser pour asseoir son règne ce qui perturbe la paix sociale. Il faut donc veiller à bien organiser la monarchie pour qu'elle ne dégénère pas en Tyrannie.

Pour cela, il faut d'abord chercher à impliquer dans le gouvernement l'ensemble des citoyens. Grâce à cette participation, on obtient mieux la paix sociale. Alors que dans une monarchie pure sans participation, les citoyens se préoccupent plus de leur intérêt particulier et négligent le bien commun. La cité devient alors moins dynamique et moins puissante. 2<sup>e</sup> condition pour éviter la Tyrannie : il faut veiller à bien choisir le Roi. A cet égard, la monarchie héréditaire ne paraît pas être un bon système à Saint Thomas. 3<sup>e</sup> condition : il faut que le pouvoir du Roi soit **tempéré**. Dans la somme théologique, deux questions y sont consacrées : l'une concernant le pouvoir exécutif, l'autre le pouvoir législatif.

Concernant le pouvoir exécutif, il faut pour Saint Thomas qu'il y ait à côté du Roi des **magistrats inférieurs**, postes auxquels tous les citoyens sont éligibles et électeurs.

Concernant le pouvoir législatif, il faut que les lois proposées par le Roi obtiennent l'approbation d'une part, des grands du royaume et d'autre part, du peuple lui-même.

à la Monarchie préconisée par Saint Thomas est donc un **régime mixte**.

*.. l'exercice du pouvoir*

Question de savoir ce qu'il faut faire si le Roi devient un Tyran.

Si le Roi devient tyrannique, deux solutions sont envisageables. La 1<sup>ère</sup> est humaine, la 2<sup>de</sup> divine.

En ce qui concerne la *solution humaine*, si le tyran est modéré, le citoyen a le devoir de le supporter car sinon il risquerait de provoquer une terrible répression et finalement une tyrannie pire encore. Si le tyran devient vraiment insupportable, dans ce cas, Saint Thomas

condamne le Tyrannicide. Pour lui, la seule solution envisageable serait institutionnelle c'est à dire la destitution du Tyran par ceux qui sont compétents pour le nommer.

Lorsque ce n'est pas possible, il faudra s'en remettre à une *solution divine*. Saint Thomas précise encore qu'avant de s'en remettre à Dieu, il ne faut pas avoir pêché soit même. En effet, Dieu n'envoie jamais un Tyran plus longtemps qu'il n'est nécessaire. L'expérience prouve que Dieu se sert des Tyrans et ne les récompense jamais. De toute façon, ils iront en enfer.

#### Question des rapports entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel.

Saint Thomas abandonne l'idée de la constitution d'un Etat universel. Pour lui, les états doivent rester indépendants les uns des autres. Il peut exister une multitude d'états sur terre, chrétiens ou non, où les rois remplissent un office de juge grâce à leur raison qui demeure un reflet de la raison divine. Cependant, ces pouvoirs temporels demeurent subordonnés au pouvoir spirituel ; les Rois sont subordonnés au Pape.

Finalement, Saint Thomas décrit le fonctionnement du bon gouvernement, distinguant la formation d'un royaume et le gouvernement d'un royaume déjà existant. Pour Saint Thomas, le bon gouvernement doit avoir 3 objectifs :

- *assurer la paix intérieure*
- *diriger la collectivité vers le Bien*
- *assurer à cette collectivité une quantité suffisante de choses.* Saint Thomas ne néglige donc pas les biens, il considère qu'un minimum de biens matériels est indispensable à une vie vertueuse.

## **C – LE NOMINALISME**

Ce sont les Franciscains qui vont donner naissance au nominalisme.

### **1 - L'EVOLUTION DES IDEES FRANCISCAINES**

Cette évolution peut être suivie à partir de 3 auteurs caractéristiques :

#### **“ Saint Bonaventure (1221-1274)**

Professeur de Théologie à Paris, il devient général de l'ordre des Franciscains en 1256 et demeure fidèle à la tradition justinienne. Il insiste sur la liberté de l'individu et de sa foi ainsi que sur l'individualisme chrétien. Dans cette perspective, l'homme est défini face à l'univers et non comme un composant de celui-ci. Pour lui, l'homme demeure extérieur à l'ordre naturel des choses. Il appartient à un ordre distinct : l'ordre moral des personnes libres. L'homme développe librement des relations personnelles avec Dieu par la foi qui l'emporte sur la raison.

#### **“ Jean Duns Scott (1266-1306)**



Professeur à Oxford puis à Paris. Il se fait un critique acerbe de la pensée aristotélicienne. Duns Scott conteste l'existence d'un ordre naturel car pour lui admettre l'existence d'un tel ordre reviendrait à limiter la puissance de Dieu. Par ailleurs, la volonté chez l'individu est plus importante que son intelligence. Aussi, par sa volonté, un individu peut faire volontairement un acte d'amour qui est la foi en Dieu et par cette foi s'établit une relation personnelle de chacun avec Dieu, rigoureusement personnelle.

Jean Duns Scott annonce par son raisonnement le positivisme juridique : la loi de Dieu est une loi révélée. Elle vaut car elle est la volonté divine. Dans cette perspective, le Bien c'est ce qui est approuvé par la loi divine et le Mal c'est ce qui lui est contraire à c'est la règle révélée qui fait le Bien et le Mal. Ce raisonnement s'oppose à celui de Saint Thomas pour qui, au contraire, c'est ce qui est Bien et Mal qui fait la règle.

De même, le pouvoir humain est une affaire de volonté (contrairement à Saint Thomas pour qui le pouvoir vient de l'ordre naturel des choses).

à Il y a donc chez Duns Scott une rupture complète avec l'idée d'un ordre naturel.

## “ **Guillaume d'Occam (1290-1349)**

Professeur à Oxford. Au début, il est un disciple de Jean Duns Scott puis développe une philosophie nouvelle : le nominalisme appelé à l'époque la *Via Moderna* c'est à dire la façon moderne de philosopher.

Cette philosophie moderne va avoir une influence déterminante et à partir de Luther et de Hobbes, elle va déterminer toute la pensée juridique moderne. A l'époque cependant, D'Occam sera accusé d'hérésie. Mais le procès traîne en longueur et Guillaume d'Occam parvient à s'enfuir pour se réfugier à la cour de l'empereur Louis de Bavière.

## **2 - LA QUESTION DES UNIVERSAUX**

Les premières controverses à cet égard sont antérieures à Guillaume d'Occam : cf. Roscelin De Loches (1050-1120) qui fut le 1<sup>er</sup> auteur à défendre un point de vue nominaliste auquel s'opposait Guillaume de Champeaux (1068-1121). Ce débat fut ensuite amplifié par Abella qui va défendre un nominalisme modéré. Avec Guillaume d'Occam on ira jusqu'au bout des idées nominalistes.

En termes philosophiques, **Platon** et ses disciples professent un réalisme absolu car pour eux les idées sont les seules vraies réalités. Les choses concrètes que l'on observe ne sont que des apparences. Dans la perspective de Platon, seuls les philosophes sont en mesure d'accéder aux idées. La révélation divine permet aussi aux hommes d'accéder à la vérité.

Après Platon, vient **Aristote** dont le point de vue est repris par **Saint Thomas**. Philosophiquement parlant, on peut les qualifier de réalistes modérés. Pour Aristote, il faut distinguer deux choses : les substances premières et les substances secondes. Les substances premières ce sont les choses concrètes que l'on peut observer. Pour Aristote, ce ne sont pas là de simples apparences mais des réalités. Les substances secondes, ce sont les catégories, les espèces, les genres. Ces catégories que l'on peut qualifier d'**universaux** constituent sont aussi

de véritables réalités. D'ailleurs, pour Aristote et Saint Thomas, la réalité des universaux est un élément fondamental de leur théorie : c'est parce qu'il existe dans la nature des relations entre les choses que l'on peut dire qu'il existe un ordre naturel.

**Guillaume d'Occam** adopte le point de vue inverse et considère que seules les substances premières sont des réalités. Les substances secondes (espèces, catégories) ne sont pas des réalités mais des constructions de l'esprit, des abstractions, de simples mots (d'où l'appellation de nominalisme). Disparaît donc l'idée de catégorie observable.

### 3 - CONSEQUENCES POLITIQUES DE CE CHANGEMENT DE PERSPECTIVE

S'il n'y a plus de catégories qui soient des réalités, il n'y a plus d'ordre naturel qui s'impose objectivement à la raison, plus de structure ni dans le monde ni dans la société ce qui détermine une liberté absolue de l'individu qui n'a plus à s'inscrire dans un ordre social qui l'encadre. La seule obligation d'un individu n'est plus que de se soumettre à la volonté divine.

Dans cette perspective, il y a un bouleversement complet de la conception du droit. Pour Aristote, le droit est un ordre qui s'impose à chacun par la raison. Dans la nouvelle perspective, il n'y a plus d'ordre naturel qui s'impose, le droit est le résultat de la volonté. Alors que dans la conception traditionnelle, ce qui doit être résulte de l'observation de ce qui est, dans la nouvelle conception, l'observation de ce qui est ne permet pas de dire ce qui doit être. Le droit n'est plus affaire de connaissance mais de volonté, celle de celui qui décide et pose la règle. Dès lors, découle directement de cette perspective le positivisme juridique.

Dans cette perspective nominaliste, on distingue 3 sources hiérarchisées de formation du Droit :

“ **la volonté divine** : les 10 commandements, l'Evangile, les textes...

“ **la volonté humaine** qui peut intervenir dans les domaines non régis par la loi divine et fixer d'autres règles sur des bases contractuelles. Sur la base de ces accords de volonté se développe le droit privé positif.

Sur la même base, se développent des *théories du contrat social* : les individus sont entièrement libres d'agir selon leur volonté dans les domaines non régis par la loi divine. Ils peuvent se constituer en sociétés et y instaurer une autorité ayant le pouvoir de faire les lois positives en vertu de sa propre volonté.

“ **la logique juridique** qui est purement déductiviste. Elle ne fait que déduire les conséquences des règles précédentes et n'apporte rien aux règles volontaires posées par Dieu ou par les hommes.

Dernière conséquence de la pensée nominaliste, se développent des *théories des droits subjectifs*.

Là encore, il y a rupture avec la théorie des droits naturels de Saint Thomas et Aristote. Le Droit consiste pour eux à partager et répartir les biens en fonction de l'ordre naturel des choses, de façon juste. Le Droit est essentiellement ici une règle extérieure qui s'impose et limite la liberté.

Dans la nouvelle perspective, le Droit est d'abord un pouvoir donné par la loi : droit de faire, d'avoir quelque chose. C'est aussi une liberté donnée à l'individu. L'homme de foi est un homme libre qui n'a pas besoin de règle extérieure pour diriger sa vie à conception subjective du droit : droit de... droit à... à par opposition à la conception objective traditionnelle.

### S3 – L'EMERGENCE DE L'ETAT NATION

#### A – L'INDEPENDANCE DES ETATS VIS A VIS DE L'EMPIRE

L'empereur prétend avoir une autorité sur l'ensemble de la chrétienté. Il s'appuie pour cela sur le renouveau du droit romain. Celui-ci sera utilisé en droit privé comme en droit public. Il faut distinguer l'*autoritas* (autorité de l'empereur) de la *potestas* (autorité des rois). La première étant subordonnée à la seconde.

L'empereur entend affirmer son autorité sur le pouvoir spirituel comme temporel mais les rois n'entendent pas se soumettre à ces prétentions impériales puisqu'ils affirment eux-mêmes la complète indépendance du pouvoir temporel vis à vis du pouvoir de l'empereur.

La prétention à cette indépendance est notamment affirmée par les Rois de France dont **Philippe Auguste** qui se faisait appeler Auguste, le nom que l'on donnait autrefois aux empereurs.

**Saint-Louis** mènera aussi une politique d'indépendance vis à vis de l'empereur en s'appuyant pour cela sur la papauté. Il provoque la tenue d'un concile à Lyon qui dépose l'empereur Philippe II.

En 1260 apparaît la formule "*Le Roi de France est empereur en son Royaume.*"

Si les différents rois de l'époque battent donc en brèche les prétentions impériales, l'idée ne disparaît toutefois pas complètement. Des auteurs comme **Dante** la défendront encore bien plus tard. Cf. "*De Monarchia*" (1311) où Dante défend l'idée d'une monarchie universelle et la supériorité de l'empereur sur les autres autorités temporelles. Dans le même temps, il entend établir l'indépendance de l'empereur vis à vis de la papauté. Pour Dante, il ne saurait y avoir subordination de l'empereur au pape. Il se justifie en contestant l'image classique de la lune et du soleil selon laquelle la lumière de la lune vient du soleil. Pour Dante, la lune et le soleil n'en demeurent pas moins indépendants car ils ont deux orbites distinctes.

Ce n'est qu'avec le **Traité de Westphalie en 1648** que l'idée du pouvoir de l'empereur sur la chrétienté est définitivement écartée et l'empereur n'a alors plus qu'un rôle symbolique.

## B – L'INDEPENDANCE DES ETATS VIS A VIS DE LA PAPAUTE

Alors que la réforme Grégorienne avait permis l'apogée des fonctions pontificales, on assiste à un effritement de la suprématie du Pape qui se fait en plusieurs étapes :

### .. *le conflit de Philippe le Bel avec le Pape Boniface VIII*

En 1396, le Roi veut lever un impôt supplémentaire sur le clergé et le Pape s'y oppose. Le conflit va s'apaiser un moment pour resurgir plus tard. Le Roi prétend alors faire passer un prêtre en jugement ignorant les tribunaux ecclésiastiques. Le pape s'insurge et fait jouer ses théoriciens, ressortant la théorie des deux glaives. Face à la menace d'un concile se destinant à le déposer, **Philippe le Bel** convoque en 1302 les Etats Généraux. Le chancelier du Roi y conteste les prétentions pontificales et soutient que le Roi tient son pouvoir de Dieu et non du Pape. Le Roi obtient le soutien de l'opinion et provoque la tenue d'un concile pour faire destituer le Pape.

Le représentant du roi se rend auprès du pape pour lui notifier sa mise en accusation, il pénètre de force dans le château du pape et le gifle : c'est **l'attentat d'Anagni du 7 septembre 1303**. La papauté tombe alors sous l'influence de la France avec un nouveau Pape : **Clément V**. Le siège de la papauté est transféré de Rome à Avignon. Ses successeurs seront comme lui des Français installés à Avignon. Les papes français entretiennent une cour somptueuse qu'ils financent par des impôts très impopulaires d'où de nombreuses critiques.

### .. *le grand schisme (1378-1418)*

En 1377, le Pape revient à Rome. En 1378, un nouveau Pape est élu : **Urbain VI**. C'est le premier pape Italien depuis Clément V. Mais il semble que son élection ait été obtenue sous la pression des romains. Finalement, les cardinaux se rétractent et élisent un nouveau Pape, **Clément VII**, qui siège à Avignon. Devant une telle situation, un concile se réunit à Pise en 1409, il décide de déposer les deux Papes et d'en élire un nouveau. Mais les deux premiers ne veulent pas et restent. Il y a alors 3 Papes ! Un nouveau concile se réunit et affirme la supériorité des conciles des évêques sur le Pape. L'unité de la Papauté est enfin rétablie mais elle ressort affaiblie de ces événements.

L'affaiblissement de la fonction pontificale va apparaître lors du concile de Bâle (1331-1349) qui entre en conflit avec le Pape **Eugène V**. Est élu un anti pape mais Eugène V résiste. Il y a à nouveau deux Papes. Le Pape de Rome l'emporte. L'unité de la Papauté et sa supériorité sur les conciles semble alors acquise mais elle reste affaiblie par rapport au pouvoir temporel.

La prétention à l'indépendance des Eglises nationales va se manifester pour la 1ère fois en France avec l'adoption de l'ordonnance dite de "la pragmatique sanction" adoptée en 1438. Elle affirme la supériorité du Concile sur le Pape et l'autonomie de l'Eglise Nationale sur la papauté. Cela se manifeste par le droit d'élire les évêques qui se substitue à la nomination des évêques par le Pape.

Cette autonomie du pouvoir temporel comme des églises nationales va contraindre le Pape à rentrer dans un politique de concordats. Le premier concordat est signé en France par **Louis XI** puis en 1515 avec **François 1<sup>er</sup>**. Le Pape n'avait plus les moyens d'imposer unilatéralement son autorité.

### *.. les doctrines ayant défendu l'indépendance des Etats vis à vis de la papauté*

En France, un des premiers auteurs à affirmer l'autorité du Roi vis à vis du Pape est **Jean de Paris** dans son ouvrage *"Du pouvoir des Rois et des Papes"*. **Saint Thomas** aussi, affirmait déjà l'idée que les Etats sont indépendants les uns des autres. Avec Jean de Paris, il n'y a plus aucune subordination des Rois au Pape. Cette doctrine met clairement fin à l'Augustinisme Politique.

Cette prétention à l'indépendance du pouvoir temporel et dans une certaine mesure à la subordination du pouvoir spirituel, est révélée dans un petit texte anonyme : *"le songe du verger"*. On y raconte une parabole : le Roi trône dans un verger entouré de deux reines (représentation du pouvoir temporel et spirituel). Les deux reines demandent au Roi d'arbitrer leur conflit, ce qu'il fait. L'auteur de la parabole n'entend donc pas contester l'autorité spirituelle du Pape.

Ces doctrines vont également être développées au sein de la cour de Louis de Bavière notamment par deux auteurs :

- **Marcille de Padou (1275-1343)**. Auteur de nombreux livres dont "le défenseur de la Paix" (1324). Dans cet ouvrage, Marcille de Padou en vient à contester toute réalité du pouvoir temporel. Le pouvoir spirituel n'est qu'un simple pouvoir d'influence. Les clercs ont une compétence d'expert que l'on consulte. Une fois consultés, seul le pouvoir temporel fait autorité. Macille de Padou en vient à subordonner le pouvoir spirituel au pouvoir temporel et chaque Eglise nationale à son Etat. Il pose cependant la supériorité des conciles universels sur la Pape or pour les convoquer il faut une autorité temporelle universelle qui ne peut donc être que celle de l'empereur.

Enfin, Marcille de Padou conteste toute subordination du pouvoir temporel au pouvoir spirituel et tend à "accorder" quelques prémices démocratiques.

- **Guillaume d'Occam (1270-1347)** affirme quant à lui la séparation des pouvoirs spirituels et temporels mais ne va pas jusqu'à subordonner l'Eglise nationale au pouvoir de chaque Etat. La doctrine de Guillaume d'Occam reste assez proche de celle de Jean de Paris : l'empereur tient directement son pouvoir de Dieu. Ce pouvoir lui est attribué par les représentants du peuple qui élisent l'empereur.

## **C – LA NAISSANCE DU SENTIMENT NATIONAL**

Au moyen âge, le sentiment national commence à apparaître. La naissance de ce sentiment national est depuis longtemps favorisée par des éléments institutionnels : les Etats se perpétuent de générations en générations du fait du principe héréditaire, successif ou électif

alors qu'auparavant les Etats étaient partagés entre les enfants. Néanmoins, le concept d'unité nationale de ces Etats est encore peu élaboré.

L'affirmation progressive du sentiment national va souvent prendre un caractère religieux : il s'agit de défendre l'indépendance de l'Eglise nationale vis à vis de la Papauté. En France, le sentiment national n'apparaît vraiment que lors de la guerre de 100 ans avec l'action de **Jeanne d'Arc**. Le sentiment national trouve encore son fondement dans le développement d'institutions monarchiques de plus en plus indépendantes du Roi lui même. Dès le milieu du 15<sup>e</sup> siècle, on parle de "*Res Publica*" chose publique.

Le concept de NATION est consacré dans **l'ordonnance de 1539** de Loid Coterai où François 1<sup>er</sup> décide que l'emploi du français remplace celui du Latin pour tous les actes officiels.

## **2EME PARTIE – LA FORMATION DES IDEES MODERNES**

### **CHAPITRE 1 – LA RENAISSANCE**

#### **S1 – MACHIAVEL**

##### **A – CARACTERISTIQUES DE CETTE NOUVELLE EPOQUE**

Cette nouvelle époque qu'est la Renaissance commence à la fin du moyen age. Selon la distinction classique, le Moyen Age s'étend de la chute de l'empire d'occident en 457 jusqu'à la **chute de l'empire d'Orient en 1453**. Cette dernière provoque en Europe un afflux d'érudits et d'écrits. En effet, la chute de Constantinople va couper la route de l'orient et va pousser les européens à trouver de nouvelles voies pour accéder à l'Inde et ses épices. C'est ainsi que Christophe Colomb découvre l'Amérique en 1492. Les portugais vont tenter

d'accéder aux Indes en passant par le cap de Bonne Espérance. En 1498, Vasco de Gama atteint Calicut aux Indes.

On ne peut toutefois pas dire que le renouveau date seulement de la chute de Constantinople. **En Italie**, la Renaissance commence avant. Dès le début du 15<sup>e</sup> siècle, le renouveau économique et intellectuel avait commencé. Mais le pays reste morcelé politiquement car les petits états italiens sont souvent en guerre. Cela provoque des interventions étrangères en Italie à ce sont les "guerres d'Italie". La présence militaire étrangère en Italie va permettre à la Renaissance Italienne de rayonner dans toute l'Europe.

La renaissance italienne va générer des idées nouvelles reposant sur la redécouverte d'idées antiques. D'où le terme de "renaissance" qui signifie "redécouverte des idées antiques". Cette renaissance favorise le développement de ce que l'on appelle l'humanisme.

Sous la Renaissance, il y a un grand mépris pour le moyen âge, époque qualifiée de barbare ou gothique. Au XVe siècle, on redécouvre les textes originaux des anciens. Ce retour aux textes anciens est aussi une redécouverte de **Platon** et de son esprit de libre discussion. On critique Aristote qui apparaît alors trop systématique, incompatible avec la pensée inventive de l'époque.

Cet esprit nouveau prend sa consistance dans ce que l'on appelle ***l'Humanisme***. c'est la foi en l'homme, dans l'avenir, le progrès, l'avidité de connaissances nouvelles, d'expériences de toute sorte, la soif de réalisation de l'homme (sur terre et non plus au ciel). L'humanisme c'est aussi l'esprit de libre examen personnel. Alors qu'au moyen âge, on considérait les textes anciens comme ayant une autorité indiscutable, sous la renaissance, avec l'apparition du nominalisme, on considère que tout est susceptible de critiques par la raison individuelle.

Finalement, cette perspective humaniste signifie "*culture laïque*"; l'homme et sa réalisation dans la vie terrestre devient le centre des préoccupations des penseurs de l'époque.

## **B – L'ŒUVRE DE MACHIAVEL (1469-1527)**

### **1 - LE CONTEXTE POLITIQUE**

A l'époque de Machiavel, l'Italie est composée de 4 grandes principautés : Rome, Florence, Milan et Venise. Elles sont souvent en guerre les unes avec les autres. Par leur taille, leur fonctionnement, ces principautés ressemblent assez aux villes états de la Grèce antique. En Italie, le problème politique, c'est celui de l'existence même de l'Etat et de son maintien. Les interventions étrangères et la présence du Pape compliquent davantage encore les choses. En Italie, le Pape est à la fois un souverain temporel et un souverain spirituel.

**Le cas de Florence** : Cette ville, dont relève Machiavel depuis 1434, est sous la domination des Médicis, la plus riche famille de marchands de la ville. En 1494, le roi de France Charles VII entraîne la chute des **Médicis**. C'est le début de la République mais elle tombe sous

l'influence de Jérôme Sabonarol qui établit une dictature de 1494 à 1498. Il est brûlé par les Florentins. En 1592, les Médicis, appuyés par les Espagnols, reprennent le pouvoir.

## 2 - LA VIE DE MACHIAVEL

Nicolas Machiavel est un Florentin. Il y a passé toute sa vie. Peu après la chute de Sabonarol, il devient **fonctionnaire de la république** et remplira de nombreuses missions diplomatiques. En 1506, il se voit confier l'organisation d'une milice pour les activités militaires de la ville. Grâce à celle-ci, il organise le siège de Pise. Toutefois, en 1512, cette milice est décimée par la Ligue conduite par le Pape. Le retour des Médicis au pouvoir provoque l'**exil** de Machiavel. C'est alors qu'il rédige des œuvres politiques avec le but de se faire bien voir des Médicis et de retrouver une fonction publique. Il y arrive mais retrouve des fonctions moins importantes que celles qu'il avait occupées par le passé. Il sera à nouveau chargé de la défense de la ville et encore une fois ce sera un échec.

## 3 - L'ŒUVRE

L'œuvre de Machiavel est très importante et très variée: politique, histoire, littérature. Elle demeure néanmoins méconnue de son vivant. Parmi ses ouvrages historiques, il a écrit une histoire de Florence. Parmi ses œuvres politiques, "*le Prince*" a été écrit dans le but de séduire les Médicis. Il n'a été publié qu'après la mort de Machiavel. Autre œuvre politique "*l'Art de la Guerre*" (1520).

## 4 - LES FONDEMENTS DE LA PENSEE DE MACHIAVEL

.. Machiavel affirme la **concrète séparation du politique et du religieux** allant jusqu'à subordonner le second au premier. Machiavel se montre hostile au catholicisme dont il conteste surtout les orientations religieuses fondamentales notamment son universalisme. Il conteste aussi et surtout son idéalisme.

.. **le complet amoralisme de la politique**. Pour Machiavel, la morale ne concerne que la vie privée. Dans la perspective de l'action publique, la morale ne tient pas et la fin justifie les moyens. Machiavel considère cependant que le gouvernement juste et honnête est beaucoup plus efficace car une telle attitude accroît son pouvoir. Mais, il peut arriver que les vices et la mauvaise foi soient nécessaires et efficaces.

Ces idées sont appliquées par Machiavel aux révoltes et aux complots. Machiavel ne les apprécie que selon l'intérêt qu'ont ceux qui les font à les faire et que selon les chances de réussite.



## 5 - LE CONTENU DES IDEES DE MACHIAVEL

Pour Machiavel, *les fins de la politique, c'est la puissance*, ceci pour l'Etat comme pour l'Individu. On est loin de la recherche du bien commun. Cette recherche de la puissance, elle se fait d'abord en politique intérieure et dans cette perspective, la maîtrise de l'opinion publique est très importante pour Machiavel. En politique extérieure, Machiavel accorde un rôle important à la guerre.

*La participation à la vie politique est essentiellement un plaisir. Pour réussir en politique, il faut avoir de la vertu* (de la force, de l'habileté). On peut alors réaliser l'accomplissement de soi sur le modèle de l'antiquité romaine mais cela n'est pas à la portée de tous; tous les hommes ne disposent pas de cette vertu. Mais la vertu seule ne suffit pas pour réussir en politique, *il faut aussi de la fortune* (de la chance, du hasard). Mais il est possible, grâce à la vertu d'obtenir la fortune car comme toutes les femmes, la vertu a besoin d'être forcée.

## 6 - SON PRINCIPAL OUVRAGE POLITIQUE : "LE PRINCE"

Le titre original est "Des Principautés" mais il est plus connu sous le titre du Prince, titre représentatif car Machiavel y parle de l'homme politique et de son pouvoir. Le livre est dédié à Laurent de Médicis dans l'espoir de rentrer dans ses bonnes grâces. C'est l'un des livres les plus connus de l'histoire de la pensée politique. Il ne contient aucune théorie politique explicite, ce ne sont que des recettes de politique pratique.

La première partie de l'ouvrage décrit les différentes façons dont quelqu'un peut obtenir une principauté. La deuxième partie traite des comportements et des qualités requis pour obtenir une principauté.

Les fondements de cette œuvre sont implicites. Ils présentent trois aspects :

“ **L'objet de la politique** pour Machiavel c'est la puissance, le désir de domination qui est l'essence même de la nature humaine. Aussi, la guerre doit-elle être l'instrument quasi principal de la politique. Pour Machiavel, il importe plus d'avoir les moyens matériels qu'intellectuels d'imposer ses idées.

Il est nécessaire pour le prince de s'assurer le soutien de l'opinion publique, les armées de Citoyens étant plus efficaces que les armées de mercenaires. Le prince a donc intérêt à ménager l'opinion publique pour s'assurer de son soutien. Cela ne fera que renforcer sa puissance intellectuelle. Mais il peut aussi renforcer sa puissance en se faisant craindre !

Pour Machiavel, il importe pour le prince à la fois de se faire aimer et de se faire craindre. S'il est nécessaire dans certains cas de choisir entre les deux, alors mieux vaut se faire craindre qu'être aimé.

“ **Les moyens de la politique** : Dans "le prince", Machiavel fait l'éloge des pires procédés politiques. Il recommande de faire soi-même ce qui attire la reconnaissance et de faire faire par les autres ce qui peut attirer la rancune..

*"Il y a deux manières de combattre, l'une par les lois, l'autre par la force. La 1<sup>re</sup> est propre aux hommes, la 2<sup>de</sup> propre aux bêtes, mais quand la 1<sup>re</sup> ne suffit pas il faut recourir à la 2<sup>nde</sup>."*

Les actes de bien doivent être effectués petit à petit alors que les actes mauvais doivent l'être rapidement

**" Le contexte de la politique :** *"l'homme est nécessairement mauvais, on ne peut donc se comporter au milieu des hommes mauvais comme un homme de bien".*

## **S2 – LA REFORME**

### **A – LES EVENEMENTS**

La renaissance se caractérise par le développement d'hérésies et de schismes, phénomène qui n'est pas nouveau en lui même, mais qui va cette fois réussir à diviser la communauté religieuse d'Europe occidentale et créer des guerres de religion.

Au moyen âge déjà, étaient apparues deux grandes hérésies :

- L'hérésie Cathare qui a une grande influence dans la région albigeoise.
- L'hérésie des Hussites, disciples de Jean Hus (1369-1415).

La nouveauté réside en fait dans l'ampleur du mouvement réformiste et aussi dans le succès de ce mouvement car contrairement aux autres hérésies qui tendent à disparaître, la Réforme Protestante s'impose.

Deux réformateurs principaux caractérisent cette nouvelle orientation :

.. **LUTHER** (1483-1546), Allemand. En 1517, il affiche ses 95 thèses sur les portes de l'Eglise de Wittenberg pour protester contre le trafic des indulgences auquel se livrait la papauté. En 1520, il rompt avec la papauté. Une des raisons de son succès est qu'il obtient la protection des princes allemands et il apporte son soutien à ceux-ci dans leur volonté d'émancipation vis-à-vis du Pape.

.. **CALVIN** (1509-1564), Français. Il publie en 1536 *"Institutions de la religion Chrétienne"*. Suite à cet ouvrage, Calvin est appelé à Genève pour assurer la protection des habitants convertis au Calvinisme. Il devient alors le chef spirituel de Genève.

La réforme protestante (disciples de Luther) s'inscrit dans le prolongement des idées nominalistes qui se sont développées à la fin du moyen âge et met en avant l'interprétation personnelle par chaque chrétien de sa relation à Dieu. Face à la discipline en matière de Dogme imposée par le Catholicisme, cette doctrine protestante entraîne la multiplication de

sectes diverses. A l'époque de Luther, vont se multiplier en Allemagne les cultes anabaptistes. Ces sectes vont donner lieu à une terrible révolte paysanne à laquelle va s'opposer Luther, apportant son soutien aux princes allemands.

Les cultes d'interprétation calviniste vont aussi multiplier la diversité des dogmes religieux. Par exemple, en 1564 est créée la secte des **Puritains** et en 1647 la secte des **Quakers** fondée par un certain George Fox. Ces Quakers seront à l'origine de la fondation de la Pennsylvanie en 1680.

Cette multiplication des schismes va provoquer des guerres de Religion.

.. **En France**, ces guerres de religion commencent en 1562 et plus tardivement qu'ailleurs. On connaît le **massacre de la Saint Barthélemy dans la nuit du 24 Août 1572**. En 1576, la création de la ligue, association de défense du catholicisme entraîne le rapprochement du Roi avec le chef des protestants. Henri III est assassiné en 1589 et c'est alors Henri IV, protestant, qui devient l'héritier du trône. La population s'y oppose et finalement il se convertit au catholicisme. En **1598**, **L'Edit de Nantes** met fin aux guerres de Religion en France mais il sera mal accepté par les extrémistes religieux qui assassinent Henri IV en 1610.

.. **En Allemagne**, les guerres de religion commencent plus tôt. Dès 1529, les princes protestants entrent en lutte avec l'Empereur Charles Quint qui veut "unifier" la religion des Etats Allemands. Les tensions se calment avec la paix de Habsbourg qui instaure la paix religieuse entre luthériens et catholiques.

.. **En Angleterre**, dès 1533, Henri VIII rompt avec Rome mais Marie Tudor imposera de nouveau le catholicisme vers 1550.

Les guerres religieuses ne concernent pas seulement la période du 16<sup>e</sup> siècle. En effet, en France, même après l'Edit de Nantes, on connaîtra quelques troubles. Pour affirmer son pouvoir, Louis XIV révoquera l'Edit de Nantes ce qui provoquera l'exil des protestants. En Allemagne, la guerre de 30 ans (1618-1648) s'achève par le Traité de Westphalie qui aboutit à la reconnaissance de 3 religions (catholicisme, protestantisme et Calvinisme). En Angleterre, les conflits religieux alimentent encore la pensée politique tout au long du 17<sup>e</sup> siècle. Jacques 1<sup>er</sup> (1603-1625) développe une pensée religieuse où le Roi est le monarque absolu et le chef de l'Eglise. Les catholiques sont alors persécutés et les puritains doivent s'exiler aux Etats-Unis en 1620. En 1625, Charles 1<sup>er</sup> continue la même politique et entre en conflit avec le parlement dominé par les puritains. Pendant quelques temps encore, l'Angleterre connaîtra une grande agitation politique sur fond de conflit religieux.

Ces guerres de religion dégénèrent souvent en guerres internationales car les Etats ont souvent tendance à intervenir dans les guerres de leurs voisins. En réalité, l'internationalisation des conflits religieux ne va pas se faire en fonction des affinités religieuses mais plutôt en fonction des intérêts : ainsi François 1<sup>er</sup> s'allie avec les princes protestants pour s'opposer à l'empereur Charles Quint et aux espagnols.

à Ces conflits marquent la fin de l'unité de la Chrétienté, la disparition d'une autorité spirituelle commune. Avec l'absence de point de vue religieux commun, les penseurs vont chercher des règles communes sur des bases laïques et rationnelles.

Vont se développer aussi des doctrines de droit naturel qui entendent établir un droit international commun à l'Europe permettant de résoudre les conflits sur d'autres bases que celles du Catholicisme.

## **B – LES IDEES POLITIQUES**

Les changements religieux vont susciter des changements concernant les idées politiques.

♦ 1 " Dans un 1<sup>er</sup> temps, les changements religieux entraînent le développement d'idées absolutistes. Ce sont les idées des grands réformateurs protestants (Luther et Calvin) mais aussi des hommes politiques qui pensent qu'il faut développer l'absolutisme du pouvoir pour rétablir l'ordre.

### **Les idées de Luther**

Luther est l'auteur d'une œuvre abondante. Certains de ses ouvrages touchent à la politique. En 1523, il écrit "*De l'Autorité séculière : Jusqu'à quel point lui doit-on obéissance ?*"

En 1526, il écrit "*les soldats peuvent-ils parvenir à la béatitude ?*".

Pour Luther, toute autorité vient de Dieu. L'autorité a un but répressif : punir le péché des hommes. Pour cela on utilise la force et les individus n'ont aucun droit de résistance. Certes, le prince peut être un Tyran mais cela est voulu par Dieu. Les sujets n'ont donc aucun droit de révolte. Cependant, cela n'empêche pas le chrétien de demeurer toujours libre par sa conscience.

à donc pour Luther, le titulaire de l'autorité temporelle dispose d'un pouvoir répressif illimité sans que l'on puisse lui opposer un droit de résistance même s'il se comporte en Tyran.

### **Les idées de Calvin**

Elles sont exprimées dans "*Institutions de la religion chrétienne*" (1536).

Calvin adopte l'idée traditionnelle d'après laquelle tout pouvoir vient de Dieu. A la différence de Luther, Calvin admet que si ce pouvoir venait à être tyrannique, on peut lui opposer résistance mais cette résistance doit être purement passive.

A Genève, Calvin a un pouvoir purement spirituel. Mais en pratique, les magistrats de Genève, autorités temporelles sont entièrement subordonnées au pouvoir spirituel de Calvin. Pour Calvin, ces magistrats doivent exercer leur pouvoir conformément à la volonté de Dieu,

dictée par le représentant de Dieu, en l'occurrence Calvin lui-même. Dans cette perspective, Calvin n'admet aucune liberté de conscience.

à Finalement, Calvin a une pensée plus absolutiste que Luther.

### Le point de vue des hommes politiques

Pour les hommes politiques, leur principale préoccupation est de maintenir leur pouvoir. Pour cela, ils mettent en avant l'absolutisme de leur autorité qu'ils tiennent de Dieu lui-même. Ces idées absolutistes réussiront à triompher grâce à la lassitude de l'opinion publique qui souhaite le retour de l'ordre, de l'autorité royale.

Ces hommes politiques ne sont pas favorables à la liberté de conscience. Un seul auteur y est favorable : Sébastien Castellion. Mais il est nécessaire de trouver un compromis politique. Aussi, comme pis-aller, on admet la liberté religieuse avec l'arrière pensée d'y mettre fin dès que cela sera possible.

L'idée fondamentale de ces auteurs est de rétablir l'autorité de l'Etat pour rétablir l'ordre matériel. Dans cette perspective, s'impose le principe de la religion d'Etat. Chaque prince est maître de la religion de son Etat. Il peut accepter avec plus ou moins de tolérance les autres cultes mais chaque prince est seul maître de cette tolérance.

♦ 2 ° Dans un 2° temps, les réformes religieuses entraînent le développement d'idées démocratiques. Elles sont le fait d'auteurs dits "*monarchomaques*". Au début, ce sont des auteurs protestants puis leurs idées sont reprises par des auteurs catholiques. Ces idées constituent une réaction à la nuit de la Saint-Barthélemy.

- **François HAUTMAN.** Dans son ouvrage "*Franco Gallia*" (1573), il fait une étude historique de la tradition constitutionnelle franque et démontre que le monarque électif peut être déposé et donc que le Roi peut être déposé par les Etats Généraux.
- Un ouvrage anonyme, "*Le Réveil matin des Français*" insiste sur l'idée qu'il existe des obligations réciproques entre le Roi et le peuple. En cas d'insuffisance, ce dernier peut faire appel aux Etats Généraux pour déposer le Roi.
- **Théodore DE BEZE.** Dans "*Du droit des Rois sur leurs sujets*" (1575), il explique que tout pouvoir vient de Dieu mais que ce pouvoir doit être exercé conformément à la volonté divine. Certes, les Rois doivent châtier le peuple mais réciproquement, le peuple peut aussi châtier le mauvais Roi. Cependant, dans ce cas, c'est aux magistrats subalternes, représentants du peuple, de se révolter contre le Roi tyrannique. Si ce n'est pas le cas, "*la partie la plus saine du peuple pourra faire appel à un prince étranger*".
- **Longuet et Duplessis-Mornay,** dans "*De Vindiciae contra Tyrannos*" (1579), expliquent qu'il faut obéir à Dieu avant d'obéir au Roi car les Rois ne sont que les vassaux sur terre de Dieu leur suzerain. "*Il y a un contrat entre le Roi et le peuple. Le peuple qui a confié au Roi un pouvoir héréditaire ne le confie que tant que ce pouvoir est bien exercé. Le peuple peut résilier ce contrat par l'intermédiaire de ses magistrats ou en faisant appel à un prince étranger.*"

Les idées vont évoluer et certains ouvrages encouragent la résistance face à un prince tyrannique. Ce droit de résistance est également exprimé par des auteurs catholiques. Il sera repris au début du 17<sup>e</sup> siècle par des auteurs jésuites :

- **Juan DE MARIANA** publie "*De Rege et Régis Institium*" (1579) où il reprend l'idée d'Etat de nature des hommes qui ensuite se mettent en société par un contrat social. Le Roi n'est établi que par ce contrat et le peuple peut donc le déposer voire même l'assassiner. Est ainsi justifié le tyrannicide.
- **Francesco SUARES** reprend l'idée d'après laquelle tout pouvoir vient de Dieu. Selon lui, ce pouvoir réside dans la société elle-même et celle-ci délègue librement ce pouvoir. Celui qui se voit remettre ce pouvoir doit l'exercer en vue du bien de la société. A défaut, SUARES prévoit deux hypothèses : **a.** le tyran d'origine, celui qui a usurpé le pouvoir tyranniquement. Celui-ci peut être assassiné par n'importe qui. **b.** le tyran d'exercice, celui qui a hérité du pouvoir légitimement mais qui se met à l'exercer de façon tyrannique. Il doit être déposé de façon légale et constitutionnelle. Si cela n'est pas possible, on ne peut procéder à son élimination physique qu'après que le pape ait suspendu le devoir d'obéissance à son égard.

Ces idées démocratiques ne vont pas triompher dans un 1<sup>er</sup> temps, ce sera plutôt l'absolutisme.

♦ 3 ~ Beaucoup plus tardivement, les réformes religieuses donneront naissance à certaines idées libérales. La réforme religieuse n'est pas accompagnée au départ par la liberté de conscience mais par la volonté d'imposer ses idées nouvelles aux autres. Longtemps, la tolérance ne sera conçue que comme un compromis rendu nécessaire pour maintenir la paix civile. Jamais, la liberté de conscience n'est conçue comme une valeur positive.

Un exemple : Les puritains, une secte issue du Calvinisme, furent d'abord persécutés avant d'obtenir le droit d'accomplir leur culte mais aux Etats-Unis. Ils y fondent la colonie du Massachusetts. Sur le bateau, ils concluent un contrat d'association volontaire entre tous les membres pour fonder la nouvelle colonie mais celle-ci ne prévoit même pas la liberté de conscience en son sein.

Cependant, les choses vont évoluer dans les colonies américaines, notamment à partir du 17<sup>e</sup> siècle. Deux auteurs sont importants à cet égard :

- **Roger WILLIAMS** (1603-1683). Il vit d'abord au Massachusetts mais sera banni de la colonie. Il fonde alors la colonie de Rhode Island où il établit une complète liberté de conscience et un régime politique laïc sans base religieuse.
- **William PENN** (1644-1678). C'est un Quaker, autre secte dissidente persécutée en Angleterre, qui a fondé la Pennsylvanie en 1681. Il y sera établi dès l'origine une totale liberté religieuse.

### S3 – LA MONTEE DE L'ABSOLUTISME

L'institution d'états souverains et indépendants est acquise dès le Moyen Age. L'idée d'une monarchie universelle est finalement abandonnée à la Renaissance. S'impose dès cette époque l'idée d'un absolutisme monarchique. Il y a alors des états indépendants mais au sein de ceux-ci un monarque qui n'a pas de pouvoir absolu. S'établissent ainsi des monarchies tempérées souvent mises en doctrine au début du 16<sup>e</sup> siècle. Ces doctrines prennent différentes formes. Elles perdront ensuite leur influence et seront supplantées dans les faits par des régimes absolutistes dès la fin du 16<sup>e</sup> siècle. C'est la conséquence des guerres de religion. L'auteur Jean BODIN sera le précurseur de la doctrine absolutiste.

## A – LES DOCTRINES DE LA MONARCHIE TEMPEREE

L'humanisme chrétien prend une forme traditionnelle chez Claude de Seyssel (1450-1520). **Claude de Seyssel** est un juriste qui devient évêque de Marseille puis archevêque de Turin. Avant cela, il était le conseiller du Roi de France Louis XII. Dans son ouvrage "*La grande monarchie de France*", Claude de Seyssel fait l'éloge de la monarchie tempérée qui assure un équilibre entre l'autorité et la liberté, liberté qui certes limite le pouvoir du Roi mais c'est pour l'empêcher de mal faire. Claude de Seyssel considère que la monarchie est freinée par 3 éléments :

- **la religion** : le roi chrétien a des devoirs de conscience en tant que chrétien dans l'exercice de son pouvoir.
- **l'existence d'une justice indépendante** exercée par le parlement et dont les juges sont inamovibles.
- **les lois fondamentales du royaume** qui sont de deux sortes : a. des conseils en dehors desquels le Roi ne peut prendre de décisions b. des privilèges qui profitent à certains corps sociaux et il est difficile pour le Roi de les modifier.

**Heras** (1469-1536) est un autre auteur qui a contribué à cette doctrine. Originaire des Pays-Bas, il étudie à Oxford où il deviendra ami de Thomas More, futur chancelier d'Angleterre. Heras voyage beaucoup. On le surnomme "le prince des humanistes". Il est célèbre de son vivant du fait de son œuvre très abondante.

Dans son ouvrage "*Les Institutions du prince chrétien*" (1516), Heras nous dit que le prince doit se comporter en bon chrétien. Pour cela, il doit recevoir une bonne éducation chrétienne et une fois prince, il devra encore être bien conseillé.

Pour Heras, le pouvoir est légitime dès lors qu'il s'exerce pour le bien commun. Heras a semble-t-il un point de vue moraliste de la politique : il s'agit de gouverner selon l'évangile.

## B – LES THEORIES ABSOLUTISTES

Dès la fin du 16<sup>e</sup> siècle, les théories de la monarchie tempérée tendent à décliner. Elles envisagent de moins en moins de freins institutionnels. En effet, avec les guerres de religion, se fait sentir de plus en plus le soucis de rétablir l'ordre, la volonté de placer le roi au dessus des parties.

Le point de vue des politiques qui entendent assurer un pouvoir absolu au Monarque sera exprimé par Bodin dans "*les six livres de la République*". Ce point de vue sera soutenu par l'opinion publique et triomphe avec l'avènement de Henri IV. Le tournant qui a provoqué ces nouvelles tendances idéologiques c'est le massacre de la Saint Barthélemy. Certes Bodin désapprouve cet événement mais il conteste ceux qui concluent de ce massacre le droit de se révolter. Pour Bodin, justifier l'insoumission et le tyrannicide à cause de ce massacre n'est pas un argument recevable.

**Jean BODIN** (1530-1596) est un juriste. Avocat au Parlement de Paris, il appartient plutôt au parti des politiques. En 1571, il devient le conseiller du 4<sup>e</sup> fils de Catherine de Médicis, le Duc d'Alençon, futur Duc d'Anjou. Il l'accompagne pendant ses voyages mais Bodin finira par perdre son protecteur qui meurt en 1584. Entre temps, Bodin devient député aux États Généraux de Blois. Il s'y exprime sur le problème de la division religieuse de la France et manifeste l'idée qu'il faut au moins provisoirement admettre l'existence de deux religions. Bodin est en faveur de l'unité religieuse mais refuse tout recours à la force pour l'imposer. Plus tard, il sera procureur du Roi à Lens.

Alors que dans sa "*Méthode pour faciliter la connaissance de l'histoire*" (1566), Bodin défendait l'idée d'une monarchie limitée, il rompt avec ce point de vue après la Saint Barthélemy. Dans "*les six livres de la république*", Bodin défend une doctrine absolutiste. Bodin critique ceux qui ont provoqué le massacre de la Saint Barthélemy mais aussi ceux qui prennent prétexte de ce massacre pour déclencher la révolte. Il faut, dit-il, qu'il y ait dans la société une autorité incontestable, dont le rôle est de trancher le débat de façon absolue pour assurer la paix sociale. Il s'agit donc d'une monarchie absolue mais cependant limitée à sa sphère : le domaine public. Tout en soutenant l'absolutisme, Jean Bodin n'est pas favorable à un pouvoir arbitraire. Il souhaite que le Roi respecte Dieu et les lois de la nature à l'influence de Claude de Seyssel.

### ***" Les six livres de la République "***

.. Dans la préface de l'ouvrage, il apparaît clairement que Bodin entend par République, Res Publica, la chose publique. Il est contre les idées de Machiavel : impiété, injustice ne débouchent que sur la tyrannie. Il est aussi opposé à l'idée d'une rébellion des sujets contre leur prince, théorie plus dangereuse encore que la théorie machiavélique car de telles rebellions entraînent l'anarchie ce qui est pire.

.. Dès le début de l'ouvrage, Bodin définit ainsi la république : ***"c'est un droit gouvernement de plusieurs ménages en ce qui leur est commun avec puissance souveraine"*** :

- "*un droit gouvernement*" : c'ad que le bien de la République est de même nature que le bien des individus, que la morale publique est la même que la morale privée.
- "*de plusieurs ménages en ce qui leur est commun*" : c'ad que le gouvernement n'a aucune autorité sur ce qui est propre à chaque ménage, ce qui est interne à la famille.



Ne relève du gouvernement que ce qui est commun aux ménages : les affaires publiques et non les affaires domestiques.

- "*avec puissance souveraine*" : c'est la puissance absolue et perpétuelle : le pouvoir est donné au moins à vie et son titulaire n'a pas de comptes à rendre. Bodin pose toutefois une exception au caractère illimité du pouvoir royal : le monarque doit respecter les lois de Dieu et de la nature.

.. Dans le second livre de la République, Bodin explique qu'il existe trois sortes de Républiques selon le titulaire de la souveraineté. Bodin nous dit qu'il faut faire une distinction importante entre la forme de l'Etat et la forme de gouvernement : les états se distinguent selon le titulaire de la souveraineté mais quelque soit celui-ci le gouvernement peut être organisé de façon différente selon la manière dont sont attribués les pouvoirs.

Bodin distingue deux sortes de monarchies :

- *la monarchie royale légitime*

celle où le monarque souverain respecte les lois de Dieu et de la nature, la liberté naturelle des sujets, leur droit de gouverner leur famille en toute indépendance.

- *la monarchie tyrannique*

celle où le monarque exerce un pouvoir sans limite, totalement injustifié. Il ne gouverne que selon son profit personnel. Les sujets peuvent désobéir ou fuir mais pas le tuer. Sinon, il y aurait toujours quelqu'un pour prétendre que le Roi est tyrannique et l'assassiner.

.. Dans les quatre derniers livres, Bodin livre ses réflexions sur la place du prince souverain par rapport aux parties (a) et sur la question de savoir quelle est la meilleure forme de gouvernement (b).

- a. Le prince souverain doit toujours être supérieur aux parties en opposition. Non seulement, il doit refuser de participer aux querelles religieuses mais aussi refuser qu'elles se développent dans l'Etat. Il doit soutenir la religion de l'Etat qui constitue un fondement nécessaire de la République. Par contre, Bodin refuse de recourir à la force pour établir l'unité religieuse dans l'Etat.
- b. ce n'est pas la république populaire ni même la république aristocratique car pour Bodin, le pouvoir est mal attribué : les décisions sont prises à la majorité au détriment de la minorité plus saine. En outre, la république populaire prétend établir une extrême égalité qui est mauvaise pour la société. En effet, elle empêche l'amitié entre les sujets : ils se jaloussent et s'enferment dans leur individualisme. Au contraire, l'inégalité provoque la complémentarité : celui qui a plus soutient celui qui a moins à cela développe les liens sociaux.

En outre l'Egalité a tendance à dégénérer en communisme ce qui est contraire à la loi de Dieu et de la nature.

à la meilleure forme d'Etat c'est pour Bodin la *Monarchie* car c'est la plus naturelle. En étant héréditaire, cela assure la stabilité. De plus, le Roi ne

gouverne pas uniquement en fonction de son intérêt pour le présent mais aussi pour celui de son fils qui lui succédera.

Cette monarchie dit Bodin doit être tempérée par l'organisation d'un gouvernement à la fois aristocratique et populaire. Doivent être créés des corps intermédiaires entre le monarque et la masse des sujets. Certes, ceux ci peuvent abuser de leur pouvoir. Il faut donc les réglementer étroitement mais sans pour autant les supprimer car ils ont un rôle nécessaire dans l'Etat. Ils empêchent la tyrannie du monarque, le secondent, l'informent, et le conseillent permettant ainsi de faire remonter les doléances jusqu'au monarque.

## CHAPITRE 2 – LE TRIOMPHE DE L'ABSOLUTISME

### S1 – LA RAISON D'ETAT

#### A - HISTOIRE DE CETTE THEORIE

L'origine remonte à la fin du 16<sup>e</sup> siècle et trouve sa raison dans les guerres de religion. Certains politiques adopteront une attitude machiavélique vis à vis des guerres de religion. Ainsi, Henri III fit assassiner le duc de Guise en 1588. Le machiavélisme se concrétise dans le vocabulaire de l'époque : on parle de gouvernement à l'italienne, machiavelisé ou encore machiavéliste.

Apparaît alors la notion de "Raison d'Etat". Le mot apparaît chez **François GUYCHARDINI** (1483-1540), un proche de Machiavel, chef militaire du pape et conseiller des Médicis. Dans son ouvrage *"Dialogue sur le gouvernement de Florence"*, il oppose la raison d'Etat à la raison chrétienne. A la fin du 16<sup>e</sup> siècle, de nombreux ouvrages tourneront autour de ces questions, critiquant quelquefois le point de vue machiavélien, prenant rarement ouvertement son parti mais souvent prendront le parti de la raison d'Etat.

On citera Innocent GENTILLET et son *"Discours sur les moyens de bien gouverner"* (1576), Giovanni BOTERO et son œuvre intitulée *"De la Raison d'Etat"* (1583), et enfin Claude JOLY avec ses *"Maximes véritables et d'importance pour l'éducation du roi contre la fausse et pernicieuse politique du cardinal Mazarin"* (1652).

Plus tard, deux auteurs adoptent ouvertement un point de vue machiavéliste : Louis MACHON dans son ouvrage *"Apologie pour Machiavel"* (1641) et Gabriel NAUDE avec ses *"Considérations politiques sur le coup d'Etat"* (1639). Par coup d'Etat, il faut entendre *un fait en dehors de toute légalité*. Une telle apologie de Machiavel est rare et plus souvent les auteurs feront l'éloge de la Raison d'Etat pour dissimuler celui de Machiavel. On pourra citer ici Jean SILHON qui dans son ouvrage *"Le Ministre d'Etat"* (1631) se croie obligé de critiquer Machiavel mais en réalité son ouvrage fait l'éloge de Richelieu et de ses méthodes, Philippe DE BETHUNE *"Le conseiller d'Etat"* (1632) ou encore Henri DE ROHAN *"De l'intérêt des princes et états de la chrétienté"* (1638).

Les doctrines de la Raison d'Etat vont décliner au 17<sup>e</sup> siècle pour finalement être abandonnées au 18<sup>e</sup> siècle. Montesquieu lui même contestera ces idées dans *"L'esprit des Lois"*. Toutefois, quand bien même ces idées voient leur succès décliner, la politique ne cesse pas moins d'être animée par de telles pratiques. Un exemple frappant est celui de Frédéric II de Prusse qui alors qu'il n'est encore que simple héritier, écrit une réfutation du "prince" de Machiavel mais une fois au pouvoir, adoptera une politique machiavélique.

## B - PRINCIPES FONDAMENTAUX SUR LESQUELS REPOSE CETTE DOCTRINE

Cette doctrine de la raison d'Etat repose sur 2 fondements :

- ***l'absolutisme*** qui est ici fondé sur la monarchie de droit divin. A cet égard, il rompt avec les doctrines antérieures, avec la doctrine chrétienne et avec le point de vue de Machiavel pour qui le pouvoir est une situation de fait. Avec cette doctrine du 17<sup>e</sup> siècle, on considère que le Roi tient directement son pouvoir de Dieu et n'a donc de compte à rendre à personne. Le sacre va être interprété en ce sens. Certains auteurs vont défendre cette idée qui s'impose en France comme en Angleterre :

Dans "*Apologie catholique*" (1585) et "*De l'Autorité du Roi*" (1587), **Pierre De Belloy** insiste sur le fait que le Roi tient directement son pouvoir de Dieu. Il défend l'autonomie de L'Eglise.

Dans "*De Remio et Regali Potestate*" (1600), **William BARCLAY**, un écossais professeur de Droit en France défend également l'idée que le prince tient son pouvoir de Dieu.

On citera encore **SAVARON**, député aux Etats Généraux et son ouvrage "*De la souveraineté du Roi et de son royaume*" (1615), **Cardin LE BRET** et son livre "*De la souveraineté du Roi*" (1632). Enfin, un ouvrage anonyme "*La guerre libre*" (1641) insiste sur le droit pour le Roi de faire la guerre comme il l'entend. Le Roi n'a de comptes à rendre qu'à Dieu. Nul n'est juge sur terre de l'action des Rois, ni le peuple ni les autorités religieuses.

- ***l'idée que les devoirs du chef de l'Etat existent mais ne relèvent pas de la morale privée***. Le chef de l'Etat doit se soucier uniquement de l'intérêt de l'Etat. Henri de ROHAN : "*Les princes commandent au peuple et l'intérêt commande aux princes*". Finalement, l'intérêt de l'Etat finit par se confondre avec celui du prince lui même. LXIV disait d'ailleurs souvent "*L'Etat c'est Moi*". En pratique, l'intérêt de l'Etat tend à se confondre avec la recherche et l'accroissement de la puissance : la recherche de la puissance du prince sur ses sujets et la recherche de l'accroissement du territoire. MACHON : "*Les royaumes ressemblent à ces animaux qui cessent de vivre lorsqu'ils cessent de croître*".

## C - APPLICATIONS PARTICULIERES DE CES IDEES

### 1 - EN POLITIQUE EXTERIEURE

Dans cette perspective, la guerre est conçue comme la situation la plus normale et le prince ne doit entreprendre ou cesser la guerre qu'en fonction du seul intérêt de l'Etat. La guerre est conçue comme un moyen politique normal pour poursuivre les buts de grandeur de l'Etat. Seul l'Etat souverain est juge des guerres qu'il doit entreprendre. Nul autre ne peut juger à sa

place. Aussi, toute guerre, dès lors qu'elle profite à l'Etat, est justifiée. Peu importe comment on y procède. Les alliances entre princes chrétiens et protestants apparaissent normales.

Certains auteurs considèrent même que la guerre est un but en elle même. Ainsi, **Juan DE MARIANA** dans *"De Rege et Regis Institutione"* (1598) explique qu'il faut faire la guerre pour entretenir l'armée ! En outre la guerre permet de financer l'armée, les armées victorieuses se nourrissant sur les territoires conquis. L'auteur explique également que la guerre est nécessaire pour assurer la paix intérieure du royaume en réalisant l'union de tous contre l'ennemi commun.

## 2 - EN POLITIQUE INTERIEURE

Le monarque est sur le plan intérieur un monarque absolu ce qui ne veut pas dire qu'il dispose d'un pouvoir totalitaire. Ce pouvoir est absolu c'est à dire sans limite dans ses compétences. Certes, le monarque est soumis aux lois fondamentales du royaume mais celles ci limitent assez peu sa compétence pratique. Dans cette perspective, le peuple n'est pas un peuple de citoyens mais un peuple de sujets.

En matière économique, se développe sur la base de cet absolutisme **la doctrine du mercantilisme** qui s'oppose aux idées libérales. Ce mercantilisme justifie l'intervention de l'Etat dans l'Economie. C'est la naissance de l'Economie Politique. Cf. **Antoine DE MONCHRESTIEN** et son *"Traité de l'Economie Politique"* (1615). En grec, l'économie c'est la loi de la maison. Cet économie politique a plus pour but la puissance de l'Etat que le bien être des sujets. L'idée apparaît que le Roi peut librement établir des Impôts sans le consentement de ses sujets. On va même jusqu'à dire que la propriété n'est pas un droit inaliénable.

D'après cette doctrine, l'accumulation de la richesse monétaire est le moyen de parvenir à la puissance de l'Etat. Pour cela, il faut vendre des marchandises à l'étranger et éviter d'en importer. D'où les politiques douanières protectionnistes. D'où aussi les politiques de création de grandes manufactures orientées vers l'exportation. à but d'acquérir de l'or.

Le point de vue mercantiliste repose sur une conception essentiellement belliqueuse de l'Economie : *"la richesse des uns ne peut se faire qu'au détriment de celle des autres"*. Il y a donc nécessairement rivalité économique entre états et cela dégénère parfois en guerres.

Au XVIII, ces théories seront supplantées par celles des **physiocrates** pour qui *"la richesse des uns contribue à la richesse des autres"*. Si un Etat est riche, il pourra vous acheter beaucoup de marchandises.

## D - RICHELIEU (1585-1642)

### 1 - SA CARRIERE ET SES IDEES POLITIQUES

Richelieu se fait remarquer en tant qu'orateur du clergé en 1614. Il devient secrétaire d'Etat en 1616 puis entre au conseil du Roi en 1624. La politique de Richelieu est une politique modérée de la raison d'Etat. Il réprime le protestantisme en France. En politique intérieure, il cherche sans cesse à centraliser le pouvoir de la monarchie. Dans le domaine économique, il fait application de la doctrine mercantiliste.

La doctrine de Richelieu est aussi la doctrine de la raison d'Etat à travers ses écrits personnels. On peut diviser son œuvre en trois parties : une abondante correspondance, un petit ouvrage intitulé *"Maximes d'Etat"* et surtout son œuvre principale *"Le testament politique"* écrit de 1605 à 1640 et qui sera publié après sa mort.

## **2 - "LE TESTAMENT POLITIQUE"**

*"Le testament politique"* est un ouvrage qu'il dédit à Louis XIII. Il s'agit d'un recueil de conseils politiques pratiques. On ne trouvera pas ici de théorie machiavélique ni même de théorie de la raison d'Etat. Néanmoins, Richelieu y livre quelques réflexions que l'on peut rattacher aux théories de la raison d'Etat telles que *"La nécessité n'a pas de loi"* ou encore *"Qui a la force a la Raison"*.

Plus qu'une doctrine de la Raison d'Etat, on y trouve l'affirmation de la primauté de l'ordre divin, l'insistance sur la nécessité pour le monarque de se soumettre à Dieu quand bien même il est indépendant de la Papauté.

Richelieu se prononce aussi pour un idéal de bon gouvernement conforme à la tradition chrétienne. Le Roi doit agir selon la raison, pour le bien commun de l'intérêt public et non pas dans son intérêt personnel. Le Roi doit se préoccuper s'assurer la Justice. Il doit respecter la parole donnée, les Traités et ne faire que de justes guerres. On est donc assez loin ici des principes de la raison d'Etat, des principes prônés par Machiavel.

Dans cet ouvrage, Richelieu fait preuve d'un immense pragmatisme qui frise le matérialisme. Le but de grandeur de l'Etat n'est apprécié par Richelieu qu'au regard d'éléments matériels. Dans cette perspective, Richelieu accorde une grande importance au commerce des marchandises et se désintéresse des activités intellectuelles. D'ailleurs Richelieu prétend même qu'il faut se garder de trop répandre l'instruction car cela déboucherait sur de vaines contestations et des discussions politiques dangereuses.

Richelieu a une conception très utilitariste de la politique : il prône le respect de la justice mais dans le seul but de susciter l'amour du prince par ses sujets, ces derniers lui obéissant alors plus facilement.

Enfin, Richelieu manifeste une grande froideur des sentiments, notamment à l'égard des femmes.

## **S2 – L'ABSOLUTISME THEOCRATIQUE**

## **A – FORMATION ET CONTEXTE DE CETTE DOCTRINE ABSOLUTISTE THEOCRATIQUE**

### **1 – RENFORCEMENT PROGRESSIF DE L'ABSOLUTISME AU COURS DU 17<sup>e</sup> SIECLE**

Sa croissance est régulière depuis le début du règne de Henri IV jusqu'à Louis XIV. Seule interruption, la période de La Fronde ; pendant la minorité de Louis XIV, le gouvernement de la Régente et de Mazarin est contesté. La France connaît alors émeutes parisiennes et révolte des princes. La cour se réfugie alors au château de Saint-Germain. Se développent des idées de retour à une monarchie tempérée. Ces idées sont exprimées dans des pamphlets : *"les mazarinades"*. Dans *"les maximes véritables"* (1652), **Claude JOLY** reprend l'idée de contrat entre le Roi et le peuple, idée que le gouvernement doit agir pour le bien du peuple. Puis, avec Louis XIV, les idées absolutistes retrouvent leur succès d'antan.

Ces idées ne sont pas reprises en Grande-Bretagne où persiste les conflits religieux entre protestants anglicans, les protestants calvinistes et les sectes issus du calvinisme. En Angleterre, la lutte est permanente entre les principes de l'absolutisme et ceux de l'anti-absolutisme. L'exemple des troubles anglais servent en France de repoussoir et renforce en France les sentiments absolutistes.

### **2 - LE REGNE DE LOUIS XIV OU LE TRIOMPHE DE L'ABSOLUTISME**

**Louis XIV** règne de 1661 à 1715 et va mener une politique très absolutiste. C'est le Roi Soleil avec une grande extériorisation de la puissance : guerres prestigieuses, château de Versailles, tendance à diviniser le Roi ... Cette tendance débouche sur l'affirmation d'une monarchie de droit divin où le Roi tient son pouvoir de Dieu seul et n'est limité que par sa seule conscience.

En 1685, Louis XIV révoque l'Edit de Nantes et en 1682 une déclaration de 4 articles fixe le principe de l'indépendance religieuse de la France et des Français par rapport à l'autorité du pape. Ce triomphe de l'absolutisme sera cependant éphémère et ne durera pas jusqu'à la fin du règne de Louis XIV. La 2<sup>e</sup> moitié du règne de son règne marque en effet la décadence de l'absolutisme : une guerre d'Espagne coûteuse et parsemée d'échec, la misère dans le pays qui entraîne un sentiment de révolte, la montée des idées contestataires qui renouent avec les idées de la période de la Fronde...

Les dernières idées absolutistes seront exprimées dans les œuvres personnelles de Louis XIV : *"mémoire pour l'instruction du dauphin"*, *"réflexions sur le métier de Roi"*, *"instructions politiques et morales"*.

## **B – LA PRINCIPALE ILLUSTRATION DE LA PENSEE ABSOLUTISTE EN FRANCE :**

## L'ŒUVRE DE BOSSUET

**Jacques BOSSUET** (1627-1704). Il fut d'abord prédicateur à la cour où il prêche le carême. C'est alors qu'il se fait remarquer et est nommé Evêque de Cordon, une ville près d'Agen. Il sera appelé à la cour de 1670 à 1680 comme précepteur du grand dauphin (le fils aîné de Louis XIV). En 1680, il est nommé Evêque à Meaux. Il est appelé à participer à l'assemblée du Clergé de 1682. Il sera le principal rédacteur de la déclaration des 4 articles qui fixe les principes de l'Eglise Gallicane (c'ad Française).

Bossuet a écrit de nombreux ouvrages pour s'opposer aux prétentions protestantes et soutenir la révocation de l'édit de Nantes. Dans *"Histoire des variations des églises protestantes"* (1688), c'est selon lui un devoir pour le Roi que d'imposer sa religion dans son Etat. Bossuet sera ensuite absorbé par un autre combat : la lutte contre le quiétisme, doctrine mise en avant par Madame GUYON et qui reçoit le soutien de Fénelon qui fut le précepteur du petit-fils de Louis XIV. Vers 1690, s'engage une polémique entre Bossuet et Fénelon. La querelle est portée à Rome et Bossuet obtient la condamnation par Rome de la doctrine quiétiste. Fénelon se voit alors interdire de sortir de son diocèse et donc de se rendre à la cour.

Bossuet est l'auteur d'une œuvre très abondante tant religieuse que littéraire. Il a aussi écrit quelques ouvrages politiques, essentiellement de pédagogie politique, ouvrages qu'il destinait à l'éducation du dauphin :

- *"Le Discours sur l'histoire universelle"* (1681) dans lequel Bossuet insiste sur le rôle déterminant de la providence divine dans l'histoire des hommes.
- *"la politique tirée des propres paroles de l'écriture sainte"* (1709) Les six premiers livres ont été écrits pour l'instruction du dauphin. Bossuet ne publie pas le livre immédiatement et vers 1700, il entreprend la rédaction de 4 livres supplémentaires. En tout, cela représente plus de 400 très argumentées, des citations de la bible constituant près de la moitié de l'ouvrage.

### C - *"La politique tirée des propres paroles de l'écriture sainte"*

Nous ne nous intéresserons ici qu'aux six premiers livres car seuls ceux ci sont en rapport avec la discipline qui nous intéresse.

Pour Bossuet, Dieu est le Roi des Rois. Les Rois ne sont que les ministres de Dieu sur terre.

#### .. **Livre 1<sup>er</sup>** : *"Des principes de la société parmi les hommes"*

L'homme est social car Dieu a fait les hommes pour s'aimer mutuellement mais ces hommes sont animé de passions. D'où la nécessité de maintenir la paix sociale. Bossuet développe le concept de contrat social : la loi est obligatoire en raison de la volonté de Dieu, il n'y donc pas forcément nécessité d'un contrat. Toutefois, un tel contrat est utile pour rendre la chose plus



solennelle et plus forte. C'est un contrat conclu par le peuple avec Dieu par lequel le peuple se soumet à l'autorité qui vient de Dieu.

.. **Livre 2<sup>e</sup>** : *"De l'Autorité : Que la Royale et l'héréditaire est la plus propre au gouvernement"*

Pour Bossuet, la monarchie est la meilleure forme de gouvernement car la plus naturelle. La monarchie. Cette Monarchie est d'autant meilleure qu'elle prend une forme héréditaire car le monarque gouvernera non seulement en fonction du présent mais aussi en fonction de l'avenir pour son fils qui héritera du Royaume.

.. **Livre 3<sup>e</sup>** : *"Où l'on commence à expliquer la nature et les propriétés de l'autorité royale"*

Pour Bossuet l'autorité Royale est sacrée, le pouvoir du Roi vient de Dieu. Dès lors, désobéir au Roi serait un sacrilège quand bien même le Roi aurait un comportement contestable. Mais de ce fait, le Roi a un devoir de conscience envers Dieu et il doit gouverner pour le bien public : *"La crainte de Dieu est le vrai contrepoids de la puissance"*.

.. **Livre 4<sup>e</sup>** : *"Suite des caractères de la Royauté"*

Il ne faut pas confondre monarchie absolue et monarchie arbitraire. Certes, le Roi n'a de comptes à rendre à personne sur terre mais il doit gouverner pour le bien commun. Le caractère absolu de la monarchie ne constitue pas un risque pour les citoyens dans la mesure où le prince n'a pas intérêt à mal gouverner. Le seul intérêt du prince c'est d'assurer le bien du peuple et le bien de l'Etat.

.. **Livre 5** : *"Quatrième et dernier caractère de l'autorité royale"*

Le gouvernement est soumis à la Raison. Le Prince doit donc prier Dieu pour être éclairé, avoir la sagesse et agir selon la raison. Il doit s'informer sur les affaires publiques pour gouverner en connaissance de cause. Il doit aussi écouter ses conseillers. Le prince qui agit ainsi agit conformément à la volonté divine.

.. **Livre 6** : *"Les devoirs des sujets envers le prince"*

Les sujets doivent obéir au prince puisqu'ils doivent obéir à l'Etat : *"Tout l'Etat est en la personne du prince"*. Cette obéissance complète au prince est la condition du maintien de l'ordre public, de l'unité de l'Etat et de la paix sociale.

L'obéissance au prince doit être absolue sauf :

- si le prince désobéit aux ordres reçus de Dieu (cela reste une clause de style)
- si le prince est mauvais et se comporte en oppresseur, les sujets ont deux recours : prier ou faire des remontrances au prince par l'intermédiaire des magistrats compétents.

### **S3 – L'ECOLE DU DROIT, DE LA NATURE ET DES GENRES**

## **A – PRESENTATION GENERALE**

### **1 – ORIGINE ET FONDEMENTS**

Trois éléments sont à l'origine de cette doctrine juridique :

- **le nominalisme**

il va mettre en avant deux points qui vont influencer la manière de penser de ce courant doctrinal. Le subjectivisme met en avant le concept de libre examen par la raison personnelle, de libre interprétation. Idée que toute interprétation juridique repose sur une source subjective, c'est la volonté qui crée la règle. Le nominalisme combine à ce subjectivisme des idées platoniciennes.

- **la réforme**

face aux guerres civiles qui deviennent permanentes (guerre de 30 ans qui dure de 1618 à 1648), le besoin d'un droit international nouveau se fait sentir chez les juristes. Ceux ci tentent de trouver un dénominateur commun qui permettrait d'élaborer ce droit. Faute de pouvoir se fonder sur la religion, on trouve une autre base partagée par tous : la raison.

- **la jurisprudence humaniste**

cette nouvelle jurisprudence apparaît sous la renaissance avec l'école de Bourges et des auteurs comme Cujas. Sous l'influence de Pierre DE LARAMUS, elle développe une nouvelle logique juridique ; une pensée purement déductiviste où l'on part d'idées générales pour en déduire des applications particulières.

Appliqué en Droit, ce raisonnement conduit à la création de 3 normes :

1. La loi divine
2. La Loi Naturelle
3. La Loi humaine

Les traités issus de la pensée humaniste partent tous d'un ensemble de règles générales dont sont déduite de façon purement déductiviste les applications particulières dans des domaines très différents. On arrive ainsi à l'application de règles précises. Le droit s'en trouve simplifié. En effet, désormais on a les moyens de bien connaître les règles à appliquer.

### **2 – PRINCIPAUX AUTEURS**

Les principaux auteurs qui ont illustrés cette doctrine sont :

**Hugo DE GROOT dit GROTIUS** (1583-1645). C'est un Hollandais calviniste. Enfant surdoué, il devient Avocat puis Diplomate. En tant qu'avocat, il sera amené à s'occuper de l'affaire de la prise d'un bateau portugais par un bateau Hollandais qui opposait protestants et catholiques. La question était de savoir quel est le droit applicable. Cette affaire lui donna l'occasion d'écrire *"Du droit de prise"* (1605) dont ne fut publié qu'un extrait. C'est le premier témoignage de la recherche d'un droit nouveau reconnu à la fois par les puissances catholiques et protestantes. Grotius sera condamné à la prison à vie mais il parviendra à s'échapper et se réfugier en France. Il devient alors ambassadeur du Roi de Suède auprès du roi de France.

Grotius est l'auteur d'une œuvre très abondante. On retiendra essentiellement son livre *"Du droit de la guerre et de la paix"* qui est l'ouvrage fondateur de l'école du droit de la nature et des genres.

**Samuel VON RUDENDORF** (1632-1694)

Professeur de Droit à Heidelberg en Allemagne puis en Suède. Il est l'auteur de l'ouvrage *"Du droit de la nature et des genres"* (1672) qui entend être un ouvrage universel.

**Jean DE BARBEYRAC** (1674-1744)

C'est un Huguenot Français qui émigre lors de la révocation de l'Edit de Nantes. Professeur à Berlin, il c'est lui qui a traduit en Français les ouvrages de Grotius et Rudendorf.

## **B – L'ASPECT POLITIQUE DE CETTE DOCTRINE**

### **1 – LES SOURCES DU DROIT**

Le droit de la nature ne doit pas être compris au sens classique de l'expression. Dans celle-ci, le droit est tiré essentiellement de l'observation du monde extérieur qui permet de découvrir un ordre naturel des choses. Ici, le juriste procède par une méthode déductiviste ; il part de l'observation des cas particuliers pour en déduire une règle générale. Le droit est ici une étude de cas particuliers.

Avec la conception de l'école du droit de la nature et des genres, on parle de droit naturel moderne. Le droit est déduit de la nature de l'homme, il repose sur des principes innés, rationnels que tous les hommes portent en eux : respect du bien d'autrui, respect de la parole donnée, nécessité de réparer les dommages. Ce droit est déduit de façon rationnelle. Ce droit naturel, déduit de la raison humaine, est immuable et a une valeur absolue. L'avantage c'est qu'il est clairement connu avant d'être appliqué. Il s'agit donc d'un droit déduit à partir de quelques principes a priori par opposition à un droit induit.

Le droit des genres est une notion reprise du droit romain mais quelque peu déformée ici. En droit romain, le droit civil – droit applicable dans les relations entre romains - s'oppose à celui des genres, droit applicable dans les relations entre les romains et ceux des autres cités. Gaius définissait ainsi le droit des Genres : *"Le droit que la raison naturelle a établi entre tous les hommes et qui est appelé droit des genres car toutes les nations se servent de ce droit."* C'est

un droit essentiellement coutumier. En outre, ce droit est obligatoire. Néanmoins, dans la conception de l'école du droit de la nature et des genres, le droit des genres demeure conçu comme l'application des principes de droit naturel sur lesquels l'humanité est d'accord. A cela, s'ajoute le droit volontaire ou droit positif qui peut varier selon le temps et les états. Ce droit volontaire repose sur les principes du droit de la nature et des genres.

## 2 – LA NOTION DE CONTRAT SOCIAL

Dans l'école du droit de la nature et des genres, la notion de contrat social joue un rôle essentiel. C'est la base de la doctrine de la plupart des monarchomaques mais les auteurs de l'école du droit de la nature et des genres vont faire évoluer cette notion.

Chez les premiers monarchomaques, le contrat social était un contrat conclu entre le prince et son peuple par lequel ce dernier reconnaissait l'autorité du prince. Les monarchomaques justifiaient la révolte du peuple contre le prince si celui-ci ne respectait pas le contrat.

Avec les derniers monarchomaques, la notion de contrat social évolue un peu et l'on parle d'Etat de nature. Les individus ne sont pas associés en états dès l'origine. D'où l'idée d'un contrat d'association pour former des sociétés politiques auquel succède un contrat de dévolution par lequel le peuple de ces sociétés confère le pouvoir politique à un souverain.

De telles conceptions du contrat social rompent avec les conceptions traditionnelles. Certes, dans les conceptions traditionnelles, il existait déjà l'idée d'un consentement des sujets au pouvoir qui les commande, mais cela était lié à sa légitimité qui résidait dans un exercice du pouvoir à la recherche du bien commun.

Ces idées vont être reprises et développées par l'école du droit de la nature et des genres qui met en avant l'idée d'un **double contrat** :

- un contrat volontaire qui doit être consenti par les chefs de famille
- un contrat par lequel le pouvoir est attribué au prince par le peuple. Ce contrat peut admettre la transmission héréditaire du pouvoir.

Pour Grotius, le peuple peut attribuer à son prince un pouvoir absolu. De même que l'on admet qu'un individu puisse devenir esclave, on admet que le peuple puisse se révolter en cas de non respect du contrat. Chez les successeurs de Grotius, ces idées vont évoluer dans un sens plus favorable à la monarchie limitée. Certes, Rudendorf admet que le peuple puisse imposer des limitations au pouvoir du prince mais il refuse tout droit de révolte au peuple.

## CHAPITRE 3 – LA TRANSITION ANGLAISE

### S1 – LA REVOLUTION PURITAINE

#### A - LES SOURCES

Le schisme anglican date de la décision de **Henri VIII** de divorcer et de se remarier ce que lui refusait le peuple. Du coup, avec l'Acte de suprématie (1534), il se proclame chef de l'Eglise d'Angleterre. Cette autonomie n'introduit pourtant aucune réforme des dogmes ou du culte. C'est avec la reine **Elisabeth I** que va véritablement s'instaurer une Eglise Anglicane particulière.

En Angleterre, cette nouvelle religion va susciter différentes oppositions religieuses notamment celle de ceux qui sont demeurés catholiques. **Marie Tudor** tentera, en vain, de rétablir le culte catholique. En 1605, "la conspiration des poudres" voulait faire sauter le parlement alors que le Roi y était. L'opération fut un échec et une terrible répression contre les catholiques s'ensuivit.

Se développe aussi, de plus en plus, l'opposition des puritains qui réclament la liberté de conscience et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Surtout, ils demandent une réforme du culte anglican, lui reprochant d'avoir conservé le même système monarchique que dans le culte catholique.

## B - LE DEROULEMENT

Cette opposition des puritains va dégénérer en conflit politique. Au début, il ne s'agit que d'un conflit entre le Roi et le parlement. Puis, les Rois anglicans prétendent exercer clairement leur rôle de chef de l'Eglise anglicane et avoir des idées théologiques. Dans ces ouvrages religieux, ils justifient le droit divin du Roi. Cela, disent-ils, donne le droit de lever des impôts sans autorisation du parlement.

Dans "*Les lois de la politique ecclésiastique*", **Hooker** pose le principe de l'absolutisme monarchique et refuse toute séparation de l'Eglise et de l'Etat. En face, le parlement est dominé par les puritains qui défendent l'idée d'une monarchie limitée par le parlement qui doit notamment autoriser la perception des taxes.

Deux révolutions successives vont avoir lieu :

- La première se déroule de 1640 à 1660. Le roi décida de gouverner sans parlement et de 1629 à 1640 aucun parlement n'est réuni. Ce sont les besoins financiers qui l'obligent finalement à en convoquer un. Bien entendu, il s'oppose à la politique royal et est donc immédiatement dissous. On parle de parlement court. Un nouveau parlement est réélu qui lui va s'éterniser. C'est alors qu'une guerre civile oppose le roi au parlement en 1642 et celui-ci n'hésite pas à utiliser des soldats contre le Roi. En 1644, **Cromwell** devient chef de l'armée parlementaire. En 1647, Charles 1<sup>er</sup> est fait prisonnier par Cromwell qui commence à prendre de l'ascendant politique. En 1648, il épure le parlement qui devient le *parlement croupion*. En 1649, il fait exécuter le Roi Charles 1<sup>er</sup>. En 1653, Cromwell se proclame Lord protecteur du Commonwealth. Il meurt en 1658 et est remplacé par son fils mais celui-ci n'a pas l'envergure nécessaire. En 1660, le général Monk fait appel au fils de Charles 1<sup>er</sup>, **Charles II**, jusque-là en exil en France et la monarchie est restaurée. La république prend fin. Cette restauration monarchique ne sera cependant que de courte durée.
- A la politique de Charles II s'opposent les Anglicans demeurés plus libéraux. Le peuple se divise alors entre les WHIGS qui soutiennent l'opposition libérale du Parlement et les TORIES qui soutiennent la politique du Roi. Malgré ces conflits, Charles II réussit néanmoins à se maintenir au pouvoir pendant 25 ans. A sa mort en 1685, lui succède son frère **Jacques II** qui s'est converti au catholicisme mais étant veuf et n'ayant pas d'héritier, il peut tout de même accéder au trône. Or voilà qu'il se remarie et a un fils. Les anglais font alors appel à la fille protestante de Jacques II qui s'est mariée à Guillaume d'Orange. Celui-ci chasse alors Jacques II du pouvoir et lui succède avec sa femme en 1689 dans le cadre d'une monarchie limitée.

## C - LES IDEES POLITIQUES PURITAINES

Le puritanisme, doctrine religieuse, est aussi une doctrine morale et politique. Un élément de cette doctrine religieuse va avoir une influence sur le monde : la prédestination : "*les hommes sont sauvés ou non selon un don de la grâce divine*". Une telle doctrine va avoir des conséquences sur le plan moral : cela va être un extraordinaire stimulant pour la création d'entreprise, chacun voulant réussir pour se prouver qu'il bénéficie de la grâce divine. Quoi qu'il en soit, cet esprit puritain va développer un certain utilitarisme. On cherche à s'enrichir pour se prouver la grâce divine.

Chez les puritains, on peut distinguer 2 tendances politiques :

- les presbytériens qui mettent en avant la souveraineté du parlement.
- Les indépendants qui opposent à la souveraineté du parlement la souveraineté populaire

Deux auteurs sont les doctrinaires de cette la pensée politique puritaine :

♦ **James HARRINGTON** (1611-1677) est l'auteur d'un ou ouvrage intitulé "*Oceana*" (1666) décrivant une cité idéale. Harrington y décrit un système aristocratique reposant sur une aristocratie de système terrien.

♦ **John MILTON** (1608-1674) est le poète connu, auteur du "*Paradis perdu*" (1667). Il est aussi l'auteur d'ouvrages politiques où il évolue d'une tendance presbytérienne vers une tendance plus proche des indépendants. Dans "*L'Aéropagitica*" (1644), il réclame la liberté de la presse et dans "*Les Iconoclastes*" (1649), il justifie le régicide. Il a aussi écrit "*La défense du peuple anglais*" (1651) et "*Le moyen aisé et commode d'établir une libre République*" (1660).

Tous ces auteurs ont une conception plutôt aristocratique de la politique contrairement à Hobbes et Locke.

Deux mouvements puritains :

- le mouvement des **niveleurs** se développe dans l'armée de Cromwell et est assez important de 1650 à 1657. Ce mouvement est représenté par John LIBURNE (1618-1657). Il défend des idées démocratiques : il souhaite l'élection annuel du parlement au suffrage quasi universel. Il veut aussi que les fonctionnaires soient élus par leurs subalternes.
- Le mouvement des **digueurs** ou "*vrai niveleurs*" va dépasser le mouvement des niveleurs. Ils e développe spontanément en 1648 et 1649. Un certain nombre de personnes vont se mettre alors à cultiver des terres restées jusque là en friche. Ils mettent en avant deux idées : les propriétaires sont des voleurs et la propriété porte sur des biens qui appartiennent en réalité à toute la communauté.

Ce mouvement constitue la 1<sup>ère</sup> réalisation d'un système économique communiste. Winstanley, issu de ce mouvement, est l'auteur de plusieurs textes dont "*Law of Freedom*" (1652) où il défend le principe d'une propriété collective dont les fruits sont distribués de manière égale. L'enseignement et le travail y sont obligatoires pour tout le monde.

## S2 – THOMAS HOBBS

### A - PRESENTATION

**L'homme : Hobbes** (1588-1679) est un Anglais. Ce n'est que vers 50 ans qu'il commence à rédiger son œuvre politique. C'est le type même de l'intellectuel. Il devient précepteur d'une grande famille aristocratique après avoir fait ses études. Il effectue de nombreux voyages sur le continent mais son principal séjour sur le continent est dû à l'exil. C'est lors de ses déplacements qu'il rencontre Descartes et Galilée.

**Son œuvre** : Son œuvre est très abondante et aborde tous les domaines du savoir. Seule son œuvre politique a une valeur durable :

*"Traduction de la guerre du Péloponnèse de Thucydide"* (1628) qui montre les désordres provoqués par la démocratie.

*"Les éléments de Droit"* (1640) qui comprend 3 livres : *"De Corpore"*, *"De Homine"* et *"De Cive"*.

*"Le Léviathan"* (1651), le nom d'un monstre dans le livre de Job, dans la Bible. Pour Hobbes, le Léviathan symbolise l'Etat.

**Le contexte de son œuvre** : Hobbes écrit et vit dans un contexte politique très agité. En Angleterre, il est en proie aux luttes religieuses et politiques entraînant guerres civiles et dictature de Cromwell. Celle-ci n'a qu'un temps et dès 1660 l'absolutisme semble triompher en Angleterre avec la restauration de Charles II et en France, c'est le début du règne de Louis XIV. Ce contexte très agité a une grande influence sur Hobbes. Avant même le début de la guerre civile, il choisit de s'exiler volontairement car il a peur d'avoir des ennuis du fait de ses idées.

En 1651, Hobbes choisit de retourner en Angleterre suite à la publication du Léviathan qui suscite de nombreuses critiques en France. Il est à la fois critiqué par les catholiques français et par les évêques anglicans en exil. Il est même exclu de la cour de Charles II alors en exil à Paris. Il retourne donc en Angleterre sans que cela constitue de sa part un ralliement à la dictature de Cromwell. A la restauration, Charles II accordera sa protection à Hobbes à la condition qu'il cesse d'écrire toute œuvre politique.

**La Philosophie de Hobbes** : Hobbes entend appliquer à la politique une nouvelle méthode scientifique dont il admire l'efficacité notamment dans le domaine de la géométrie. Hobbes est conscient de son point de vue totalement nouveau qui rompt avec les doctrines absolutistes de son temps et notamment avec Bossuet.

Pour Hobbes, il faut établir une autorité absolue dont la mission essentielle serait d'assurer la paix en fixant d'autorité le vrai et le faux de sorte que l'on éviterait ainsi les



discussions qui dégénèrent en conflits. Hobbes semble plus soucieux de l'ordre que de la justice mais ce n'est qu'une apparence car son expérience lui prouve que l'ordre est la condition du maintien de la Justice. Ce souci de l'ordre fait de Hobbes le père le plus évident du positivisme juridique moderne.

## **B - LE "*De Cive*"**

Voici quelques uns des thèmes développés dans le "*De Cive*" et qui seront repris ensuite dans "*Le Léviathan*" :

### **1 - L'état de nature.**

C'est pour Hobbes l'état initial dans lequel vivent les hommes avant de se mettre en société. Les hommes se mettent en société par une démarche volontaire motivée par la crainte qu'ils ont les uns des autres. Dans cet état de nature, chacun désire légitimement ce qui est bon pour lui. Chacun essaie de se faire du bien et chacun est seul juge des moyens nécessaires pour y parvenir. C'est pourquoi bien souvent les hommes ont tendance à entrer en conflit les uns avec les autres pour obtenir ce qu'ils jugent bon pour eux. Dès lors, l'état de nature entraîne la guerre permanente.

Les hommes prennent donc conscience qu'il faut sortir de cet état de nature. Cependant, pour Hobbes, cela ne signifie pas qu'il n'existait pas de droit naturel antérieur à la formation de la société. Au contraire, il existe une loi de la nature qui est dictée à notre conscience : la droite raison. Le premier choix fondamental de la nature est qu'il faut rechercher la paix et ne rechercher le secours de la guerre que si la 1ère est impossible à obtenir. Pour y arriver, dit Hobbes, il est nécessaire de renoncer à certains de ses droits. Il faut aussi respecter les conventions. Ces règles ne sont applicables que s'il y a réciprocité. Or, les hommes n'appliquent les règles que lorsqu'ils y sont forcés par la crainte...

### **2 - La société civile.**

Elle s'établit de façon progressive. Il apparaît qu'il faut une autorité pour établir l'ordre. Or, cette autorité ne peut être exercée que par l'ensemble de ceux qui se sont réunis. Il faut donc fixer une règle pour déterminer qui sera titulaire de l'autorité. Par une fiction juridique, on décide que la volonté de cette autorité est celle de la collectivité. Cette sortie de l'état de nature se fait par une convention de chacun avec tous les autres membres du groupe, convention par laquelle tous les associés décident de soumettre leur autorité individuelle propre à une autorité commune.

Ce système s'inspire de celui des monarchomaques mais s'en distingue car chez eux il y avait 2 contrats alors qu'ici il n'y en a qu'un et qui plus est, conclu entre les associés seulement. Le souverain n'est pas partie au contrat.

La nature de l'autorité est entièrement déterminée par la fonction que l'on entend lui faire jouer. Pour remplir ses fonctions, l'autorité doit bénéficier de tous les pouvoirs sans limite, ceci pour faire les lois, assurer leur autorité et enfin assurer la justice. Cette autorité doit être établie de façon irrévocable. Une telle autorité n'est pas sans risque, reconnaît Hobbes, mais de toute façon, en cas de tyrannie, tous les membres de l'association dispose d'un droit d'opposition si l'autorité n'assure pas convenablement son rôle. Qui plus est, on a le droit de ne pas exécuter les ordres si l'on estime qu'ils sont contraires à la loi naturelle.

Pour Hobbes, la conscience demeure toujours libre, ce ne sont que les actes extérieurs qui sont contraints.

### **3 - Les différents gouvernements.**

Hobbes distingue classiquement la Monarchie, l'Aristocratie et la Démocratie. Par contre, il exclu tout gouvernement mixte. Hobbes exclue l'idée classique depuis l'Antiquité qu'il existe une forme pure et une forme dégénérée pour chaque type de gouvernement.

Toute société commence nécessairement par la démocratie c'est à dire l'assemblée de tous ceux qui dans l'état de nature conviennent unanimement de conclure un contrat social et de se soumettre à la décision de la majorité d'entre eux.

Ce système initial peut se transformer soit en Aristocratie soit en Monarchie selon l'autorité à qui l'assemblée souveraine cède son pouvoir : un monarque ou un aristocrate. Il ne faut pas que cette cession se fasse par un contrat. Dès la cession, l'assemblée redevient une multitude de sujets et l'autorité reçoit alors sa souveraineté. S'il y avait contrat, on parlerait de gouvernement délégué et non de souveraineté. Chaque autorité souveraine peut abdiquer au profit d'une autre autorité souveraine. En principe, l'autorité souveraine ne meurt jamais sauf si son titulaire meurt ou y renonce sans désigner de successeur. Dans cette hypothèse, il y a retour à l'état de nature.

Pour Hobbes, la Monarchie est la meilleure forme de gouvernement. Certes, elle peut avoir des maux mais ceux ci sont bien plus répandus encore dans la démocratie. Comme les citoyens ne participent pas à l'élaboration des lois, cela leur permet de se consacrer entièrement à leurs affaires domestiques et personnelles.

### **4 - Quelques problèmes particuliers.**

- a. Hobbes réfute quelques idées erronées susceptibles d'entraîner la désunion sociale :
  - *"Chacun est juge du bien et du mal"* : c'est la cause de tous les méfaits de la société. Cette idée néglige le fait fondamental qu'il n'y a pas de justice avant l'établissement du droit positif.
  - *"On a le droit de désobéir au souverain qui semble injuste"* : c'est impossible car c'est le souverain lui même qui décide ce qui est juste ou injuste.
  - *"On a le droit de tuer les tyrans"* : c'est dangereux car n'importe qui peut tuer le monarque sous prétexte que c'est un tyran.

- *"le droit de propriété est absolu"* : en réalité, il est établi par le droit positif.

a. Les devoirs de la puissance souveraine :

La puissance souveraine a en effet des devoirs. *"le salut du peuple doit être la loi suprême"* dit Hobbes. Le souverain doit éviter de condamner sans avoir fixé préalablement la règle. Aussi, les lois doivent elles être connues et publiées d'avance.

b. La religion :

Le reproche d'Athéisme que l'on faisait à Hobbes était malencontreux car il est nullement question d'athéisme chez Hobbes. Pour Hobbes, il convient d'obéir à la société civile dans tout ce qui n'est pas contraire aux commandements de Dieu. Mais s'il est facile de déterminer quels sont les commandements encore faut-il les interpréter. Ceci doit être déterminé par la société civile elle-même. Pour Hobbes, il ne saurait y avoir de séparation entre pouvoir temporel et spirituel. Selon Hobbes :

Dans un état chrétien, l'église et l'état sont confondus mais pour les questions religieuses, le prince doit s'en remettre aux personnes consacrées.

Dans les états non chrétiens, le pouvoir temporel dispose du pouvoir religieux mais cela ne signifie pas qu'un sujet chrétien pourrait légitimement désobéir.

## S3 – LOCKE (1632-1704)

### A - PRESENTATION

**L'Homme** : Cet Anglais né 44 ans après Hobbes publie ses ouvrages à partir de 1689 soit au moment de la révolution orangiste. Comme Hobbes, Locke est un intellectuel qui se passionne pour les sciences nouvelles et surtout pour la médecine. Tous deux sont au service des grandes familles de l'époque. De 1667 à 1683, il sera médecin et secrétaire de Lord Ashley, chancelier d'Angleterre. De ce fait, sa vie sera plus mêlée à la politique que celle de Hobbes.

**Son œuvre** : Elle est très abondante mais moins variée que celle de Hobbes. Il n'a écrit aucun ouvrage littéraire. Parmi ses livres politiques, deux groupes d'ouvrages sont à mentionner :

- 3 lettres sur la tolérance écrites en 1689, 1690 et 1692.
- Les 2 traités du gouvernement écrits en 1690 : *"Les faux principes et fondements de Sir Robert Filmer"* et *"Essais sur le gouvernement civil"*. Dans le 1<sup>er</sup> livre, Locke réfute l'ouvrage *"De Patriarcat"* (1680) de Sir Robert Filmer et où ce dernier défend des idées absolutistes fondées sur la bible, idées assez proches de celles de Bossuet.

**Le contexte de son œuvre** : Dans sa jeunesse, Locke subit la guerre civile. Locke est alors étudiant à Oxford et aspire surtout au rétablissement de l'ordre et de la tranquillité. Il est favorable à la restauration de Charles II et va dans un 1<sup>er</sup> temps soutenir sa politique assez tolérante. En 1675, Lord Ashley est accusé d'avoir des idées républicaines et est révoqué de son poste de Chancelier. Il s'exile en France et Locke le suit. Lord Ashley retrouvera tout de même son poste en 1679.

Dans la question de la succession du Roi, Lord Ashley soutenait Monmouth - le fils bâtard du Roi - contre Jacques II. Le premier était protestant et le second catholique. C'est finalement Jacques II qui succède à son frère et Lord Ashley et donc contraint de s'exiler aux Pays-Bas. Devant la demande d'extradition déposée par le Roi Jacques II, Lord Ashley devra se cacher. Il ne retournera en Angleterre qu'après la révolution de 1690 et fait alors figure de doctrinaire officiel du nouveau régime.

**La philosophie de Locke** : Locke entend exclure toute considération religieuse et développer une pensée politique sur des bases purement rationalistes. Il prend une position différente de celle de Hobbes qui entend absorber la religion dans l'Etat. Locke prend le chemin inverse et prône une séparation complète du religieux et du politique. Il préconise une monarchie modérée où le souverain lui même serait soumis aux lois.

Quand bien même il adopte le même raisonnement que Hobbes sur l'état de Nature, Locke y apporte quelques correctifs et aboutit finalement à une monarchie modérée et non pas absolue. Ces correctifs reposent sur une plus grande confiance de Locke dans les hommes.

Les idées de Locke sont le fruit d'une longue fermentation qui a duré pendant tout le 17<sup>e</sup> siècle anglais (pétition of Right, Idées d'Hamilton puis de Harrington). La pensée de Locke n'est donc pas une pensée nouvelle mais une synthèse du courant de pensée opposé à l'absolutisme.

## **B - LE TRAITE DU GOUVERNEMENT CIVIL**

Dans ce 2eme Traité, Locke adopte des méthodes de raisonnement proches de celles de Hobbes mais qui aboutissent à un concept radicalement différent.

### **1 - CONCEPTION DE L'ETAT DE NATURE**

Comme Hobbes, Locke suppose que les hommes vivent initialement dans un état de nature où ils sont libres. Mais par contre, lui pense que cet état de nature n'est pas un état de guerre mais plutôt un état de paix et d'assistance mutuelle. L'état de guerre est alors considéré comme une violation de l'état de nature. Néanmoins, l'état de nature n'est pas un état entièrement satisfaisant car les hommes n'ont pas de juge supérieur pour punir leurs conflits. Aussi, dans l'état de nature, chacun est juge de sa propre cause et il peut donc y avoir des erreurs. C'est

pourquoi, il convient aux hommes de se mettre en société pour déterminer quelqu'un qui jugera leurs différents.

Contrairement à Hobbes, Locke considère que la propriété préexiste déjà dans l'état de nature. Locke reconnaît que Dieu a donné la terre en commun à tous les hommes mais que chacun est propriétaire des fruits de son propre travail et donc que chacun devient propriétaire de la terre qu'il a travaillé car la valeur de cette terre vient du travail que l'on y a incorporé. La difficulté a commencé lorsque s'est instaurée une économie monétaire car dès lors chacun a pu accumuler plus de biens qu'il ne peut en consommer immédiatement. On peut désormais accumuler des richesses sous forme monétaire. Si chacun peut étendre indéfiniment sa propriété, il y a alors des risques de disputes.

## **2 - LA SOCIÉTÉ CIVILE**

Chacun doit y consentir par un contrat social. Ce consentement en peut être donné qu'à l'âge adulte. Aussi, les rapports parents enfants demeurent ils régis par l'état de nature. Le but de ce contrat est d'affermir la loi naturelle pour établir des juges impartiaux appliquant les lois positives. Ainsi, plus personne ne peut être juge de sa propre cause.

## **3 - L'ORGANISATION DU GOUVERNEMENT**

Locke distingue classiquement les 3 formes pures de gouvernement : Monarchie, Aristocratie, Démocratie. IL reconnaît l'existence d'autres formes combinant ces 3 formes pures. Locke se dit indifférent quant au choix de ces formes. Il préconise toutefois un partage du pouvoir législatif entre plusieurs titulaires, l'objectif de ce pouvoir législatif étant d'améliorer l'état de nature. Ces lois ne sauraient justifier de prendre les biens des citoyens car au contraire la société a pour but de répartir ces biens.

Pour Locke, l'organisation du gouvernement implique une organisation hiérarchisée des pouvoirs :

Peuple souverain

↓

pouvoir législatif

↓

pouvoir exécutif

Le peuple souverain délègue son pouvoir au corps législatif mais celui doit lui rendre des comptes. En cas d'abus, le pouvoir législatif peut même être destitué par le peuple souverain qui reprendra alors l'exercice de sa souveraineté. Quant à l'exécutif, il est lui même subordonné au législatif. C'est donc un système hiérarchisé des pouvoirs et non un système de balance.

#### **4 - LA TYRANNIE**

Locke définit ainsi le Tyran ; "*celui qui propose non des lois mais sa propre volonté pour elles.*" S'il y a à la tête de l'Etat un tyran, cela entraîne la dissolution du gouvernement. Contrairement à Hobbes, Locke ne pense pas que cela entraînerait la dissolution de toute société. L'état de guerre entre le peuple et son gouvernement tyrannique n'arrivera que si aucune procédure n'est prévue dans les institutions. De plus, cela ne pose problème que si tout le peuple est concerné.

Locke admet néanmoins l'existence du risque de révolte de tout le peuple. Mais, dit-il, ce risque doit être accepté car sinon il faudrait accepter la rébellion du gouvernement lui-même contre le peuple.

### **3EME PARTIE – LA PREPARATION DE LA REVOLUTION**

#### **CHAPITRE 1 – LE REcul DE L'ABSOLUTISME**

##### **S1 – MONTESQUIEU**

## A - PRESENTATION

**Biographie** : Charles Louis Le Secondât, Baron de Montesquieu (1689-1755) vit des rentes de ses terres. Il appartient à la noblesse de Rome où il est conseiller. Alors qu'il est titulaire d'une charge parlementaire, il la revend afin de se consacrer à son activité d'homme de lettres. Il se rend souvent à Paris où il fréquente les salons. Il écrit des ouvrages aussi bien scientifiques que littéraires.

En 1721, ses *"Lettres Persanes"* lui apportent une célébrité précoce et lui ouvrent les portes de l'Académie Française dès 1728. Commence alors une longue préparation de *"L'esprit des Lois"* (1748) qui débute par un voyage en Europe. En 1734, il écrit *"Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains"*. Après *"L'esprit des Lois"*, il publie en 1750 une défense de cet ouvrage et un index. Il meurt en 1755.

**Caractère** : Montesquieu est doté d'une intelligence analytique. C'est un esprit concret et empirique. Le droit lui paraît trop abstrait. Par contre, il a une grande capacité d'observation, s'intéresse à des questions diverses et accumule une grande masse de documents. Montesquieu est fondamentalement optimiste. Il croit à la raison, aux vertus de l'équilibre et de modération. Il croit que l'on peut réaliser le bonheur sur terre.

**Son Œuvre** : elle est faite de 3 œuvres :

- ◆ *"Les lettres persanes"* ; des critiques voilées. Bien des thèmes de *"L'esprit des Lois"* y sont annoncés. Il y critique notamment les monarchies européennes.
- ◆ *"Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains"* : où il explique que la grandeur des romains vient de leur civisme et de leur intuition.
- ◆ *"L'Esprit des Lois"* : du point de vue sociologique, on en retient surtout la théorie du climat. Du point de vue politique, on en retient le chapitre sur la Grande Bretagne. En réalité, l'œuvre politique de Montesquieu est beaucoup plus complexe.

**Les sources d'inspiration** :

- ***le retour à une monarchie traditionnelle, limitée***

Montesquieu n'est pas le premier à s'inspirer de ce thème. Claude de Seyssel déjà souhaitait une monarchie limitée. Face à l'absolutisme de Louis XIV, Montesquieu n'hésite pas à remettre à l'honneur ces idées. On les retrouve aussi chez Saint-Simon.

- ***le système anglais***

La révolution de 1688 et l'œuvre de Locke jouissent d'un très grand prestige.

### **L'influence de "L'Esprit des Lois" :**

"L'Esprit des Lois" va lui-même avoir une influence diverse voire opposée. Certains ont extrait de cet ouvrage des modèles très différents :

#### **a. le modèle parlementaire**

c'est le modèle qui domine à l'époque

#### **b. le modèle anglais**

Relayé par Jean Louis De Holmes dans "*Constitution d'Angleterre*", ouvrage influencé par Machiavel et Locke. De ce fait, il donne une interprétation différente du système anglais. Ces institutions anglaises vont avoir une influence considérable tant aux États-Unis qu'en France au début de la Révolution. Ce sont alors les "monarchiens" qui essaieront d'établir en France des institutions à l'image du système anglais. Ce n'est qu'au 19<sup>e</sup> siècle que le système monarchique anglais va peu à peu s'imposer dans les institutions en France.

#### **c. le modèle traditionaliste**

Il reprend à Machiavel l'idée que les institutions sont le produit de l'histoire.

## **B - Certains aspects de "l'esprit des Lois"**

### **1. La conception des lois chez Montesquieu**

Le thème des lois est abordé dès le début de l'ouvrage. Montesquieu étudie les lois en général (a) puis les lois de la nature (b) et enfin les lois positives (c).

- a. Les lois en général : D'après Machiavel, "*les lois, dans la signification la plus étendue, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses*". Les hommes peuvent violer les lois auxquelles ils sont soumis car ils sont libres et ont une intelligence bornée.
- b. Les lois de la nature : Montesquieu part de l'idée d'état de nature. Contrairement aux autres auteurs, il est très sommaire sur cette question si bien que l'on a l'impression qu'il s'agit là d'une clause de style, d'un point de départ obligé. Montesquieu explique que cet état de nature n'est ni un état de guerre ni même un état qui dure car la tendance naturelle des hommes est de se mettre en société. En réalité, dit Montesquieu, ce n'est pas lorsque les hommes étaient isolés les uns des autres qu'il y avait état de guerre mais plutôt lorsqu'ils étaient en société. C'est alors qu'ils sont rivaux les uns des autres. Aussi, cette rivalité nécessite-t-elle d'établir dans cette



société des lois positives pour y faire durer la paix. Il n'y a pas de contrat social ici. C'est les nécessités de la société qui imposent l'existence d'un gouvernement pour établir les lois positives.

- c. Les lois positives : Ce ne sont pas des règles arbitraires visant à maintenir l'ordre mais plutôt des règles qui rappellent les lois naturelles propres à chaque Etat. "La loi en générale est la raison humaine en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre et les lois politiques ou civiles ne doivent être que les cas particuliers où s'appliquent les lois naturelles."

Dans cette perspective, il est clair que pour Montesquieu les lois de la Grande-Bretagne ne seront pas bonnes telles qu'elles pour la France.

N'est une loi pour Montesquieu qu'une loi raisonnable, conforme aux rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses. De toute façon, si une loi s'écarte de la nature des choses, elle échouera. Il convient que les lois, dans chaque forme de gouvernement, soient conformes à ces principes.

## 1. Les différentes formes de gouvernement

Montesquieu adopte une classification classique :

- la *République* qui combine démocratie et aristocratie
- la *monarchie* qui est le gouvernement d'un seul par des lois fixes et établies
- le *despotisme* qui est le gouvernement d'un seul sans lois et ni règles, selon la volonté et les caprices du despote.

Le problème de Montesquieu c'est de savoir comment faire pour que le gouvernement d'un seul soit institutionnalisé. Les gouvernements de plusieurs supposent nécessairement des règles fixes, des règles positives pour organiser ce gouvernement et de ce fait sont modérés. Le problème ne se pose donc que pour les monarchies. Le Monarque pourra plus facilement devenir un despote.

Les différentes formes de gouvernement sont fonction de la taille du pays et plus ou moins adaptées à cette taille. Alors que les républiques ne concernent que les petits états, la monarchie est le gouvernement des grands royaumes.

Montesquieu distingue la république démocratique, la république aristocratique et la monarchie :

- a. **La république démocratique** : Montesquieu critique la "démocratie directe" car il considère que le peuple est incapable de gérer lui-même ses affaires. La démocratie représentative vaut beaucoup mieux. "*Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier une partie de son autorité.*"
- b. **La république aristocratique** : Plus l'aristocratie se rapproche de la démocratie meilleure elle est. Montesquieu n'aime pas trop cette forme de gouvernement.
- c. **La monarchie** : dans cette dernière forme, il faut des lois fixes et établies permettant de limiter le pouvoir du monarque lui-même. Il faut pour cela des corps intermédiaires subordonnés et indépendants. Ces corps vont en quelque sorte contraindre le Roi à

respecter et les lois et vont l'empêcher de gouverner selon ses caprices : *"Ces lois fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance"*.

Pour Montesquieu, il faut une seconde institution pour que la monarchie échappe au despotisme : un corps spécialisé dans le dépôt des lois. Si les lois ne sont pas enregistrées ou qu'un corps n'est pas là pour les rappeler quand on les oublie, c'est comme s'il n'y en avait pas.

## **1. la liberté politique selon Montesquieu**

Pour Montesquieu, ce n'est pas le gouvernement du peuple. On a confondu le pouvoir du peuple avec la liberté du peuple. La liberté ne consiste pas à disposer du pouvoir politique mais à être soumis aux seules lois. Montesquieu donne la définition suivante : *"La liberté politique c'est le droit de faire tout ce que les lois permettent."*

Pour Montesquieu, il n'y a pas une forme de gouvernement plus apte que d'autres à assurer la liberté. Pour qu'un gouvernement assure la liberté, il doit être modéré : c'est un gouvernement où il y a des lois ainsi qu'en son sein un système empêchant les abus de pouvoir. Montesquieu préconise pour cela la mise en place d'une balance des pouvoirs de telle sorte que les titulaires du pouvoir se limitent mutuellement :

*"Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir."*

La liberté n'est donc possible que dans un gouvernement modéré et où les titulaires du pouvoir n'excèdent pas leurs compétences, limitées par la balance des pouvoirs.

Montesquieu n'évoque pas ici l'idée de contrat social ni de droit de contrôle du peuple. En effet, pour Montesquieu, tout pouvoir suprême est dangereux dès lors qu'il n'a pas lui-même de limite. Or, le peuple lui-même pourrait abuser de sa souveraineté. Tout pouvoir doit entrer dans le jeu de la balance et le pouvoir du peuple au même titre.

## **C - LES INSTITUTIONS ANGLAISES ETUDIEES PAR MONTESQUIEU**

Il y a en Angleterre 3 pouvoirs séparés : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Parmi ces 3 pouvoirs, le judiciaire joue peu de rôles. La balance des pouvoirs se fait essentiellement entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

### **LE POUVOIR EXECUTIF**

un pouvoir de dissolution sur la chambre basse

Montesquieu passe sous silence ce pouvoir

### **LE POUVOIR LEGISLATIF**

chambre élue

+ droit de veto au profit de l'exécutif.

### **LE POUVOIR JUDICIAIRE**

le monarque est irresponsable

mais ses ministres sont responsables pénalement

Montesquieu ne se rend pas compte que

cette responsabilité pénale se

transforme alors en responsabilité politique.

Pour Montesquieu, ce système politique anglais ne constitue pas un modèle à imiter. Une liberté plus modérée serait selon lui plus raisonnable.

## **S2 – LA DIFFUSION DES IDEES ANGLAISES**

Dans le sillage de Montesquieu, va se développer au 17<sup>e</sup> siècle une influence du système politique anglais notamment avec le livre de Jean Louis De Holmes.

### **A - JEAN LOUIS DE HOLMES**

**Jean Louis De Holmes** (1741-1806) est un Suisse, né à Genève dans une famille bourgeoise. Il est Avocat et participe aux luttes politiques locales. Son attitude politique le contraint ainsi à l'exil. Il s'installe alors en Angleterre et y publie son livre *"La constitution de l'Angleterre"*. De Holmes a écrit d'autres ouvrages mais qui sont de peu d'importance. *"La constitution de l'Angleterre"* constitue une sorte d'idéalisation du régime anglais. En effet, De Holmes fait abstraction d'un certain nombre de réalités du système anglais. Aussi, son ouvrage vaut plus comme une théorie du libéralisme que comme une description scientifique du régime anglais.

Cet ouvrage va connaître un succès considérable en France. Il exerce une grande influence sur les monarchiens qui tentent de faire prévaloir en France les institutions anglaises. Bien sûr, il aura également un grand succès en Grande-Bretagne. Son influence s'étend également aux Etats-Unis par l'intermédiaire de John Adams qui dans les années 1780 est ambassadeur de la jeune république américaine en Angleterre et publie l'ouvrage *"Apologie des constitutions aux Etats-Unis"*. Il s'y inspire des idées de Holmes qu'il introduit aussi à la convention chargée de préparer la constitution des Etats-Unis.

## B - LA PENSEE DE HOLMES

- a. De Holmes fait ***l'éloge de la balance des pouvoirs***. L'exécutif dit-il doit appartenir au Roi seul. Ceci n'est pas dangereux, au contraire, cela permet un meilleur contrôle car il est plus facile de contrôler une seule personne qu'un corps collectif. De toute façon, le Roi ne peut rien faire sans les lois votées par le Parlement, il a besoin du parlement pour voter les Impôts nécessaires à lever l'armée. Les abus du Roi sont donc empêchés par sa dépendance du corps législatif.

De même, ce corps législatif se voit empêcher d'abuser de son pouvoir : d'une part, parce qu'il est composé de deux chambres qui se font contrepoids, d'autre part, parce que ces chambres ne peuvent exercer leur compétence que si elles ne sont pas dissoutes. Qui plus est, elles peuvent se voir opposer le veto du Roi si les lois qu'elles votent deviennent tyranniques. De toute façon, même si le législatif abusait de son pouvoir, il n'en tirerait aucun profit car il ne pourrait faire exécuter les lois. De plus, les Lords sont aussi soumis aux lois ce qui n'est pas le cas en France.

Pour De Holmes, un tel équilibre est une garantie de la liberté.

- b. ***Sa conception de la liberté*** : pour De Holmes, la liberté ne résulte pas de la participation au pouvoir. De Holmes critique à cet égard Rousseau : *"Les Anglais ne sont libres qu'au moment des élections, ensuite ils sont esclaves de ceux qu'ils ont élus."* Pour Holmes, cette liberté au moment des élections n'est qu'une illusion car l'influence de chacun en participant est minime et qui plus est, on doit se soumettre à la majorité. De toute façon, le peuple est inapte à participer au pouvoir. Ce n'est donc pas cette participation qui assure la liberté des citoyens.

Cependant, De Holmes insiste tout de même sur la nécessité de donner au peuple un droit de suffrage. Mais la liberté ne réside pas dans ce droit de suffrage. Ce n'est qu'un moyen de garantie pour contrôler que les gouvernements font de bonnes lois respectueuses de la liberté.

*Ainsi, pour Holmes, en Angleterre, on diminue le pouvoir du peuple pour accroître d'autant sa liberté.*

- c. ***Les avantages du gouvernement représentatif*** : il constitue une assemblée restreinte et non pas l'assemblée de tout le peuple. Une telle assemblée est plus souple et finalement plus puissante pour faire face à l'exécutif et empêcher ses abus, plus que la masse du peuple. Il n'y a pas à craindre qu'une telle assemblée abuse de son pouvoir car elle-même ne fait que contrôler l'exécutif et les membres de l'assemblée ont le même intérêt que la masse du peuple à contenir l'exécutif et à l'obliger à respecter les lois.

Finalement, un gouvernement représentatif n'empêche pas une certaine influence du peuple au moment des élections. Cette influence s'exerce aussi grâce à la liberté de la presse qui permet au peuple de se faire une opinion et d'agir en connaissance de cause au moment des élections : c'est bien là une forme de contrôle du pouvoir législatif.

Ainsi, il s'agit bien d'un système de contrôle des pouvoirs : l'assemblée contrôlant le pouvoir exécutif ; le peuple contrôlant l'assemblée élue. Seulement, les pouvoirs de contrôle n'ont ici pas de pouvoir d'action.

## **C - LE FEDERALISTE**

*"Le Fédéraliste"* est un autre ouvrage diffusant les idées anglaises.

### **1. le contexte de l'ouvrage**

C'est celui de l'Indépendance des Etats-Unis : Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776 par Jefferson. Le 15 septembre 1777, vote des 13 articles de la confédération qui dote les 13 colonies d'une constitution fédérale. Enfin, le 3 septembre 1783 est signé le Traité de Versailles par lequel l'Angleterre reconnaît l'indépendance des Etats-Unis.

On se rend vite compte que cette configuration fonctionne mal car il y a peu d'échanges entre les colonies et aucun pouvoir de contrainte dans le cadre de la confédération. Toute décision doit être prise à l'unanimité. Aussi, certains se rendent compte que cette constitution fédérale n'est pas satisfaisante. Un projet de constitution est adopté lors d'une convention qui se tient à Philadelphie le 17 septembre 1787. Elle entre en vigueur le 21 juin 1788. L'adoption de cette constitution donne lieu à certains compromis entre Républicains et Fédéralistes.

### **2. l'ouvrage**

Le fédéraliste est au départ une série d'articles de journaux parus entre 1787 et 1788 dans les quotidiens New-Yorkais. Le texte paraît sous la forme d'un ouvrage en 2 tomes. Les articles sont anonymes mais on sait bien quels en sont les auteurs :

- **Alexander Hamilton** (1784-1804)

Représentant de l'Etat de NY et auteur de plus de la moitié des articles du Fédéraliste.

- **James Madison** (1750-1836)

Représentant de l'Etat de Virginie.

- **John Jay** (1745-1829)

Diplomate professionnel, adjoint de Benjamin Franklin, il rédige les articles concernant les Affaires Etrangères.

Participent donc à cette rédaction deux auteurs, Hamilton et Madison, qui deviendront par la suite les leaders respectifs des partis Fédéraliste et Républicain.

Hamilton, chef de file du parti Fédéraliste, deviendra ministre des Finances et défendra un point de vue conservateur, défendant les intérêts des industriels et commerciaux du nord des Etats-Unis. A ce point de vue s'oppose Jefferson, qui devient chef de file du parti républicain. Il était ambassadeur en France jusqu'en 1789 puis devient ministre des Affaires Etrangères. Jefferson est moins favorable au pouvoir central. Il exprime le point de vue agricole du sud et de l'ouest des Etats-Unis. Georges Washington lui-même prendra parti pour Hamilton amenant Jefferson à démissionner. Jusqu'en 1800, les présidents américains seront tous des Fédéralistes. A cette date, Jefferson se fait élire. Lui succèdent ensuite Madison et Monroe, des Républicains.

## 1. les grands thèmes du fédéraliste

Est défendue l'idée qu'il est nécessaire d'avoir un ***gouvernement fort*** faute de quoi il n'y a pas de liberté possible. On proposait même que le président soit élu à vie. Hamilton démontre qu'une ***concentration de l'exécutif*** est sans danger. L'avantage c'est que du coup les responsabilités sont clairement établies.

Il faut également une ***séparation des pouvoirs***. On fait référence à Montesquieu et à l'exemple de la Grande-Bretagne : les pouvoirs doivent être distribués entre plusieurs personnes de façon à établir une ***balance des pouvoirs***. Mais les auteurs ne se rendent pas compte qu'entre temps le régime anglais est devenu parlementaire car le veto du roi est tombé en désuétude. Ils vont donc imiter quelque chose qui n'est plus le régime anglais créant ainsi un régime présidentiel.

Ils recommandent aussi des ***élections fréquentes*** de façon à ce que le pouvoir demeure entre les mains du peuple : la chambre des représentants est élue pour 2 ans, le sénat pour 6 ans.

Dans l'article 10 sur "*le danger des factions*", Madison explique que le système américain permet d'éviter que des factions - *un ensemble de citoyens unis et dirigés par un intérêt commun contraire aux droits des autres citoyens* - n'accède au pouvoir et légifère dans son seul intérêt. En effet, le système américain établit un gouvernement représentatif or on peut espérer que les représentants du peuple seront plus raisonnables que les masses populaires elle mêmes. De plus, dans un grand état comme les Etats-Unis, il y a une multitude d'intérêts particuliers et donc autant de factions. Toutefois, aucune n'aura à elle seule la majorité si bien que pour que décision soit prise à la majorité, il faudra nécessairement l'union de plusieurs factions qui renoncent à faire prévaloir leur intérêt particulier.

## S3 – LE DESPOTISME ECLAIRE

### A - LA NOTION DE DESPOTISME ECLAIRE

A l'époque, on parlait de despotisme légal, terme peu adéquat car le despote est celui qui gouverne selon ses caprices et non selon les lois. On devrait plutôt parler d'**absolutisme éclairé** par référence à l'absolutisme du 17<sup>e</sup> siècle mais alors qu'il était fondé sur la religion, celui-ci se veut fondé sur la raison. L'absolutisme de droit divin ne se voulait pas arbitraire ou despotique mais son gouvernement était absolu c'est à dire qu'il ne connaissait aucune limite à son pouvoir. Mais si le monarque n'a pas de limite à sa compétence, il doit néanmoins gouverner selon les lois de la nature. D'où l'appellation de *Physiocrate* ; gouvernement de la nature. Ce gouvernement de la raison va pouvoir s'établir grâce au progrès des lumières et des connaissances.

Cette conception de l'absolutisme éclairé va devenir la politique dominante à partir de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Très vite, le modèle anglais et Montesquieu vont perdre de leur prestige. L'influence de Montesquieu et la référence au modèle anglais ne disparaissent bien sûr pas complètement mais en France, elles laissent la place à une réflexion rationaliste. En effet, se développe une foi dans le progrès qui entraîne une indifférence aux leçons du passé, aux traditions. Se développe aussi une foi dans la vérité. On critique l'Angleterre à travers la division des pouvoirs et la division des partis, source d'anarchie et de démagogie dit-on.

Cette doctrine demeure fondamentalement une doctrine libérale mais qui entend établir la liberté d'une autre façon. Il ne s'agit plus de faire des réformes politiques dans le but de limiter le pouvoir. On est même prêt à renforcer le pouvoir au contraire car un pouvoir plus concentré serait plus efficace. On veut que ce pouvoir soit mieux éclairé de façon à conduire une politique plus rationnelle ce qui ne veut pas dire despotique car une telle politique devra respecter l'ordre public des choses.

### B - LES ECOLES QUI ONT PARTAGE CE MOUVEMENT

Ce vaste courant peut être regroupé en deux écoles principales :

#### 1. les physiocrates

C'est un groupe homogène avec pour chef d'Ecole François Quesnay (1694-1774). Les idées défendues par les physiocrates vont trouver un début d'application avec Turgot, contrôleur général des Finances. La doctrine des physiocrates est une doctrine essentiellement économique. En politique, les physiocrates sont pour une monarchie absolue, éclairée, notamment par les lois naturelles régissant l'Economie. Si le

gouvernement doit intervenir en Economie, c'est uniquement pour rétablir le libre jeu des lois économiques. Idée de Base : si chacun poursuit son intérêt particulier, cela correspond à l'intérêt général. Ces physiocrates sont les précurseurs d'Adam Smith, Malthus et Ricardo.

## 2. les philosophes

C'est un ensemble beaucoup moins homogène que le précédent mais qui a tout de même un centre de gravité : l'Encyclopédie de Diderot. Mais lorsqu'en 1759, l'Encyclopédie sera condamnée, ces philosophes se divisent en deux tendances :

- ***l'une modérée et déiste*** dont les principaux représentants sont des gens comme D'Alembert ou Voltaire.
- ***l'autre plus extrémiste et ouvertement athée*** dont les représentants sont Diderot et le Baron D'Holbach.

Tous néanmoins communient dans la même conception du despotisme éclairé.

**Voltaire** (1694-1778) n'adhère pas au système politique anglais. Certes, il y admire la garantie des libertés individuelles mais se désintéresse des mécanismes politiques qui y sont. En réalité, en matière politique, Voltaire est le type même de l'intellectuel engagé qui prend la défense des opprimés et défend les libertés. Il plaidera ainsi pour la révision du procès Calas et dans l'affaire du Chevalier De La Barre.

Le **Baron d'Holbach** (1723-1789) est un riche Allemand qui se fait naturaliser et tient Salon à Paris pour les philosophes. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont "*Systèmes de la Nature*" (1770).

Alors que les physiocrates se préoccupent essentiellement de libertés économiques, les philosophes se préoccupent surtout de libertés publiques comme la liberté de pensée et les garanties individuelles. La liberté de pensée c'est aussi pour eux la liberté de conscience. Ils s'opposent plus ou moins ouvertement à l'Eglise catholique et manifestent des idées déistes voire athées. Ils se soucient aussi des garanties individuelles d'où une réclamation de la réforme des procédures judiciaires.

### 1. Le livre du Baron d'Holbach : "*Le système social*" (1773)

Cet ouvrage soulève deux points importants :

#### a. les fondements du pouvoir

D'Holbach reprend ici l'idée de contrat social. Il existe un état de nature où les hommes vivent à l'état sauvage. Les hommes sortent de cet état de nature et se mettent en société pour assurer leur bien être. Ce contrat conclu entre la population et le souverain a un but bien déterminé.



Le pouvoir doit respecter les fins pour lesquelles il a été établi car s'il gouverne mal, il perd toute sa légitimité. Un gouvernement illégitime dans sa source peut devenir légitime par l'usage qu'il fait du pouvoir. Donc l'important pour D'Holbach est que le gouvernement gouverne dans l'intérêt du peuple et conformément aux lois naturelles.

## **b. les différentes formes de gouvernement**

D'Holbach nous dit : peu importe la forme du gouvernement, pourvu qu'il gouverne dans l'intérêt du peuple. De toute façon, chaque forme de gouvernement a ses inconvénients et peut dégénérer. Aucune forme n'est meilleure qu'une autre.

Quelle solution Holbach donne t-il au problème du mauvais gouvernement ?

Ce n'est pas de changer de gouvernement ni de préférer un gouvernement mixte combinant les 3 formes de gouvernement. Par exemple, le système de contrepois existant en Angleterre provoque des factions et aboutit finalement au malheur du peuple.

## **CHAPITRE 2 – LES PROGRES DE LA CONTESTATION**

### **S1 – JEAN JACQUES ROUSSEAU**

#### **A - L'HOMME ET SON OEUVRE**

##### **1. SA VIE**

Jean Jacques Rousseau (1712-1778) a une origine sociale modeste. En 1727, son père qui est horloger le place comme apprenti chez un graveur. En 1728, en rentrant d'une promenade, il trouve les portes de la ville de Genève fermées. Il décide alors de s'enfuir et se réfugie en Savoie. Là, il se convertit au catholicisme afin d'obtenir de l'aide. Il mène ainsi une vie errante et peu stable.

Puis, il devient homme de compagnie de Madame de Varin et monte à Paris pour y trouver la fortune. Entre temps, il avait inventé un nouveau système de notation des notes de musique mais il n'eut qu'un succès d'estime. Néanmoins, cela lui ouvre les portes des salons parisiens et il devient ainsi ami de Diderot pour lequel il écrira dans l'Encyclopédie des articles sur la musique. En 1750, suite à son *"Discours sur les sciences et les arts"*, il se voit primé par l'Académie de Dijon.

Cette gloire nouvelle ne lui apporte cependant pas le bonheur. Il reprend sa vie errante et se brouille avec ses amis philosophes. En 1754, il retourne à Genève et y retrouve ses droits de citoyens genevois. En 1763, il répudiera officiellement son titre de citoyen genevois.

##### **2. SON CARACTERE**

Jean Jacques Rousseau est un autodidacte. Il est ambitieux, arriviste et d'une extrême sensibilité d'où son instabilité de caractère et le fait qu'il ne soit jamais à l'aise dans la société des hommes. En vieillissant, Rousseau est de plus en plus atteint par la maladie de la persécution. Il se brouille avec tous et devient de plus en plus solitaire.

##### **3. SON OEUVRE**

Ce sont surtout les **œuvres littéraires** publiées de son vivant qui ont fait sa célébrité :

*"La nouvelle Héloïse"* (1761)

*"Emile ou de l'Education"* (1762)

mais aussi ses œuvres littéraires posthumes :

*"Les Confessions"*

*"Rousseau juge de Jean Jacques"*

*"Les rêveries d'un promeneur solitaire"*

Ses **œuvres politiques** peuvent être regroupées en 3 catégories :

- a. **les premiers discours** où Jean Jacques Rousseau pose les fondements philosophiques de sa position.

Dans son *"Discours sur les Sciences et les Arts"* (1750) Rousseau va soutenir une attitude paradoxale et considérer que le rétablissement des sciences et des arts n'a pas contribué à épurer les mœurs, au contraire ! Il remporte le prix et suscite une grande polémique de salon.

Dans son *"Discours sur l'origine de l'inégalité"* (1755), Rousseau se demande quelle est l'origine de l'inégalité des conditions parmi les hommes et si elle est autorisée par la loi naturelle.

- b. **son œuvre fondamentale** : *"Du contrat social"* appelé aussi "Principes du Droit Politique".

Rousseau aurait voulu publier un ouvrage plus vaste sur les institutions politiques mais il ne traite finalement que du droit constitutionnel interne. Au départ, le livre a un succès limité car il apparaît trop "sec". Rousseau lui-même s'est par la suite désintéressé de son contrat social et pensait même que l'ouvrage était à refaire. Néanmoins, il deviendra la bible des révolutionnaires.

- c. **des œuvres diverses** qui constituent des applications du "contrat social" :

on citera un article intitulé *"Economie Politique"* publié dans l'Encyclopédie de Diderot. Rousseau entend économie politique au sens ancien c'est à dire par

opposition à l'économie domestique. Cela devient synonyme pour lui d'organisation politique par opposition à l'organisation domestique.

D'autres ouvrages sont des applications du contrat social à des pays particuliers :

Il en est ainsi des *"Lettres de la montagne"* (1764) où Rousseau entend se défendre contre les attaques de Genève et critique ici le régime de Genève.

Deux autres ouvrages sont des réponses de Rousseau à des consultations :

*"Le projet de constitution pour la Corse"* écrit en 1765 et publié en 1766.

*"Des considérations sur le gouvernement de Pologne"* écrit en 1771 et publié en 1782.

## 1. LES FONDEMENTS DE SON ŒUVRE POLITIQUE

Le *"Discours sur les Sciences et les Arts"* est une thèse défendue par Rousseau ; selon lui, *l'homme est bon et heureux par nature*. C'est la civilisation qui fait sa corruption et finalement son malheur. En particulier, cela amène le luxe et l'oisiveté qui sont des fausses valeurs. Le développement des sciences et des arts ne fait rien pour la vertu. Tel est ici le paradoxe que soutient Jean Jacques Rousseau face à l'opinion commune que le progrès des sciences et des arts apporte le bonheur. Rousseau pense le contraire. Cette idée de Rousseau, il faut réaliser que c'est l'idée traditionnelle, antique, que la société est inéluctablement décadente, qu'il y a bien eu un âge d'or mais que cet âge d'or est antérieur à la société actuelle. Cette idée est reprise par Rousseau avec ce mythe d'un état naturel, simple et heureux.

La philosophie de Rousseau est donc pessimiste car Rousseau dit qu'il n'y a pas de retour possible à cet âge d'or ancien : *on n'a jamais vu un peuple, une fois corrompu, revenir à la vertu. La seule chose que l'on puisse faire c'est de ralentir cette décadence, de limiter le mal par le mal lui-même. Laissons donc la science et les arts adoucir en quelque sorte la férocité des hommes qu'ils ont corrompus.*

Dans le *"Discours sur l'origine de l'inégalité"*, Rousseau explique que dans l'état de nature, l'homme était heureux car il avait peu de besoins. Les choses ont commencé à dégénérer avec l'instauration de la propriété. Celle-ci s'est établie car les hommes sont devenus agriculteurs et se sont appropriés les terres. La division du travail ajoutée aux inégalités de richesses a entraîné des luttes d'intérêt entre les riches et les pauvres. Les riches ont convaincu les pauvres d'établir la société civile. Dans le but de protéger leurs biens, ils y ont établis des magistrats ajoutant ainsi des inégalités sociales.

Une phrase de Jean Jacques Rousseau résume assez bien sa pensée à ce sujet : *Le premier qui ayant enclos un terrain s'avisa de dire "ceci est à moi !" et trouva des gens assez simples pour le croire fût le vrai fondateur de la société civile.*

## 2. LA PORTEE POLITIQUE DE SES IDEES

- a. **l'influence des idées de Rousseau** va être considérable. Les révolutionnaires ont une grande reconnaissance pour Rousseau mais celle ci repose en fait sur un malentendu car les révolutionnaires n'ont retenu de Rousseau que le contrat social. Ils entendent ce contrat social comme un projet politique d'avenir alors que pour Rousseau son système est présenté comme quelque chose d'inapplicable dans un grand Etat moderne. Pour Rousseau, il est clair que ce qui devrait être n'est pas nécessairement possible.

Que penser de cette Influence ? On dit que Rousseau n'a rien inventé mais a tout enflammé. Cette phrase n'est vraie qu'en partie seulement. Par contre, si une chose a bien été inventée par Rousseau c'est la **notion de volonté collective**. Il n'y a pas chez Rousseau l'idée de délégation de volontés individuelles mais de délégation collective. Pour Rousseau, il existe une volonté de la collectivité elle-même et non pas des représentants de cette collectivité. Ainsi, pour Rousseau, la liberté résulte de la participation de tous à cette volonté collective. Il s'oppose ainsi à la pensée de Locke pour qui la liberté implique une limitation de cette participation.

- b. **l'interprétation de l'influence de Rousseau** oppose classiquement Montesquieu et Rousseau.

Montesquieu est décrit comme le père de l'individualisme libéral, ses idées reposant sur un point de vue réaliste et il prend le monde tel qu'il est. Rousseau, au contraire, serait le père du collectivisme totalitaire, ses idées reposant sur un point de vue abstrait et il envisage le monde non tel qu'il est mais tel qu'il devrait être.

Montesquieu aurait eu une influence déterminante en 1789 chez les premiers constituants et dans les régimes libéraux.

Rousseau et ses disciples auraient influencé les Jacobins montagnards de la Convention et son application à la politique déboucherait sur les régimes totalitaires.

Cette présentation est un peu exagérée. Rousseau n'est pas l'anti-Montesquieu : il ne le critique jamais dans ses livres et se présente implicitement comme son disciple. On retrouve chez Rousseau bien des thèmes chers à Montesquieu : la théorie des climats, la diversité des circonstances.

On peut dire par ailleurs que certains ont été plus influencés par l'un que par l'autre. Dès 1789, c'est l'influence de Rousseau qui prédomine et non celle de Montesquieu. Les constituants empruntent à Rousseau l'instauration d'un régime représentatif. Mais à l'époque, la démocratie n'était conçue que comme indirecte.

## B - LE CONTRAT SOCIAL

Il est divisé en 4 livres, aucun ne portant de titre mais chacun ayant un thème bien délimité que nous étudierons :

LIVRE 1 - la formation de la société politique

LIVRE 2 - les explications relatives à ce qu'est la volonté générale

LIVRE 3 - les différentes formes de gouvernement

LIVRE 4 - les institutions particulières telles que le principe majoritaire ou la dictature.

## **LIVRE 1 - LA FORMATION DES SOCIÉTÉS POLITIQUES**

Dans le livre 1, Rousseau s'interroge sur les sources légitimes de l'Autorité. Selon Rousseau, dans l'état de nature, il n'y a aucune autorité des hommes les uns sur les autres. Aucun homme n'a une autorité naturelle sur son semblable. La seule source légitime de l'autorité c'est le consentement des individus à cette autorité. Donc cette autorité peut s'établir par une convention conclue par la majorité des citoyens. La convention n'a pas pour but de se soumettre à l'autorité d'un autre mais de se constituer en tant que peuple.

Le problème est de trouver une forme de convention d'association qui maintienne la liberté de ceux qui se sont associés. Le contrat social répond à cet objectif. Le contenu du contrat social est directement déterminé par son objet : l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à toute la communauté. Les avantages c'est qu'une telle clause est égale pour tous ; comme on cède tous ses droits sans réserve, aucune contestation n'est possible et *"chacun se donnant à tous, ne se donne finalement à personne."*

Dès la conclusion de ce contrat, est constituée un corps politique qui remplace la personne particulière de chaque contractant. Ce corps politique est une personne morale, un être de raison : il est doté d'une volonté et d'une vie qui sont bien réelles. Ce corps politique n'a pas d'intérêt contraire à ses membres mais son intérêt ne se confond pas avec l'intérêt particulier de chacun de ses membres. Chaque membre de la société, en adhérant, souhaite le bien commun de cette société et on peut donc dire que l'intérêt général est la volonté de chacun. Mais en même temps, chaque individu peut avoir un intérêt particulier différent de l'intérêt général. C'est pourquoi Rousseau considère que l'intérêt du corps politique ne doit pas être confondu avec l'intérêt de chacun de ses membres : *si on force un citoyen à respecter la volonté générale alors qu'il aurait voulu suivre son intérêt particulier, ce n'est pas le contraindre mais le forcer à être libre.*

## **LIVRE 2 - NOTION DE VOLONTÉ GÉNÉRALE**

Pour Rousseau, la **volonté générale** c'est la volonté commune, qui porte sur l'intérêt commun, qui entend réaliser le bien commun de tous dans cette collectivité. La souveraineté c'est l'exercice de la volonté générale. Seule la collectivité elle-même est juge des limites de son pouvoir, de ce qu'il est nécessaire de faire dans l'intérêt commun et de ce qui peut être laissé aux intérêts particuliers (selon que l'on est en période de crise ou non). La souveraineté est inaliénable car on ne peut déléguer sa propre volonté (contrairement à une compétence). Ou le peuple collectivement exerce cette souveraineté ou il y renonce. Le peuple souverain ne peut être représenté dans l'exercice de sa volonté. Il le peut d'autant moins que la perte de la volonté c'est la perte de la souveraineté sinon le peuple n'existe plus. → la **souveraineté** est indivisible. La souveraineté qu'exprime la volonté générale est toujours droite puisqu'elle exprime l'intérêt commun.

Il ne faut pas confondre la volonté générale - celle qui exprime l'intérêt commun - avec la volonté de tous, qui est la somme des intérêts particuliers de chacun. Cette distinction est très importante sur le plan politique. La volonté générale ne porte que sur l'intérêt commun et donc que sur ce qui est commun à tous. La volonté générale est inapte à se prononcer sur les cas particuliers.

**La loi** n'est rien d'autre que l'expression de cette volonté générale. La loi doit donc être générale dans son objet comme dans sa source : ainsi, la loi doit concerner la collectivité toute entière et seuls sont légitimes les états où le peuple tout entier fait les lois. Ces états, Rousseau les appelle des Républiques. Pour Rousseau, la **République** c'est l'Etat où le peuple assemblé fait les lois. Mais, pour faire ainsi les lois, il faut une institution particulière. Le peuple a besoin d'être éclairé. Il veut la volonté générale mais ne la voit pas. C'est là un rôle que Rousseau attribue toujours au législateur, homme ayant reçu la lumière divine. Ce législateur n'a finalement qu'un rôle consultatif. On ne peut jamais être sûr que la loi inspirée par le législateur corresponde bien à la volonté générale. Le législateur n'est donc qu'un conseiller qui indique où se trouve la loi.

Pour Rousseau, tout peuple n'est pas capable de recevoir des lois car il faut que ce peuple soit capable de rechercher l'intérêt commun. Il faut un peuple jeune, non corrompu. Ceci ne veut pas dire que tout peuple va à son terme vers la corruption. Il faut aussi que le peuple ne soit pas trop étendu en nombre d'habitants et en superficie. Il ne doit pas y avoir non plus trop d'inégalités au sein de ce peuple : il faut que nul citoyen ne soit assez opulent pour en acheter un autre et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre. Il faut aussi que l'on ne puisse acheter le vote des autres.

### LIVRE 3 - LES DIFFERENTES FORMES DE GOUVERNEMENT

Rousseau reprend la distinction classique entre les différents pouvoirs :

- le **législatif** : a le pouvoir souverain de faire la loi, d'exprimer la volonté générale. Seuls sont légitimes les Etats où le peuple assemblé sur la place publique fait les lois.
- L'**exécutif** : il applique les lois aux cas particuliers. Il n'est pas nécessairement exercé par le peuple lui-même.

Il faut déterminer qui va exercer ce pouvoir exécutif. Il y a ici deux contraintes :

- l'une liée à la ***taille de l'Etat***. Plus l'Etat est grand plus il faut un pouvoir exécutif fort pour maintenir l'autorité dans cet Etat. Mais plus le gouvernement est concentré plus la volonté de celui qui gouverne est éloignée de la volonté générale. Il faut donc trouver un équilibre entre la nécessité de concentrer l'Etat et la nécessité de ne pas trop le concentrer.
- l'autre est celle de la ***représentation***. Il en 3 formes : aristocratique, démocratique, monarchique et éventuellement par un gouvernement mixte.

Dans la démocratie, l'exécutif est entre les mains de tout le peuple. Or, en pratique, une telle forme de l'exécutif est inapplicable.

Dans l'aristocratie, l'exécutif est confié à une minorité du peuple. Pour Rousseau, c'est là la meilleure forme de gouvernement, surtout s'il s'agit d'une aristocratie électorale car le peuple élira les plus sages.

Dans la monarchie, l'exécutif est confié à une seule personne. Elle est inévitable dans les grands états mais c'est une mauvaise forme de gouvernement car le monarque a tendance à faire prévaloir son intérêt particulier et non l'intérêt général.

Ceci étant, en pratique, les gouvernements sont presque toujours mixtes et combinent les 3 formes : gouvernements de plusieurs personnes avec un chef.

Mais le problème c'est que tout gouvernement quel qu'il soit tend à ***dégénérer***. On voit donc toujours les gouvernements s'opposer à la volonté générale du peuple.

Dans ce livre 3, Rousseau aborde enfin la question de la représentation : aucune représentation n'est possible en ce qui concerne le pouvoir législatif qui ne peut être exercé que par le peuple souverain lui-même. Il faut un système qui ressemble aux démocraties antiques, où le peuple pouvait s'assembler sur la place publique ce qui n'est possible que dans les très petits Etats. La solution qu'envisage Rousseau c'est le fédéralisme qui permet de regrouper des petits Etats en vue d'établir une défense extérieure commune. Impossible pour le législateur, la représentation y est par contre possible pour l'exécutif. En nommant l'exécutif, le peuple fait alors déjà un acte exécutif.

## LIVRE 4 - DES INSTITUTIONS PARTICULIERES

Le ***principe majoritaire*** est institué par le contrat social qui doit être conclu à l'unanimité, mais chacune des décisions ultérieures se fera à la majorité. C'est une idée rationnelle. Si on considère que dans une société donnée, chaque citoyen est éclairé par la raison et a le souci de faire prévaloir l'intérêt général, alors on peut penser que cet intérêt général sera exprimé par la majorité. C'est le principe de convergence. La volonté de la majorité ne correspond pas



à l'Etat tyrannique de la majorité. La majorité exprime ce qu'elle pense être l'intérêt général de tous.

La **dictature** : en cas de circonstances exceptionnelles, la collectivité doit se donner un chef au dessus des lois. Ce n'est pas contraire à l'intérêt général car il a pour but de sauver l'Etat

La **Religion civile** : elle doit être établie dans l'Etat. Elle lui est nécessaire pour que chacun aime l'Etat, accomplisse ses devoirs de citoyen, soit dévoué à la société et se soucie de l'intérêt général. Il faut une profession de foi civile. Ce n'est pas un danger car les dogmes de cette religion ne concernent pas la vie privée mais seulement l'intérêt commun des sociétés modernes. Cette religion civile est la condition indispensable de la paix civile. Pour Rousseau, c'est un cercle vicieux : son système repose sur l'idée que la loi est censée résulter de la volonté des membres de la société. Or si par cette religion civile, c'est la société qui impose à ses membres sa volonté et ses opinions, elle ne peut résulter de la volonté de chaque membre.

## S2 – LA CONTESTATION RADICALE

### A - L'ABBE MABLY

L'abbé Mably (1709-1785) est le frère du philosophe Mably. C'est un abbé de salon, impliqué dans l'administration. Son œuvre est aujourd'hui oubliée mais cependant plus connue et lue à son époque que Rousseau. Ses idées sont d'ailleurs proches de celles de Rousseau. Il a la même admiration pour les institutions antiques et pour la Suisse. Il préfère aussi les petits Etats regroupés en fédération. Rousseau se plaignait ainsi d'être plagié par Mably sauf en ce qui concerne la condamnation par Mably du système de démocratie directe.

Sa pensée s'articule autour de deux idées majeures :

1. il est **opposé aux inégalités sociales** : il est pour la situation de l'état de nature : pas de propriété. La communauté de biens assurant prospérité et attachement à la Patrie. Toutefois, il apparaît impossible de retourner en arrière. Néanmoins, il est possible d'empêcher une inégalité des richesses trop forte. Cette stricte égalité des richesses est fondamentale pour lui car sinon cela entraînera la corruption, des guerres civiles et un désintéressement des citoyens pour la Patrie. Aussi, préconise-t-il l'établissement de lois maintenant une stricte égalité des richesses entre les citoyens. Mably admet le maintien des ordres (Clergé, Tiers-État, Noblesse) à condition de limiter la richesse de chacun de ces ordres.

2. Il préconise un **système représentatif** pour le pouvoir exécutif comme législatif. Même si le peuple a le droit de faire la loi, il ne peut exercer ce pouvoir lui-même car il est susceptible d'être influencé par des démagogues et risque ainsi de se doter d'un tyran. Il a donc intérêt à se faire représenter. Le peuple participe à l'élaboration des lois en élisant ses représentants par ordre. Par ailleurs, Mably préconise un gouvernement mixte. Avec division du pouvoir exécutif et législatif où l'exécutif est subordonné au législatif. Pour la mise en œuvre de ce système anti-libéral, Mably préconise un système d'éducation public, une religion publique officielle et une censure préalable sur tous les écrits. C'est pourquoi certains lui attribuent une pensée communiste mais c'est un peu exagéré car Mably n'est pas si contestataire.

## B - LES ABBES MESSLIER ET MORELLEY

Opposés à Mably, ce sont deux extrémistes méconnus et sans influence :

1. **Messlier** (1664-1729) est curé d'un village de l'Est de la France. Il se fait remarquer une fois de son vivant lorsqu'il critique le seigneur des lieux pour sa façon de traiter les paysans. Il se fait alors réprimander par son évêque. On découvre son œuvre après sa mort. Après sa mort, on découvre son œuvre "*Le testament de l'Abbé Messlier*" réellement intitulé "*Mémoire des pensées et sentiments de J. Messlier sur une partie des erreurs et des abus de la conduite et du gouvernement des hommes, où l'on voit des démonstrations claires et évidentes de la vanité et de la fausseté de toutes les divinités et religions du monde, pour être adressée à ses paroissiens après sa mort et pour leur servir de témoignage de vérité à eux et à leurs semblables.*"

Dans son ouvrage Messlier réfute l'existence de Dieu, une religion inventée dit-il. Il critique vivement les inégalités sociales du système en vigueur. Il fait appel à l'union des pauvres. Il démontre les antagonismes sociaux et notamment qu'il ne suffit pas de proclamer la vérité pour la faire prévaloir. Il développe déjà des idées pré-marxistes. Face au système en place, il propose un communisme agraire.

2. **Morelly** (1713-17xx). On ne sait rien de sa vie. Il a écrit différents ouvrages sur l'esprit, l'éducation, la santé, la beauté et la politique. Il publie "*La Basiliade*" en 1753. En 1755, il publie une défense et une justification de cet ouvrage avec "*Le code de la nature*".

Dans son ouvrage, Morelly considère que la source de tous les maux c'est la propriété. On doit revenir au véritable esprit des Lois et donc aux lois naturelles. Pour lui, il y a 3 lois fondamentales à rétablir : rien n'appartient à personne, tout citoyen doit être un homme public entretenu par la communauté et enfin tout citoyen contribuera pour sa part à l'utilité publique. Morelly se montre par contre indifférent quant à la forme du gouvernement. Il propose cependant un système de fédéralisme démocratique sans élections et un mécanisme de responsabilité tournante où chaque père de famille exerce à tour de rôle une responsabilité publique. Le système proposé par Morelly est autoritaire : tout y est réglementé : le mariage, l'éducation et même la pensée.

### S3 - LES PRE REVOLUTIONNAIRES

Ce sont les auteurs qui ont exercé une influence sur la révolution et sa pensée.

#### A - CONDORCET

**Condorcet** (1743-1794) est un marquis désargenté. Mathématicien précoce, il entre à l'Académie des Sciences en 1769 puis à l'Académie Française en 1782. Il passe pour le dernier philosophe héritier de la pensée du 18<sup>e</sup> siècle. Il est proche de la pensée de Turgot et Voltaire. Dans les années 1770 et 1780, il admire la révolution américaine. Sous la révolution, non élu aux Etats-Généraux, il ne participe pas à l'Assemblée constituante mais appartient à l'assemblée législative. Il prend le parti des Girondins et est arrêté en mars 1794. On le retrouve mort dans sa cellule.

Son œuvre s'articule autour de deux thèmes caractéristiques :

1. le **culte de la raison abstraite**. Condorcet préconise l'uniformité des lois, seules conformes à la raison universelle. Une bonne loi doit être bonne pour tous les hommes comme un propos vrai l'est pour tous.
2. La foi dans **la simplicité des institutions qui doivent être établies**. Dès lors que les institutions sont conformes à la raison, elles doivent être simples.

C'est dans *"Lettres d'un bourgeois de Newhaven à un citoyen de Virginie sur l'inutilité de partager le pouvoir législatif en plusieurs corps."* (1787) que Condorcet développe le plus sa pensée. Dans cet ouvrage, Condorcet suppose que les lois ont un objet limité et que seulement une partie des habitants sont citoyens. Il réfute l'idée selon laquelle il faudrait établir une balance entre les pouvoirs. Tout n'est pas susceptible de faire l'objet d'une loi. Seules les questions qui par nature doivent être traitées en commun le sont. *La loi ne peut avoir pour objet que de régir les domaines où une règle commune est nécessaire et où l'on ne peut laisser chaque citoyen agir selon sa volonté propre*. Dans cette perspective il faut distinguer deux choses dans la législation : **a.** décider quels sont les domaines où la loi doit intervenir **b.** quelle doit être la loi dans ces domaines

Il faut dans cette perspective faire une déclaration des droits destinée à fixer les domaines dans lesquels la loi peut ou non intervenir. Condorcet propose une conception du droit différente de celle qui va prévaloir en 1789. Pour Condorcet, seuls les propriétaires fonciers peuvent être des citoyens de l'Etat. Pour lui, il n'y a pas de risque que les propriétaires fonciers fassent des lois dans leur seul intérêt particulier. Car ils n'ont pas d'intérêt différent des autres habitants. Ils ont les mêmes intérêts et les éprouvent plus intensément encore. Aussi en seront-ils les meilleurs défenseurs. L'ensemble des propriétaires d'un Etat possède tout le territoire de

cet Etat et les autres habitants ne peuvent habiter cet Etat qu'avec le consentement des propriétaires. Condorcet considère que même les femmes, dès lors qu'elles sont propriétaires sont des citoyens comme les autres.

Montesquieu s'oppose fermement aux idées de séparation et de balance des pouvoirs. Pour lui, l'exécutif doit simplement être subordonné au législatif. Condorcet admet que le législateur puisse abuser de sa compétence mais pour lui, il y a d'autres remèdes que le bicaméralisme ou la balance des pouvoirs pour s'assurer que les lois sont bien l'expression de la volonté des citoyens. Condorcet conçoit le Référendum et c'est là une idée novatrice. Il propose aussi de remplacer la délibération des citoyens assemblés sur la place publique par la liberté de la liberté de la presse.

## B - SEYES

Seyes (1748-1836) était prêtre et destiné à une carrière d'administrateur de Diocèse mais il subit une frustration quant à son avancement au sein du clergé. Il épouse alors la cause du Tiers-État dont il est originaire. Quand en 1788, Louis XVI rétablit la liberté de la Presse, un grand nombre de brochures vont être écrites. Seyes en écrit trois. La première paraît dès l'été 1788 et s'intitule *"Vues sur les moyens d'exécution dont les représentants de la France peuvent disposer en 1789"*. La deuxième, intitulée *"Essai sur les privilèges"*, paraît en novembre 1788. Enfin, en janvier 1789 paraît *"Qu'est ce que le Tiers-État ?"*.

Seyes sera élu député du Tiers-État. Aux Etats-Généraux, il va jouer un rôle déterminant notamment dans la transformation de la santé du Tiers-État. En juin 1789, les Etats-Généraux se transforment en Assemblée Nationale constituante. Seyes y joue encore un grand rôle. Il va avoir une réputation de grand théoricien constitutionnel. Mais ne parvenant pas à faire passer ses idées, il se réfugie souvent dans le silence. En 1792, il sera élu à la convention. Au sein de la convention, il votera la mort du Roi. Contrairement à Condorcet, il échappera à la terreur. Sous la convention thermidorienne, il propose ses idées constitutionnelles mais le nouveau régime du Directoire ne correspond pas à ce qu'il attendait. En 1799, il accepte de se faire élire directeur et ne se préoccupe que de faire réformer le système. Il cherche un général pour faire un coup d'Etat et trouve Napoléon Bonaparte sans se rendre compte que c'est Bonaparte qui se sert de lui. En 1814, à la restauration, en tant que Régicide, il doit s'exiler et ne revient en France qu'après 1830.

### ***"QU'EST CE QUE LE TIERS ETAT ?" (1789)***

Dans cette brochure, Seyes commence par exposer et critiquer la situation actuelle puis il explique comment il faut **réformer le système**. Il explique que dans le système actuel, le tiers-état constitue en France une nation complète avec 25 millions d'habitants représentant 95% de la population. Les ordres privilégiés se mettent eux-mêmes en dehors de la nation dit-il. Pour Seyes, *"le tiers-état, c'est tout (la nation elle-même), rien (sur la plan politique),*

*quelque chose (en vue de la réunion des Etats-Généraux, le tiers-état demande à être quelque chose)."*

Le tiers-état se contente de trois demandes :

1. disposer de vrais représentants
2. doubler le nombre de députés du tiers-état de sorte qu'il ait autant de députés que les deux autres ordres réunis
3. un vote aux Etats-Généraux non plus par ordre mais par tête afin d'ouvrir les débats

Seyes ***s'oppose à ceux qui proposent l'imitation des institutions anglaises***. D'une part, appliqué en France, le bicaméralisme consisterait à avoir une chambre de la noblesse et du clergé et reviendrait à défendre les privilèges de ces deux ordres et non l'intérêt de la nation. Il faut donc au préalable supprimer les privilèges. D'autre part, Seyes s'oppose à l'application en France d'un partage du pouvoir législatif entre les deux chambres et le Roi, ce dernier disposant d'un droit de veto. Pour Seyes, seule la nation via ses représentants peut voter la loi, à savoir que seule la chambre basse peut exercer le pouvoir législatif. Seyes souhaite maintenir une séparation des pouvoirs car ceux qui font la loi doivent être différents de ceux qui l'exécutent. Sinon, les premiers légiféreraient à leur avantage. La différenciation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif doit s'opérer par un système de hiérarchie. Les pouvoirs sont distincts mais subordonnés.

Enfin, Seyes explique ***comment réformer les Etats-Généraux***. D'abord, les Etats-Généraux ne sont pas compétents pour se réformer eux-mêmes. C'est la nation qui est seule compétente pour modifier son système constitutionnel. Toutefois, si la nation est trop grande pour pouvoir s'assembler, elle doit désigner des représentants pour agir en son nom. Il ne s'agit alors plus d'une représentation ordinaire mais d'une représentation extraordinaire destinée à modifier la constitution elle-même. Cette représentation extraordinaire doit être libre et représentée la nation toute entière.

Comment cela se réalise-t-il concrètement ? La nation, si le Roi ne convoque pas cette assemblée extraordinaire, peut se rassembler de son propre chef. Les représentants du tiers-état aux Etats-Généraux peuvent légitimement se considérer comme les représentants de la nation toute entière. Dès lors, le tiers-état peut s'assembler seul pour procéder à la réforme des institutions : *le tiers-état seul ne peut former les Etats-Généraux et bien tant mieux il composera une assemblée nationale*. C'est ce qui se passera au printemps 1789.

## CHAPITRE 3 – L'ENJEU DE LA REVOLUTION

Les idées que nous avons étudiées dans le chapitre précédent vont se développer dans des directions différentes. Face au mouvement révolutionnaire, va se dessiner un mouvement contre-révolutionnaire et entre les deux, il sera difficile de trouver un équilibre. Les premières tentatives y échoueront.

### S1 – LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

A la veille de la révolution, les idées qui ne se sont pas encore confrontées se mélangent : l'influence de Montesquieu et celle de Rousseau.

Les penseurs sont certes inspirés par **Montesquieu** mais c'est surtout à travers les écrits de De Holmes et ce dernier déforme quelque peu les idées de Montesquieu. C'est donc un

Montesquieu revu et corrigé par l'influence de la révolution américaine qui sera source d'inspiration des penseurs de la Révolution. La révolution américaine a en effet beaucoup marqué les esprits et suscité l'enthousiasme y compris dans les classes privilégiées.

L'influence de **Rousseau** est elle aussi très grande. Il est vrai que c'est une influence abstraite car les idées de Rousseau ne sont pas directement applicables dans ce grand Etat unitaire qu'est la France.

Très vite, les différents acteurs vont entrer en conflit les uns avec les autres ce qui les amène à préciser leur position politique. Dans ce mouvement continu, les idées qui paraissaient à gauche au départ vont se retrouver déplacées sur la droite avec l'apparition de nouvelles idées.

Le 5 Mai 1789, c'est l'assemblée des Etats Généraux. Elle apparaît alors comme une réunion d'aristocrates face aux patriotes qui réclament la réunion des 3 chambres en une seule assemblée. Le Roi et les ordres privilégiés céderont finalement à cette demande en Juin 1789 et l'**Assemblée Nationale Constituante** est créée. Malheureusement, les patriotes vont se diviser dès les premiers débats de l'assemblée. Ils s'opposent alors entre **monarchiens**, qui préconisent la transposition des institutions anglaises en France, et **constitutionnels** dont les idées sont plus vagues et sont influencées par les institutions américaines. Les monarchiens semblent dominer au départ mais ils seront vite éliminés, dès septembre 1789. Ce sont les constitutionnels qui triomphent et se divisent entre Lafayette et ses amis et le *Triumvirat* (union de trois personnes pour exercer le pouvoir) autour de Barnave, Duport et Lameth.

Sous la constituante, on assiste alors à une radicalisation du conflit politique et ce pour deux raisons :

- tous les députés sont nouveaux
- certains acceptent mal que le Roi soit remis sur le trône après la fuite de Varenne en 1791.

Au sein de la constituante, apparaît une nouvelle opposition entre deux nouveaux partis :

- les **Girondins** qui entendent mener une politique populaire
- les **Feuillants** qui regroupent les amis des anciens constitutionnels, les amis de Lafayette et les Trium Vir.

Le 10 Août 1792, la Monarchie tombe. La nouvelle assemblée constituante prend le nom de **Convention**. Dès le début, sur toutes les questions, se développe le conflit entre Girondins et Montagnards. Aucun n'est majoritaire n'est alors majoritaire. Mais en Juin 1793, les Girondins seront éliminés de l'Assemblée du fait de l'alliance entre le Marais et les Montagnards. S'instaure alors la **dictature du comité de salut public** qui se donne pour but de fonder un nouveau régime (contraire à l'esprit de Rousseau qui voulait fonder une dictature pour maintenir un régime existant).

Avec cette dictature sous la domination de Robespierre, les idées révolutionnaires atteignent leur paroxysme. Il existait pourtant des idées encore plus extrémistes mais qui n'ont pas été appliquées au pouvoir.

## **S2 - LE MOUVEMENT CONTRE-REVOLUTIONNAIRE**

Après la révolution de 1789, chacun réagit selon ses idées face au mouvement révolutionnaire :

- certains trouvent que les réformes ou la révolution ne correspondent pas à ce qu'ils voulaient.
- D'autres se rendent compte que les réformes tant attendues n'ont pas les conséquences qu'ils croyaient.

Les contre-révolutionnaires sont des réformistes qui s'en tiennent au programme royal tel qu'il a été présenté aux Etats-Généraux le 5 Mai 1789. Au cours de la réunion, ces contre-révolutionnaires vont se trouver dans la capacité de s'exprimer mais ils seront rejetés vers la droite, dans la minorité. La pensée contre-révolutionnaire ne peut s'exprimer.

**Edmond Burke** publie en novembre 1790 un long pamphlet intitulé "*Réflexions sur la Révolution Française*". Ce livre marque la pensée contre révolutionnaire mais demeure très marqué par la pensée anglo-saxonne. Ses idées sont reprises par des auteurs continentaux mais leurs ouvrages ne sont publiés qu'en 1796. On citera Joseph De Mestre et François De Bonald qui s'inspirent aussi de Montesquieu et développent une conception organique de la société.

## **S3 - LA RECHERCHE D'UN MOYEN TERME**

Dès 1789, certains essaient de chercher une voie intermédiaire entre le mouvement révolutionnaire et les idées contre-révolutionnaires mais à ce moment là ils ont bien du mal à se faire entendre. Ce n'est que bien plus tard de telles idées réussiront à triompher.

Dès 1789, le groupe des Monarchiens essaie au sein la constituante d'établir une conception intermédiaire. A ses tout débuts, il domine le mouvement révolutionnaire. Au sein de ce premier comité de constitution, les monarchiens s'emploient à présenter un projet imitant les institutions anglaises mais leur projet est rejeté et dès lors, ils n'ont plus aucun rôle politique. Deux éléments du projet, qui étaient essentiels pour eux, sont rejetés : le Bicaméralisme et le Veto absolu du roi.



Après la chute de Robespierre, en septembre 1794, une majorité plus modérée tente de s'imposer au sein de la convention. Est adoptée la constitution de l'an III qui établit une république bourgeoise avec pour la première fois en France l'adoption d'un système bicaméral. Mais cette République a bien du mal à tenir sa ligne.

Dans une ultime tentative, Seyes aidé de Bonaparte établit le Consulat, espérant enfin réaliser cette République libérale. Encore une fois, c'est un échec car Bonaparte se lance dans une politique de dictature personnelle et de conquêtes.

Face à l'expérience de la Terreur, va se développer en France la **pensée libérale**. Se développe l'idée que pour établir la liberté, il ne suffit pas de changer de souverain. On se rend compte que la souveraineté du peuple n'est pas forcément un gage de liberté et qu'elle doit aussi être limitée. Une telle réflexion est complètement nouvelle en France.

Deux groupes vont fermenter de telles idées :

- le **groupe de Coppel**, nom de la résidence de Madame de Stalle en Suisse et où elle tient salon. On y conteste la Terreur et Napoléon.
- le **groupe des idéologues**, issue des révolutionnaires et qui soutient que toute souveraineté, même celle du peuple, doit être limitée.

Ces idées vont finalement réussir à supplanter les idées révolutionnaires et contre-révolutionnaires au 19<sup>e</sup> siècle. Dès la Charte de 1814, confortée par la Charte de 1830, s'impose en France le régime Parlementaire à l'Anglaise. Progressivement, ces idées vont se démocratiser notamment sous l'influence d'idées américaines. En 1848, est établi le **suffrage universel**. A partir de la III<sup>e</sup> République, ce suffrage universel sera combiné avec le parlementarisme libéral.